




Mexique 2002

**Dixième Réunion
des dirigeants économiques
de l'APEC**

**Los Cabos (Mexique)
Les 26 et 27 octobre 2002**

Cahier d'information

LIBRARY EA / BIBLIOTHÈQUE AE

3 5036 01040771 9

DOCS
CA1 EA 2002T21 EXF
APEC Economic Leaders' Meeting
(10th : 2002 : Los Cabos, Mexico)
Tenth APEC Economic Leaders'
Meeting Los Cabos, Mexico October
26-27, 2002 : background
information. --



Mexique 2002

**Dixième Réunion
des dirigeants économiques
de l'APEC**

**Los Cabos (Mexique)
Les 26 et 27 octobre 2002**

Cahier d'information

*Imprimé sur du
papier recyclé*



*Printed on
recycled paper*



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade



Imprimé au Canada
Printed in Canada

Table des matières

Renseignements généraux

- Thèmes de la Dixième Réunion des dirigeants économiques de l'APEC 3
- Les priorités du Canada en 2002 au sein de l'APEC 4
- Aperçu de l'APEC 6
- Déclaration des dirigeants économiques de l'APEC 10
- Déclaration des dirigeants de l'APEC sur la lutte antiterroriste 24

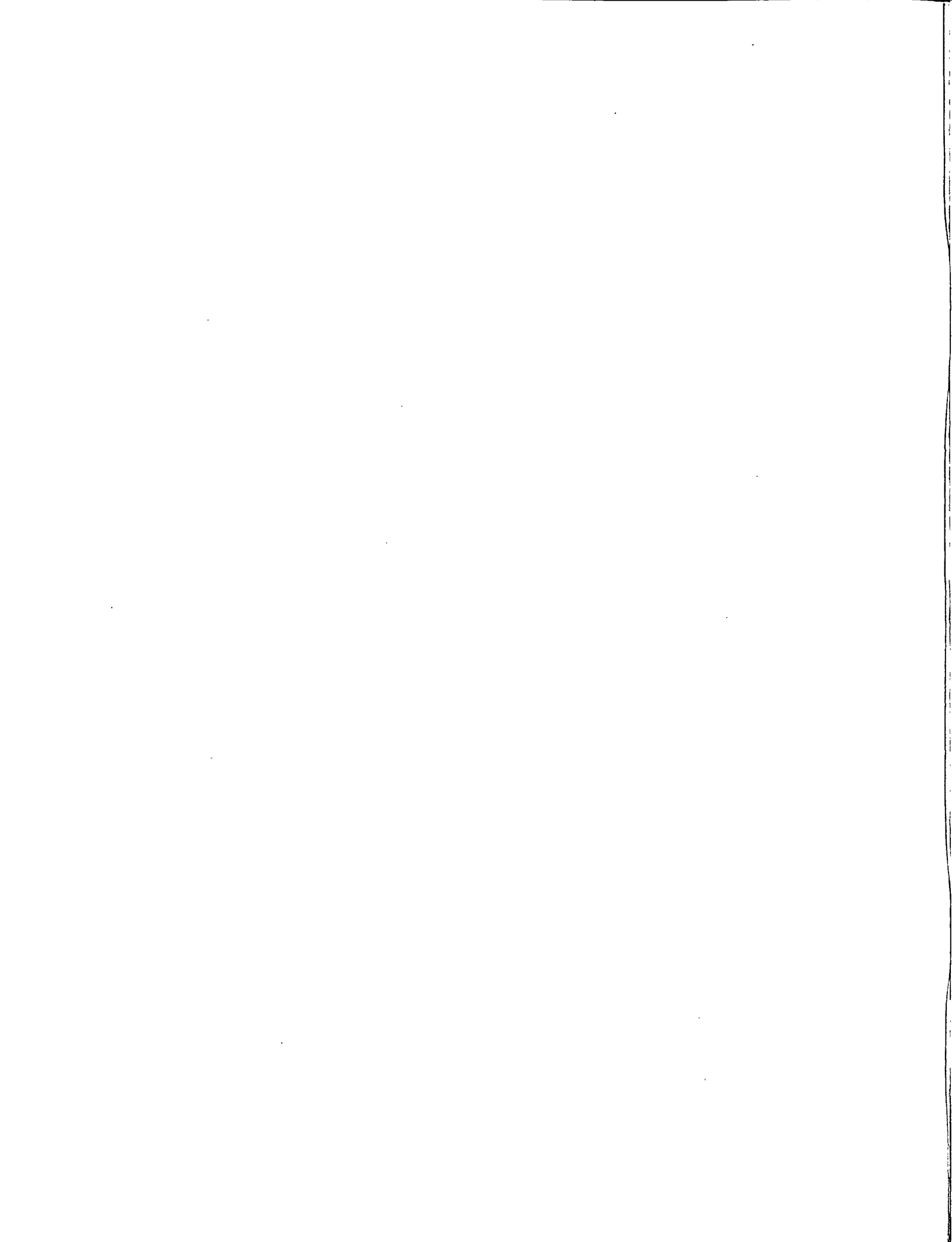
Fiches techniques

- Australie 29
- Brunéi 30
- Canada 31
- Chili 32
- Chine 33
- États-Unis 34
- Hong Kong (Chine) 35
- Indonésie 36
- Japon 37
- Malaisie 38
- Mexique 39
- Nouvelle-Zélande 40
- Papouasie-Nouvelle-Guinée 41
- Pérou 42
- Philippines 43
- République de Corée 44
- Russie 45
- Singapour 46
- Taïpei chinois 47
- Thaïlande 48
- Vietnam 49

Notices biographiques

- Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 53

Renseignements généraux



Thèmes de la Dixième Réunion des dirigeants économiques de l'APEC

Les leaders des 21 économies du bassin du Pacifique se retrouveront à Los Cabos (Mexique) les 26 et 27 octobre 2002, à l'occasion de la Dixième Réunion des dirigeants économiques du forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC). La stabilité et la croissance de cette région revêtent une importance cruciale pour l'économie mondiale et pour le Canada. Les dirigeants se rencontreront afin de procéder à des échanges de vues sur les problèmes économiques auxquels la région fait face. Ils voudront aussi déterminer l'orientation des mesures très diverses que prendra l'organisation pour appuyer la libéralisation du commerce et des investissements et soutenir la croissance et la prospérité à long terme.

L'APEC offre à ses membres une tribune utile pour s'attaquer aux divers problèmes que posent la mondialisation et les nouvelles formes de commerce international. En tant qu'hôte de la réunion de cette année, le Mexique a décidé que celle-ci aurait pour thème « L'élargissement des avantages de la coopération en matière de croissance et de développement économiques : mise en œuvre d'une vision ». Ce grand thème réunit trois objectifs :

- promouvoir l'application de politiques judicieuses, en matière de commerce, d'investissement et de finances, qui favorisent la croissance et tirent parti de la nouvelle économie;
- continuer à renforcer les capacités qui permettent de profiter des avantages du développement, en attachant une importance particulière à la promotion des petites et moyennes entreprises ainsi que des microentreprises;
- renforcer le rôle que joue l'APEC en qualité de tribune, en favorisant la participation des jeunes et des femmes aux travaux de l'organisation, en accentuant les efforts visant à faire connaître les avantages de la mondialisation et en continuant à améliorer le fonctionnement de l'APEC.

Avant la réunion des dirigeants, les ministres du commerce et des affaires étrangères des économies membres de l'APEC se rencontreront aussi à Los Cabos, les 23 et 24 octobre.

Les priorités du Canada en 2002 au sein de l'APEC

Le Canada saisit toutes les occasions de faire connaître ses objectifs en matière de commerce international et de politique étrangère au sein de l'APEC : promouvoir la prospérité et l'emploi, protéger la sécurité de ses citoyens dans un cadre mondial stable, réduire le fossé qui existe entre les riches et les pauvres et consulter davantage la société civile sur la meilleure façon d'atteindre ces objectifs. C'est ce qu'il entend faire lors de la Dixième Réunion des dirigeants économiques de l'APEC à Los Cabos (Mexique). Également, le Canada s'allie avec le Mexique pour faire de la mondialisation et ses défis un thème de la réunion.

Promouvoir la prospérité et l'emploi

Pour un pays qui exporte beaucoup comme le Canada, l'économie et le taux d'emploi dépendent largement du commerce international. De ce fait, un ensemble de règles accessibles, équitables et prévisibles régissant le commerce mondial et l'investissement, l'accès aux marchés mondiaux et une libéralisation accrue du commerce mondial et régional sont des objectifs fondamentaux pour le Canada.

À la réunion des dirigeants de l'APEC cette année à Los Cabos, trois questions revêteront une importance prioritaire pour le Canada : l'acceptation du Plan d'action pour faciliter le commerce, grâce auquel seront réduits les coûts d'exploitation commerciale dans la région par l'élimination des obstacles relatifs aux douanes, aux normes et à la mobilité des gens d'affaires; une déclaration des dirigeants en faveur de la conclusion rapide de la dernière ronde de négociations multilatérales de l'Organisation mondiale du commerce (OMC); un accord entre les dirigeants en matière de transparence administrative en vue de fournir un meilleur accès pour les entreprises aux marchés dans toute la région Asie-Pacifique.

Le Canada a pris en 2002 un certain nombre de mesures pour poursuivre ces priorités dans le cadre de l'APEC. C'est ainsi qu'il a supervisé une étude de la Banque mondiale sur les bienfaits économiques de la facilitation du commerce, qui sera publiée à Los Cabos. Avec la Thaïlande et Hong Kong, il a également organisé à Bangkok, en août, un atelier sur la mise en œuvre des principes de l'APEC dans ce domaine.

Protéger la sécurité des citoyens canadiens dans un cadre mondial stable

Les événements du 11 septembre 2001 ont démontré qu'aucun pays ne peut rester à l'écart de ce qui se passe dans le monde. Le Canada s'est engagé à œuvrer avec les alliés et avec les Nations unies pour assurer la sécurité des Canadiens et des

autres citoyens du monde, et veiller à ce que le droit international soit respecté et appliqué. À cette fin, une des priorités du Canada à Los Cabos est de garantir l'adoption par les dirigeants de l'APEC d'une ferme déclaration en matière de lutte contre le terrorisme.

Réduire le fossé entre les riches et les pauvres

Le Canada est déterminé à réduire le fossé grandissant entre les riches et les pauvres en aidant les pays en développement à avoir un meilleur accès au système commercial multilatéral. Bien souvent, les pays en développement ne peuvent profiter de la libéralisation du commerce, ni des progrès des technologies de l'information et des communications, parce qu'ils ne disposent pas de l'infrastructure ni des compétences techniques voulues. Le Canada souhaiterait voir une plus grande adhésion aux engagements de l'APEC au chapitre de la collaboration économique et technique, en ce qui concerne surtout l'accès au commerce et à l'Internet pour plus de gens, l'amélioration de la santé, la promotion de l'égalité des sexes et l'appui aux petites entreprises.

En 2002, l'Agence canadienne de développement international a mis en œuvre un programme pluriannuel de plusieurs millions de dollars à l'appui des initiatives de l'APEC pour aider les pays en développement à renforcer leurs capacités en matière de commerce international. Le Canada a élaboré un site Web qui donne un aperçu des programmes offerts par les économies de l'APEC. Il copréside également avec le Japon le groupe de l'APEC qui s'emploie à mieux coordonner ce travail.

Consulter la société civile

Étant donné la complexité des défis mondiaux actuels, les États, les organisations multilatérales et les groupes de la société civile devront travailler ensemble pour trouver et mettre en œuvre des solutions. Le Canada croit que l'établissement de contacts plus fréquents entre l'APEC et les institutions économiques internationales, les universités, les milieux d'affaires et les groupes de bénévoles du secteur privé aidera l'organisation à effectuer des recherches de grande qualité en matière de politiques. À cette fin, le Canada encouragera une plus grande interaction entre l'APEC et la société civile à la réunion des dirigeants. Pour promouvoir cette priorité au sein de l'APEC, le Canada a joué un rôle de premier plan cette année dans les efforts pour que les lignes directrices de l'organisation sur la participation des économies non membres favorisent une interaction accrue avec la société civile, les universités et les entreprises.

Aperçu de l'APEC

Le forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) a été fondé en 1989 en raison de l'interdépendance croissante des économies de la région. Au départ groupe de discussion informel réunissant 12 membres, l'APEC est devenu, dans la région de l'Asie-Pacifique, le principal forum où l'on travaille aussi bien à la libéralisation du commerce et de l'investissement qu'à la croissance et au développement économiques.

L'APEC compte aujourd'hui dans ses rangs toutes les économies importantes de la région. Ses 21 membres regroupent 2,5 milliards d'habitants. En 1999, leurs produits intérieurs bruts combinés s'élevaient à 18 billions de dollars américains et correspondaient à plus de 47 p. 100 du commerce mondial.

Les 21 membres de l'APEC sont l'Australie, Brunéi, le Canada, le Chili, la Chine, les États-Unis, Hong Kong (Chine), l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Pérou, les Philippines, la République de Corée, la Russie, Singapour, le Taipei chinois, la Thaïlande et le Vietnam.

Les réunions annuelles des ministres et des dirigeants donnent lieu à un dialogue axé sur les résultats; les discussions portent principalement sur la libéralisation et la facilitation du commerce et de l'investissement ainsi que sur la coopération économique et technique.

Lors de leur première réunion, tenue à Blake Island (près de Seattle) en 1993, les dirigeants des économies membres de l'APEC ont adopté un énoncé de vision économique proposant pour objectifs la stabilité, la sécurité et la prospérité dans la région de l'Asie-Pacifique.

En 1994, à l'issue de leur deuxième réunion, qui a eu lieu à Bogor (Indonésie), ils ont signé la Déclaration de Bogor, laquelle prévoyait que les échanges commerciaux et les investissements deviendraient libres et ouverts dans la région de l'Asie-Pacifique, au plus tard en 2010 pour les économies industrialisées et en 2020 pour les économies en développement. Cela devait se faire grâce à des mesures de libéralisation et de facilitation, et par la coopération économique et technique.

À leur troisième réunion, qui s'est tenue à Osaka en 1995, les dirigeants ont adopté le Programme d'action d'Osaka. Ce document, qui présentait le plan de mise en œuvre de la Déclaration de Bogor, indiquait dans quels domaines les membres de l'APEC, individuellement et collectivement, réduiraient les obstacles au commerce et à l'investissement. Par la suite, chacun a élaboré son propre plan d'action esquissant ses engagements.

En 1996, lors de leur quatrième réunion, qui a eu lieu à Manille, les dirigeants ont approuvé le Plan d'action de Manille pour l'APEC. Incluant les plans d'action de tous les membres, celui-ci précisait les mesures que chacun prendrait dans 15 secteurs particuliers, comme les droits de douane, les mesures non tarifaires, les services, les marchés publics, les normes d'investissement et les droits de propriété intellectuelle.

Les dirigeants se sont en outre entendus, à Manille, sur les dispositions du Cadre ministériel pour le renforcement de la coopération économique et du développement. Celles-ci sont axées sur six priorités qui étayent le programme de l'APEC au chapitre de la coopération économique et technique : développer le capital humain grâce à la formation, à l'éducation et au perfectionnement; contribuer à ce que les marchés de capitaux soient sûrs et efficaces; renforcer l'infrastructure économique; utiliser efficacement les technologies de l'avenir; favoriser une croissance respectueuse de l'environnement; et faciliter l'expansion des petites et moyennes entreprises. Les dirigeants ont aussi demandé que les activités de l'APEC mettent davantage l'accent sur les liens interpersonnels, notamment entre les femmes, les universitaires, les petites entreprises et les jeunes.

La cinquième réunion s'est tenue à Vancouver en 1997. Les dirigeants ont lancé un appel en faveur d'une vision pour le XXI^e siècle qui relierait les membres de l'APEC dans les secteurs de l'infrastructure, du commerce électronique, des sciences et de la technologie, du développement durable, du changement climatique et de la protection civile. De plus, les populations de l'Asie-Pacifique se rapprocheraient grâce au dialogue établi par l'APEC avec tous les secteurs de la société. Les dirigeants ont aussi entériné le Plan de Vancouver pour un meilleur partenariat des secteurs public et privé dans le développement des infrastructures.

Les dirigeants ont également décidé à cette occasion d'accélérer le processus de libéralisation dans 15 secteurs, soit l'énergie, les biens et services pour la protection de l'environnement, le poisson et les produits du poisson, les produits forestiers, les appareils et instruments médicaux, les jouets, les pierres précieuses et les bijoux, les produits chimiques, les télécommunications, le caoutchouc, les engrais, l'industrie automobile, les aliments, les oléagineux et l'aviation civile.

À leur sixième réunion, tenue à Kuala Lumpur en 1998, les dirigeants ont réaffirmé leur confiance dans la solidité des fondements économiques de la région et dans les perspectives de relance à la suite de la crise financière en Asie. Ils ont convenu d'une stratégie coopérative de croissance visant à résoudre la crise. Ils se sont engagés à essayer de renforcer les filets de sécurité sociale, les systèmes financiers, les flux du commerce et de l'investissement, la base scientifique et technologique, le développement des ressources humaines, les infrastructures économiques ainsi que les liens commerciaux.

Lors de leur septième réunion, tenue en 1999 à Auckland, les dirigeants ont recommandé de consolider les structures financières internationales, de surveiller davantage celles-ci à l'échelle nationale et d'appuyer le lancement d'une nouvelle série de discussions au sein de l'Organisation mondiale du commerce. Ils ont également souscrit aux principes de l'APEC ayant pour objet d'améliorer la politique de la concurrence et la réforme de la réglementation, et adopté le cadre d'intégration des femmes dans l'APEC. Ils ont demandé en outre que soient encouragés les travaux sur la facilitation du commerce.

La huitième réunion a eu lieu à Bandar Seri Begawan (Brunéi) en 2000. Elle avait quatre thèmes : gérer la mondialisation, créer des débouchés, renforcer le système commercial multilatéral, et accroître l'influence de l'APEC. Les dirigeants ont établi des objectifs ambitieux en matière de connectivité, afin que, dans toutes les économies de l'APEC, chacun ait un accès personnel ou communautaire à l'Internet d'ici 2010. Ils ont aussi adopté le Programme d'action de l'APEC pour la nouvelle économie.

La neuvième réunion, qui s'est tenue en 2001 à Shanghai, a conduit à l'adoption de l'Accord de Shanghai, qui engage l'APEC à prendre des mesures concrètes et à définir des objectifs pratiques afin que progressent ses travaux dans un certain nombre de domaines relevant des politiques commerciales, y compris la facilitation du commerce, la transparence et l'élaboration de politiques adaptées à la nouvelle économie. Les dirigeants ont aussi publié une déclaration officielle sur le contre-terrorisme, qui appelait les membres de l'organisation à mener une action commune dans ce domaine. L'APEC a joué un rôle utile, au lendemain des attentats du 11 septembre, en permettant aux dirigeants de l'Asie-Pacifique de discuter de la réponse à apporter à la crise. Par la suite, certaines de ses tribunes ont commencé à étudier différentes questions, comme la répression du financement des organisations terroristes.

Structure

La présidence de l'APEC, qui change tous les ans, est assurée par les membres de l'organisation à tour de rôle. Le président est l'hôte de la réunion annuelle des ministres et, depuis 1993, de celle des dirigeants. Les hauts fonctionnaires se rencontrent périodiquement, au cours de l'année, pour élaborer des recommandations et assurer le suivi. Ils coordonnent également les activités des comités et des groupes de travail.

L'APEC comprend trois comités principaux : le comité du commerce et de l'investissement, le comité de l'économie et le comité du budget et de la gestion. Un sous-comité de hauts fonctionnaires est chargé de l'application du programme de travail en matière de coopération économique et technique. L'APEC compte aussi neuf groupes de travail sectoriels qui encouragent la coopération pratique dans les domaines des transports, des pêches, de l'énergie, de la promotion du commerce, des télécommunications et du développement des ressources

humaines. De plus, différents groupes de travail sont constitués pour une courte durée afin d'aborder des questions particulières telles que la coopération technique en agriculture, les petites et moyennes entreprises, le commerce électronique et les enjeux hommes-femmes.

Pour assurer son fonctionnement, l'APEC s'est doté en 1993 d'un secrétariat permanent, établi à Singapour. Constitué d'un groupe de 40 professionnels, le secrétariat s'occupe directement du soutien administratif et de la coordination de toutes les tribunes de l'APEC. Il est aussi chargé d'administrer le fonds central de l'organisation, qui appuie les projets approuvés par les ministres et les dirigeants.

En 1995, les dirigeants ont créé le Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC, qui sert de mécanisme de consultation directe. Le Canada a trois représentants au sein du Conseil. Celui-ci rencontre chaque année les dirigeants pour discuter avec eux de ses recommandations.

Déclaration des dirigeants économiques de l'APEC

Pour relever de nouveaux défis au XXI^e siècle

Shanghai

Le 21 octobre 2001

1. Nous, dirigeants des économies membres de l'APEC, sommes réunis aujourd'hui à Shanghai pour notre première rencontre du XXI^e siècle, afin d'étudier les moyens de répondre aux nouveaux défis auxquels nous devons faire face. Convaincus des immenses potentialités que recèle la région de l'Asie-Pacifique, nous avons résolu de réaliser notre prospérité collective au moyen d'une coopération plus étroite et d'une participation élargie aux activités économiques.
2. Notre réunion se déroule à un moment critique. Les grandes économies mondiales subissent un ralentissement plus prononcé qu'on ne l'avait prévu. La plupart des économies de la zone Asie-Pacifique ont connu une décélération marquée, et certaines économies naissantes ont été particulièrement touchées par une conjoncture extérieure défavorable. En outre, les attentats terroristes qui sont survenus aux États-Unis risquent de nuire à certaines industries et de saper la confiance des consommateurs et des investisseurs. À long terme, l'un des principaux défis que doit relever la communauté de l'Asie-Pacifique consiste à gérer les profondes transformations qu'ont engendrées la mondialisation et la nouvelle économie, et à tirer parti des nombreuses possibilités qu'elles offrent.
3. Instance privilégiée pour la coopération régionale en Asie-Pacifique, l'APEC est l'organe tout désigné pour aider les économies membres à se prévaloir de ces possibilités et à relever ces défis. Nous voulons émettre un message clair et vigoureux où s'exprime la détermination collective de la communauté de l'Asie-Pacifique à combattre le terrorisme. Nous sommes résolus à renverser la tendance actuelle de l'économie et à préserver la confiance de la population en ces temps incertains, en luttant contre le protectionnisme et en appuyant le lancement du nouveau cycle de négociations lors de la prochaine conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ces actions s'accordent avec la vision de paix, d'harmonie et de prospérité commune qui est celle de l'APEC, et contribuent à sa réalisation.
4. Inspirés par cette vision, nous sommes déterminés à œuvrer ensemble pour accroître le dynamisme et la prospérité de l'Asie-Pacifique au cours du XXI^e siècle en favorisant la croissance économique durable, en diffusant plus largement les bienfaits de la mondialisation et de la nouvelle économie, et en faisant progresser la libéralisation et la facilitation du

commerce et de l'investissement. À cette fin, nous réaffirmons notre volonté d'atteindre les objectifs définis à la réunion de Bogor en vue d'instaurer un régime d'échanges commerciaux et d'investissements libre et ouvert en Asie-Pacifique, au plus tard en 2010 pour les économies développées et en 2020 pour les économies en développement. En adoptant l'Accord de Shanghai, nous avons en outre établi des jalons pour l'évolution de l'APEC, au cours de sa deuxième décennie et au-delà.

Favoriser la croissance durable

5. Nous affirmons notre confiance sans faille envers les perspectives de croissance à moyen et à long terme pour la région de l'Asie-Pacifique, car les indicateurs économiques de base restent solides. Étant donné que les réformes et les mesures de restructuration qui ont été mises en œuvre à la suite de la crise financière de 1997-1998 commencent à produire leurs effets, plusieurs économies naissantes se trouvent aujourd'hui dans une situation beaucoup plus favorable pour se protéger contre les conséquences du ralentissement économique et les chocs imprévus.
6. Nous nous engageons à adopter les politiques et les mesures nécessaires pour accélérer la croissance économique et prenons la résolution de favoriser le dialogue et la coopération en ce qui concerne la politique macroéconomique non seulement pour assurer la reprise de la croissance, mais aussi pour donner des assises plus solides à la croissance durable et au développement multisectoriel. Il importe que toutes les économies adoptent en temps opportun des politiques propres à redonner de la vigueur aux marchés et à faciliter une reprise rapide de l'activité économique mondiale.
7. Dans ce contexte, nous nous engageons à intensifier nos efforts, chacun à l'intérieur de l'économie qu'il représente, afin de développer les capacités et d'approfondir les réformes structurelles, de manière à renforcer les indicateurs de base du marché dans toute la région. Nous soulignons à cet égard le prix qu'il convient d'attacher à des politiques économiques et à un mode de gestion des entreprises qui soient bien équilibrés, ainsi que l'importance du rôle et des responsabilités que doivent assumer les gouvernements pour l'élaboration d'un régime juridique et réglementaire qui encourage la concurrence et l'innovation et qui insiste davantage sur la mise en valeur du potentiel. La consolidation du filet de sécurité sociale revêt un caractère de haute priorité, car elle peut contribuer de façon sensible à réduire les effets nuisibles des chocs économiques sur les couches vulnérables de la société. Comme on l'a signalé dans le rapport intitulé *Aperçu économique de l'APEC 2001*, il faut augmenter l'efficacité financière pour favoriser la croissance économique. Nous nous félicitons donc des efforts qui sont faits dans ces domaines au sein de l'APEC : on s'emploie notamment à renforcer l'infrastructure juridique de l'économie,

à superviser de plus près les marchés des capitaux, à améliorer le mode de gestion des entreprises et à mettre en place des normes financières internationales, par exemple dans le cadre des travaux qu'effectuent les ministres des finances. Nous saluons également les études qui ont été menées sur ces questions par le Conseil de coopération économique du Pacifique (PECC). Nous demandons aux ministres et aux fonctionnaires responsables de prendre appui sur ces travaux.

8. Reconnaissant l'importance de promouvoir la stabilité financière et de prévenir les crises, nous voulons souligner la nécessité de renforcer le système financier international. Nous recommandons instamment que se poursuivent les efforts pour accroître l'efficacité des mécanismes qui ont été mis en place afin de prévenir le retour des crises financières. Nous nous réjouissons des mesures de grande portée qui ont été prises pour consolider l'architecture financière internationale, en particulier l'examen, par le Forum sur la stabilité financière, des progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations du groupe de travail chargé des places extraterritoriales et des institutions lourdement endettées, et l'évaluation de l'efficacité de ces recommandations. Nous soulignons combien il importe de veiller à ce que tant la représentation au sein du Conseil du Fonds monétaire international (FMI) que le régime d'allocation des quote-parts du FMI reflètent l'état actuel de l'économie mondiale. Certes, le FMI et les autres institutions financières internationales jouent un rôle crucial, mais la coopération régionale peut elle aussi se révéler très utile en complétant les efforts de ces institutions en vue de promouvoir la stabilité financière. À cet égard, nous sommes heureux des progrès sensibles qui ont été réalisés dans la mise en œuvre de l'Initiative de Chiang Mai, laquelle a pour but de soutenir les ententes de financement coopératives intervenues entre les pays membres de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et la Chine, le Japon et la République de Corée. Nous prenons acte également des travaux qui se poursuivent au sein du groupe de Manille (Manila Framework Group). Nous appuyons tous ces efforts et recommandons instamment qu'ils soient intensifiés.
9. Par-dessus tout, le ralentissement économique actuel met en lumière l'importance des travaux de l'APEC visant à promouvoir l'ouverture et le renforcement des économies membres. Nous réaffirmons notre volonté inébranlable d'établir un régime d'échanges commerciaux et d'investissements ouvert et libre, et nous nous engageons à unir nos efforts pour combattre le protectionnisme sous toutes ses formes. Nous exprimons notre appui, dans les termes les plus vigoureux, à l'instauration d'un système de commerce multilatéral qui soit ouvert, équitable et fondé sur des règles, l'existence d'un tel système étant essentielle pour soutenir la croissance économique mondiale. Par ailleurs, l'APEC se doit de ne pas dévier de ses propres priorités en ce qui a trait au commerce et à l'investissement, ainsi qu'à la mise en valeur du potentiel.

Diffuser plus largement les bienfaits de la mondialisation et de la nouvelle économie

10. Nous sommes convaincus que la mondialisation est un instrument puissant qui stimule la croissance économique et peut contribuer largement à relever le niveau de vie et à améliorer le bien-être des collectivités. Nous reconnaissons que la nouvelle économie offre de vastes possibilités pouvant permettre d'accroître la productivité, de stimuler l'innovation dans les domaines de l'organisation économique et de l'entrepreneuriat, et de créer et diffuser les connaissances et la richesse. Les potentialités que recèlent ces processus ne sont toutefois pas assez bien partagées entre les économies ni même au sein des économies. De là découle la nécessité de donner à tous les membres de nos sociétés les moyens d'en tirer parti. Nous soulignons l'importance de renforcer les capacités, humaines aussi bien qu'institutionnelles, cette mise en valeur étant indispensable pour répondre aux défis et aux possibilités que suscitent la mondialisation et la nouvelle économie. Le développement des capacités est un élément clé de l'approche équilibrée qui est nécessaire à la réussite de l'APEC, au même titre que l'ouverture des marchés et la pleine participation.

11. Dans ce contexte, nous réitérons que le renforcement des capacités humaines reste un thème central cette année et pour les années à venir. Nous saluons le succès remporté par la réunion de haut niveau sur le sujet, et nous nous félicitons de l'Initiative de Beijing, par laquelle on a élaboré un ensemble détaillé de principes pour le renforcement des capacités humaines, qui pourrait donner lieu à des travaux plus poussés touchant la nouvelle économie. Nous invitons les instances de l'APEC et les économies membres à entreprendre des activités de suivi dans les domaines correspondant à leurs propres préoccupations, selon une approche fondée sur la complémentarité des économies développées et en développement. Nous appuyons la participation de tous les intervenants clés de la région et, en particulier, la création à cette fin de partenariats réunissant le secteur public, le secteur des entreprises, le secteur universitaire et celui de la formation professionnelle. Nous nous réjouissons du lancement du consortium pour la coopération en matière de cyberenseignement, qui a été mis sur pied et appuyé par la Fondation de l'APEC pour l'éducation, le Programme de promotion du développement des capacités humaines et le programme de financement et de développement. Nous saluons également les résultats de la quatrième réunion ministérielle sur le développement des ressources humaines et exprimons notre appui envers la déclaration de Kumamoto, qui représente un apport aux activités de l'APEC dans le domaine du développement des ressources humaines au XXI^e siècle, du fait qu'elle peut contribuer à faire progresser le développement social et économique et à diffuser plus largement les bienfaits de la prospérité au sein des populations.

12. Réaffirmant l'importance de la coopération économique et technique (Ecotech) pour la réalisation d'une croissance équitable et du développement durable, nous sommes heureux des progrès accomplis par l'APEC à cet égard et insistons sur le fait que la libéralisation et la facilitation du commerce et des investissements, d'une part, et la coopération économique et technique, d'autre part, doivent se renforcer mutuellement. Nous recommandons qu'on accentue les efforts en ce sens. Nous félicitons les membres qui ont dressé et soumis des plans d'action pour la coopération économique et technique, ce qui contribue fortement à promouvoir le développement sain et équilibré de l'APEC, et nous demandons aux ministres et aux fonctionnaires de développer ces travaux à mesure que l'expérience livrera de nouvelles leçons.
13. Nous signalons également les progrès qui ont été faits dans d'autres domaines de la coopération économique et technique. Nous soutenons la stratégie de l'APEC pour la lutte contre les maladies infectieuses et incitons les membres et les instances pertinentes à appliquer les recommandations qui y sont formulées.
14. Étant donné l'importance des petites et moyennes entreprises (PME) et des microentreprises, nous chargeons les ministres et les fonctionnaires de développer le plan d'action intégré de l'APEC pour les PME en accordant une attention toute particulière aux microentreprises. Dans ce contexte, nous envisageons avec satisfaction la rencontre de haut niveau sur les microentreprises qui doit se dérouler au Mexique l'an prochain.
15. Faisant fond sur les travaux effectués à Brunéi l'an dernier, nous avons réalisé de nouveaux progrès par la formulation et la mise en œuvre de la cyberstratégie de l'APEC, programme à long terme, prospectif et centré sur l'action, qui a pour but de contribuer au développement de la nouvelle économie en favorisant le recours aux technologies de l'information et des communications (TIC) dans notre région. Le but ultime est de transformer l'APEC en une société numérique, caractérisée par une croissance plus rapide, par des possibilités plus nombreuses au chapitre de l'apprentissage et de l'emploi, et par une amélioration des services publics et de la qualité de vie, en tirant parti de techniques et de réseaux d'information et de communications perfectionnés, fiables et sûrs, et en favorisant l'accès universel à ces techniques et réseaux. Une telle société devrait engendrer l'égalité des chances et faire profiter de ses avantages toutes les économies membres et tous les individus, y compris les femmes et les personnes handicapées. Nous nous félicitons de la nature polyvalente de la cyberstratégie de l'APEC et recommandons aux instances de l'organisation et aux économies membres d'entreprendre les actions collectives et individuelles qui sont décrites dans les programmes qui la composent, en fonction de leurs capacités et de leurs besoins respectifs.

Dans le contexte actuel, la mise en œuvre rapide de la cyberstratégie contribuera également à revivifier le secteur des TIC. Nous saluons par ailleurs les progrès réalisés en vue de promouvoir le commerce électronique.

16. En septembre 2002, plusieurs d'entre nous se rendront à Johannesburg à l'occasion du Sommet mondial sur le développement durable, afin de raviver notre détermination à favoriser le développement durable comme moyen de promouvoir les objectifs interdépendants que sont la croissance économique, le développement humain et social, et la protection de l'environnement. Nous nous pencherons sur la façon dont l'APEC, qui a entrepris un large éventail d'activités dans ce domaine, pourra contribuer au succès du Sommet mondial et en intégrer les résultats dans son programme de travail.
17. Nous sommes conscients du débat public qui entoure la question des avantages et des coûts de la mondialisation. Ce genre de remise en question est sain lorsqu'il repose sur une analyse rigoureuse et détaillée des effets de la mondialisation. Pour l'APEC, le temps est venu de prendre les devants afin de donner une orientation constructive à ce débat. Nous chargeons les fonctionnaires d'organiser un dialogue de l'APEC sur la mondialisation et la diffusion des bienfaits de la prospérité, englobant des thèmes tels que l'adaptation structurelle et ses incidences. L'APEC devrait aussi nouer des relations avec le secteur des entreprises et avec d'autres intervenants pour leur faire connaître ses objectifs, ses activités et ses atouts, afin qu'ils participent aux travaux de l'organisation et à la mondialisation en général, et qu'ils en tirent profit. En particulier, nous remercions le Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC pour son rapport, et attachons une grande importance à l'interaction avec le Conseil et avec d'autres représentants du monde des affaires. Nous demandons également aux ministres et aux fonctionnaires d'élaborer et d'appliquer des programmes qui traduiront dans les faits la stratégie de l'APEC sur les communications et la diffusion externe, de même que les conclusions du groupe spécial chargé de l'interaction au sein de l'APEC.
18. Conscients du fait que la croissance durable, à l'intérieur de la zone APEC, nécessite également que l'on puisse nourrir une population de plus en plus nombreuse dont il faut assurer la prospérité, nous demandons que soit accélérée la mise en application de l'initiative de l'APEC relative au système alimentaire. Reconnaissant les avantages que présente la biotechnologie du fait qu'elle augmente la productivité, accroît les propriétés nutritives des aliments et réduit l'impact de la production agricole sur l'environnement, nous réaffirmons l'importance de l'adoption et de l'emploi sécuritaires des produits de la biotechnologie, sur la base de la recherche scientifique. Nous nous félicitons par ailleurs de l'initiative visant à tenir un dialogue sur la biotechnologie agricole vue dans le

contexte de la formulation de politiques, et nous demandons que soient lancées d'autres activités de renforcement des capacités dans ce domaine.

19. Nous exprimons notre satisfaction devant les progrès importants que l'on a réalisés, grâce au leadership fourni par le groupe spécial chargé de l'intégration des sexes, en ce qui a trait à l'aptitude de l'APEC à traiter de la question de l'égalité des sexes dans le cadre de ses travaux. Notre détermination à répartir largement les possibilités offertes par notre époque sur le plan de la participation aux activités économiques exige que soit appliquée dans les travaux de l'APEC une perspective tenant compte des sexes, et nous saluons la décision de tenir une deuxième réunion ministérielle sur les femmes, au Mexique en 2002, car ce sera l'occasion de faire des progrès à ce chapitre.

Appuyer le système commercial multilatéral

20. La libéralisation et la facilitation du commerce et des investissements offrent un autre moyen clé de réaliser notre vision d'une réduction des disparités et de l'instauration d'une prospérité commune. Les mesures qui s'y rapportent prennent une importance accrue au moment où la rapidité des changements transforme le marché mondial. C'est pourquoi nous nous engageons à poursuivre nos efforts en ce sens, à la fois dans notre région et dans le reste du monde.
21. En novembre, une décision de toute première importance sera prise à la Quatrième Conférence ministérielle de l'OMC. L'issue des débats aura des répercussions à long terme sur notre avenir. Notre choix se porte sans ambiguïté sur un système de commerce multilatéral plus vigoureux qui offre à tous un plus grand nombre de débouchés. Nous appuyons avec force le lancement d'un nouveau cycle de négociations de l'OMC lors de la conférence, estimant que le ralentissement actuel de l'économie mondiale lui confère un caractère d'urgence. Nous convenons que le nouveau cycle, une fois qu'il aura démarré, devrait être rapidement mené à terme.
22. Nous soulignons la nécessité d'un programme équilibré, réalisable et aux assises suffisamment larges. Ce sont là des conditions essentielles pour assurer le succès des négociations depuis leur lancement jusqu'à leur conclusion. Nous convenons que ce programme devrait comprendre la libéralisation plus poussée des échanges, le renforcement des règles de l'OMC et les questions relatives à leur application, et qu'il devrait refléter les intérêts et les préoccupations de tous les membres, en particulier des pays et territoires en développement et de ceux qui sont les moins avancés. Nous convenons également que le programme du nouveau cycle devrait tenir compte des défis que nous devons affronter au XXI^e siècle et appuyer l'objectif du développement durable. Cela aidera à faire en sorte que la

prospérité engendrée par la croissance du commerce et de l'investissement soit accessible à tous et diffusée de manière équitable. Dans ce contexte, nous soulignons également qu'il importe que le nouveau cycle reçoive l'appui de tous les membres de l'OMC, et que cela nécessitera la mise en œuvre d'un régime prévoyant un traitement spécial et différencié, en même temps qu'un accroissement de la transparence à l'intérieur de l'Organisation.

23. Nous réitérons notre engagement envers un moratoire pour toute la zone APEC relativement à l'imposition de droits de douane sur les transmissions électroniques, et convenons d'étendre ce moratoire jusqu'à la Cinquième Conférence ministérielle de l'OMC, conscients que nous sommes de l'importance que revêtent les accords pertinents de l'OMC pour le commerce électronique.
24. Nous réaffirmons l'importance des activités de l'APEC qui sont axées sur le développement des capacités et contribuent à l'atteinte des objectifs que présente son plan stratégique, car elles constituent un appui unique non négligeable au renforcement du système commercial multilatéral, dans le cadre de l'OMC. Nous demandons que soit accélérée la mise en œuvre du plan stratégique afin d'aider les économies en développement à exécuter les accords de l'OMC.
25. Nous nous félicitons du fait que toutes les négociations relatives aux conditions d'adhésion de la Chine à l'OMC sont arrivées à terme, car il s'agit d'un événement historique qui non seulement aide à faire de l'OMC une organisation véritablement mondiale, mais renforce les assises de la coopération économique pour toute la planète. Nous recommandons instamment que la décision concernant l'approbation finale de l'accession de la Chine soit à l'ordre du jour de la prochaine conférence ministérielle. Nous réitérons par ailleurs notre appui vigoureux à l'approbation finale de l'accession du Taipei chinois lors de cette conférence ainsi qu'au processus devant mener à l'accession de la Fédération de Russie et du Vietnam.
26. Nous réaffirmons que les accords régionaux et bilatéraux en matière de commerce devraient servir de points de départ pour la libéralisation multilatérale au sein de l'OMC. Nous estimons que les accords régionaux actuels ou en voie de création devraient par conséquent se trouver en harmonie avec les règles et lignes de conduite de l'OMC. Nous croyons également que ces accords devraient être compatibles avec l'architecture de l'APEC et soutenir les buts et les principes de l'organisation. Nous prenons acte des initiatives sur les échanges d'information à cet égard.

Pour une vision claire de l'avenir

27. L'APEC a parcouru beaucoup de chemin depuis ses débuts, en 1989. Le monde qui l'entoure a lui aussi évolué sensiblement. Ces transformations ne diminuent en rien la nécessité d'un mécanisme de coopération tel que l'APEC dans notre région. Au contraire, elles nous obligent encore plus à demeurer totalement déterminés à prendre une part active aux travaux de l'APEC, à réaliser notre vision d'une communauté de l'Asie-Pacifique connaissant la paix et la prospérité, constituée par ailleurs d'économies très distinctes mais interdépendantes – vision qui a évolué depuis Seattle jusqu'à Brunéi –, et surtout à atteindre les objectifs définis à Bogor. Nous réaffirmons en outre notre adhésion à l'approche particulière de l'APEC, qui repose sur les principes fondamentaux de la liberté de participation, de la recherche du consensus, de la conjonction des actions collectives et individuelles, de la flexibilité, de l'intégralité et du régionalisme ouvert; c'est à cette façon de faire que l'organisation doit ses réussites.
28. Nous reconnaissons également que l'APEC doit faire preuve de dynamisme et avancer avec son temps, en répondant et en s'adaptant aux transformations que subit l'économie mondiale et régionale. Au moment où l'organisation entreprend sa deuxième décennie, il importe qu'elle enrichisse, actualise et clarifie sa vision de l'avenir. À cet égard, nous sommes d'avis que l'APEC doit s'efforcer, au cours de sa deuxième décennie, de marquer des progrès continus en vue d'atteindre les objectifs établis à Bogor, d'enraciner l'esprit communautaire en assurant une diffusion plus large et plus équitable des bienfaits de la croissance, et de constituer un partenariat plus étroit et plus robuste qui favorise la coopération économique régionale.
29. À cette fin, nous annonçons aujourd'hui l'Accord de Shanghai, qui dresse un programme stratégique pour le développement de l'APEC au cours des années qui viennent. Non seulement l'Accord est l'expression de notre détermination commune à remplir nos engagements, mais il se présente également comme un modèle renfermant certaines mesures clés que nous devons prendre pour atteindre nos objectifs. Reflet de la diversité des membres de l'APEC, il intègre le commerce et l'investissement ainsi que la coopération économique et technique, considérés comme deux éléments qui s'appuient et se renforcent mutuellement.
30. Dans l'Accord de Shanghai, nous nous engageons à :
- élargir la vision de l'APEC pour l'avenir en définissant un cadre théorique et stratégique qui serve de guide à l'organisation au XXI^e siècle. Ce cadre doit tenir compte des changements qu'entraînent la mondialisation et la nouvelle économie, et refléter

la nécessité d'étendre le programme de l'APEC pour englober les réformes et le développement des capacités tant à l'intérieur des économies membres qu'à l'échelle internationale;

- clarifier le plan d'action de l'APEC pour l'atteinte des objectifs de Bogor dans les délais prévus – une évaluation de mi-parcours devant avoir lieu en 2005 –, notamment en élargissant et en actualisant le Programme d'action d'Osaka, en adoptant une approche exploratoire pour faire avancer certaines initiatives de l'APEC visant les objectifs de Bogor, en favorisant l'adoption de politiques commerciales appropriées pour la nouvelle économie, en assurant le suivi des principes de l'APEC pour la facilitation du commerce, et en cherchant à accroître la transparence du mode de gestion de l'économie;
- consolider les mécanismes de mise en œuvre de l'APEC en améliorant le processus d'examen des plans d'action individuels par les pairs, en accroissant la coopération économique et technique et en multipliant les efforts de renforcement des capacités.

31. Nous chargeons les ministres et les fonctionnaires d'effectuer un suivi actif de l'Accord. Nous avons la conviction que, grâce à nos efforts concertés, la vision que nous présentons ici viendra à se réaliser pleinement pour déboucher sur une communauté de l'Asie-Pacifique stable, en sécurité et prospère.

Annexe 1

Accord de Shanghai

I. Élargir la vision de l'APEC

La mondialisation et la nouvelle économie ont radicalement transformé l'économie mondiale et régionale depuis qu'ont été fixés les objectifs de Bogor, ce qui a créé des possibilités extraordinaires en même temps que de nouveaux défis. La vision de l'APEC doit refléter ces changements. Si la libéralisation des échanges est au cœur du programme de l'APEC, les dirigeants conviennent aussi que les objectifs de Bogor doivent être situés dans le contexte d'une vision actualisée et élargie qui conjugue la libéralisation et la facilitation du commerce et de l'investissement à la coopération économique et technique, afin d'en maximiser les bienfaits pour toutes les économies de la région. L'un des principaux défis que pose la tâche de concrétiser cette vision consiste à intensifier les mesures collectives et individuelles que prennent les économies, tant à l'intérieur

qu'à l'échelle internationale, pour favoriser les réformes et le développement des capacités dans divers secteurs.

Les buts stratégiques du processus des ministres des finances devraient également être intégrés dans une vision plus large de l'APEC, étant donné le rôle important que jouent, pour l'augmentation de la prospérité dans notre région, des politiques macroéconomiques équilibrées, une saine gestion de l'économie, des systèmes financiers stables et une interaction économique accrue.

II. Clarifier le plan d'action pour l'atteinte des objectifs de Bogor

- ***Élargir et actualiser le Programme d'action d'Osaka***

Les dirigeants se félicitent des travaux accomplis cette année en ce qui concerne le Programme d'action d'Osaka et reconnaissent l'importance qu'il revêt du fait qu'il reflète les réalisations de l'APEC et son aptitude à répondre aux changements qui surviennent tant dans la région que dans l'ensemble du monde. Les dirigeants conviennent que le Programme devrait être élargi afin de tenir compte des transformations fondamentales qu'a subies l'économie mondiale depuis la réunion d'Osaka – tel le développement de la nouvelle économie – entre autres par la mise en œuvre des aspects pertinents de la cyberstratégie de l'APEC et l'amélioration du fonctionnement des marchés. Les dirigeants chargent les ministres d'assurer le suivi de ce dossier. Les fonctionnaires doivent présenter un rapport d'étape à la réunion des ministres responsables du commerce qui se tiendra en 2002, et un rapport final à la réunion ministérielle de l'APEC, la même année, où seront formulées leurs recommandations relatives à l'élargissement du Programme d'action d'Osaka.

- ***Adopter une approche exploratoire pour faire avancer certaines initiatives de l'APEC***

Les dirigeants réaffirment que les économies qui sont prêtes à lancer et à réaliser un accord de coopération peuvent s'engager dans cette voie, conformément à la Déclaration de Bogor. Les dirigeants encouragent la mise sur pied d'initiatives exploratoires de ce genre et conviennent qu'en adoptant une telle approche, on devra observer les principes de l'APEC concernant la liberté de participation, l'intégralité, la prise de décisions fondées sur le consensus, la flexibilité, la transparence, le régionalisme ouvert et le respect d'échéanciers différents pour les économies développées et les économies en développement. Le recours à des initiatives exploratoires, basé sur le travail d'un groupe de membres pilotant l'exécution des initiatives, permettra d'avancer vers les objectifs de Bogor et fournira une structure pour stimuler une participation élargie

au moyen de programmes améliorés de renforcement des capacités. Les dirigeants conviennent aussi que ces initiatives doivent être transparentes et ouvertes, et dotées d'objectifs et d'un cadre de mise en œuvre clairement définis afin d'encourager l'implication la plus large possible d'autres membres de l'APEC lorsqu'ils seront prêts à y prendre part.

- ***Favoriser l'adoption de politiques commerciales appropriées pour la nouvelle économie***

Les dirigeants reconnaissent qu'il importe d'adopter des politiques commerciales appropriées pour refléter le contexte d'aujourd'hui et encourager le développement de la nouvelle économie. Dans cet esprit, ils chargent les fonctionnaires d'entreprendre, d'ici le milieu de l'année 2002, un échange de renseignements pertinents sur les politiques commerciales, par exemple au sujet de la situation actuelle en ce qui a trait à la libéralisation des services et au respect des régimes relatifs aux droits de douane et à la propriété intellectuelle. Sur cette base, les économies pourront établir des cibles avant la réunion ministérielle de 2002. On devrait tenir compte, à cette fin, de l'exécution des recommandations pertinentes qui ont été retenues dans la cyberstratégie de l'APEC. Étant donné la diversité des économies membres, les dirigeants conviennent que le développement de la nouvelle économie nécessitera en outre, en vue d'améliorer le rendement, que l'on formule et mette en œuvre des programmes concrets visant le renforcement des capacités.

- ***Assurer l'application des principes de facilitation du commerce***

Les dirigeants chargent les ministres de définir, pour la réunion ministérielle de 2002, des actions et des mesures concrètes destinées à mettre en œuvre, d'ici 2006, les principes de facilitation du commerce de l'APEC, en collaboration étroite avec le secteur privé. Le but est d'obtenir une réduction sensible des coûts de transaction, que l'on voudrait abaisser de 5 p. 100 dans toute la zone APEC au cours des cinq prochaines années. Les dirigeants chargent également les ministres d'explorer la possibilité de fixer des critères objectifs pour la facilitation du commerce, en tenant compte pleinement de la diversité des membres ainsi que des progrès accomplis jusqu'à présent dans chacune des économies. Les dirigeants conviennent par ailleurs qu'il faut tout particulièrement disposer de programmes d'aide pour renforcer les capacités des économies en développement au chapitre de la facilitation du commerce.

- ***Adopter des principes de transparence***

Les dirigeants reconnaissent l'importance de la transparence dans la gestion de l'économie. À cet égard, l'APEC a élaboré dans différents domaines des « menus » d'actions optionnelles et de principes qui

contiennent des dispositions relatives à la transparence. Les dirigeants chargent les ministres de poursuivre la mise en œuvre des principes de transparence qui ont été adoptés par les membres de l'APEC, en tenant compte des circonstances particulières de chaque économie, et de faire rapport sur les progrès réalisés dans leurs plans d'action individuels, en 2002 et au-delà. Les dirigeants soulignent également le rôle essentiel d'une aide bien ciblée pour amener les économies en développement à s'ouvrir davantage et à devenir plus transparentes. Ils notent que la coopération en matière de cybergouvernement est nécessaire à l'atteinte de cet objectif.

III. Renforcer les mécanismes de mise en œuvre

- ***Renforcer le processus d'examen des plans d'action par les pairs***

Les dirigeants se félicitent de la décision des ministres de renforcer le processus d'examen des plans d'action individuels par les pairs, et encouragent les économies membres à soumettre leurs plans à un tel examen sur la base de la nouvelle approche. Les dirigeants conviennent de plus que lorsque prendra fin, en 2005, le cycle d'examen des plans d'action de toutes les économies qui auront participé à ce processus, il y aurait lieu d'établir un bilan provisoire des progrès accomplis, dans l'ensemble, en ce qui concerne les objectifs de Bogor.

- ***Intensifier la coopération économique et technique et les efforts de développement des capacités***

Les dirigeants reconnaissent que la coopération économique et technique, outre qu'elle favorise le développement durable et réduit les disparités, aide toutes les économies membres à atteindre la prospérité au moyen d'activités qui appuient directement la libéralisation et la facilitation du commerce et de l'investissement et augmentent la compétitivité de nos économies. Les dirigeants sont heureux des travaux entrepris cette année pour actualiser la deuxième partie du Programme d'action d'Osaka et demandent qu'on intègre davantage les efforts de coopération économique et technique aux mesures visant l'ensemble des objectifs prioritaires de l'APEC. Les dirigeants soulignent la nécessité de donner une forte impulsion pour la mise en œuvre efficace de diverses initiatives en ce sens, tout particulièrement celles qui se rapportent à des questions à facettes multiples comme le renforcement des capacités humaines.

Les dirigeants reconnaissent l'importance de mettre substantiellement en valeur la coopération économique et technique et d'améliorer la coordination et la gestion des activités qui y sont liées, et ce au sein de toutes les instances. Dans ce contexte, ils se réjouissent de l'examen qui doit être entrepris au sujet du mandat et du rôle du sous-comité de la réunion des hauts fonctionnaires sur la coopération économique et

technique et ils espèrent que des progrès rapides seront réalisés. Les dirigeants signalent aussi la nécessité d'encourager l'intégration des priorités des microentreprises et des PME dans toutes les composantes du programme de l'APEC.

Les dirigeants conviennent de développer les plans d'action pour la coopération économique et technique, de manière à en faire des instruments permettant d'évaluer et d'encourager les activités de coopération, en tirant parti de l'expérience de la phase pilote et des leçons apprises à cette étape. Les dirigeants demandent également à tous les membres de prendre part à ces travaux sur une base volontaire. Ils conviennent que l'APEC devrait nouer des liens plus étroits avec les organes de financement bilatéraux, multilatéraux et privés en vue de diminuer les chevauchements et de maximiser les résultats des programmes de développement des capacités. Enfin, ils chargent les ministres et les fonctionnaires d'intensifier les activités de coopération économique et technique et de rendre compte des progrès accomplis aux réunions ministérielles de l'an prochain.

Déclaration des dirigeants de l'APEC sur la lutte antiterroriste

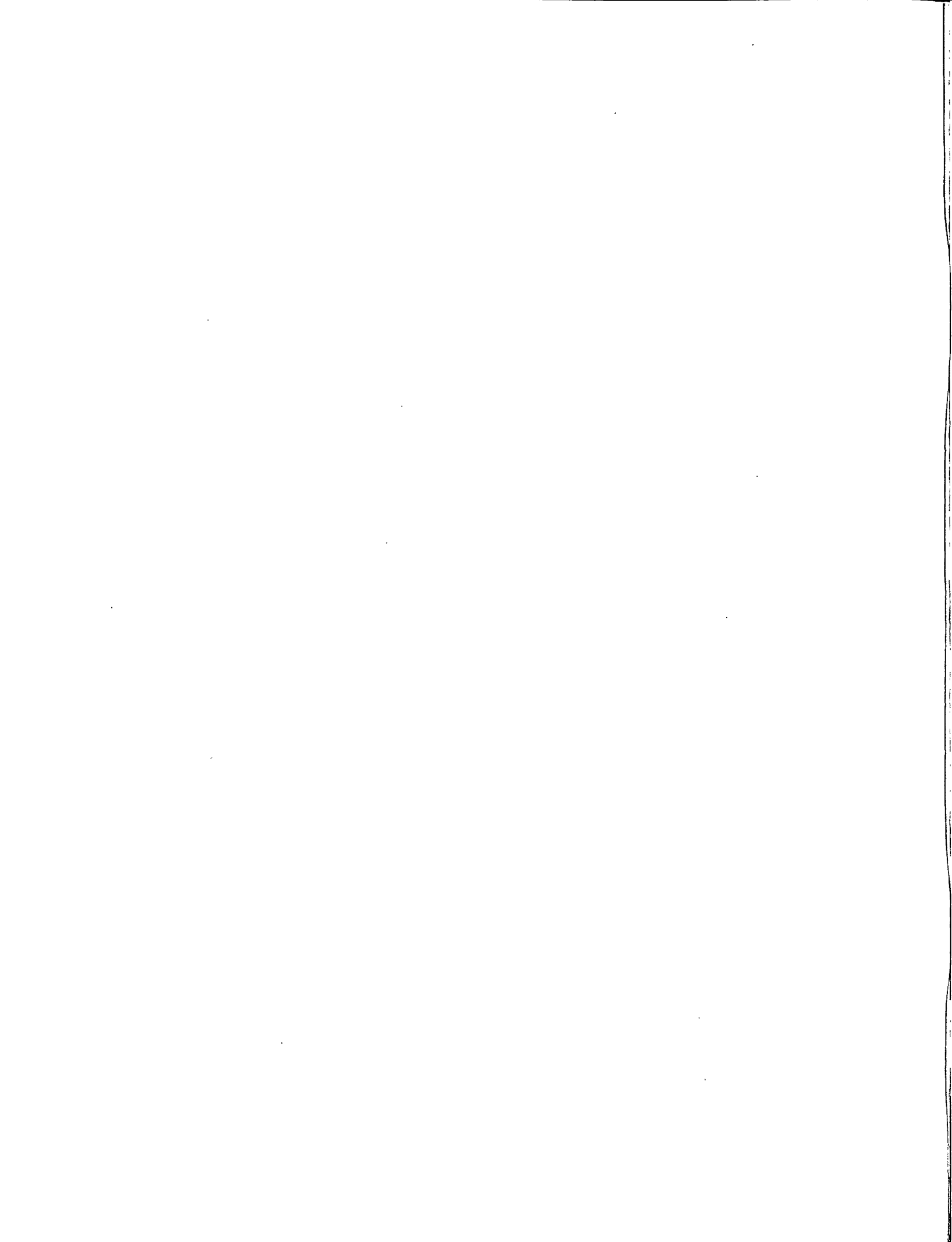
1. Les dirigeants condamnent sans équivoque et dans les termes les plus forts les attaques terroristes menées contre les États-Unis le 11 septembre 2001, et expriment leur profonde sympathie ainsi que leurs sincères condoléances aux familles des victimes, sans égard à la nationalité de ces dernières, ainsi qu'au peuple et au gouvernement des États-Unis d'Amérique.
2. Les dirigeants considèrent que les actes meurtriers et autres actes terroristes, peu importe leur forme et leur manifestation, leur auteur ou l'endroit et le moment où ils sont commis, compromettent gravement la paix, le bien-être matériel et la sécurité de toutes les populations, de quelque confession ou de quelque nation qu'elles soient. Le terrorisme heurte également de front le concept de prospérité, de liberté des échanges et d'ouverture des marchés mis en avant par l'APEC, de même que les valeurs fondamentales de ses membres.
3. Aujourd'hui plus que jamais, il importe que chaque économie mette tout en œuvre pour atteindre l'objectif de Bogor, c'est-à-dire la liberté et l'ouverture du commerce et de l'investissement.
4. Les dirigeants estiment qu'il est impératif de renforcer la coopération internationale à tous les niveaux pour combattre le terrorisme de façon globale, et affirment que l'ONU devrait jouer un rôle majeur à cet égard, compte tenu particulièrement de l'importance de toutes les résolutions pertinentes qu'elle a adoptées.
5. Les dirigeants s'engagent à prévenir et à supprimer toutes les formes d'actes terroristes, en conformité avec la Charte des Nations Unies et les autres instruments du droit international, promettent d'appliquer fidèlement et immédiatement les résolutions 1368 et 1373 du Conseil de sécurité, soutiennent énergiquement tous les efforts visant à renforcer la législation antiterroriste internationale, réclament une intensification de la coopération pour traduire en justice les auteurs d'actes terroristes, et demandent en outre la signature et la ratification, dans les plus brefs délais, de toutes les conventions antiterroristes universelles de base, y compris la Convention internationale sur la répression du financement du terrorisme.
6. Les dirigeants sont déterminés à accroître la collaboration au chapitre de la lutte contre le terrorisme, compte tenu des circonstances spécifiques de l'économie dont ils ont la responsabilité, par les moyens suivants :

- Adoption de mesures appropriées pour empêcher le financement des terroristes; on se propose notamment d'accélérer les activités du groupe de travail chargé de la lutte contre les crimes financiers, mis sur pied par les ministres des finances de l'APEC, et de s'impliquer davantage dans les organismes de normalisation internationaux;
- Respect, par toutes les économies, des exigences internationales pertinentes concernant la sécurité du transport aérien et maritime; les dirigeants demandent aux ministres des transports de participer activement aux discussions sur l'amélioration de la sécurité dans les aéroports, à bord des avions et dans les ports, d'arriver à des résultats concrets dans les plus brefs délais, et de veiller à l'exécution pleinement concertée de toutes les décisions qui auront été prises;
- Renforcement de la sécurité énergétique dans la région, par le mécanisme de l'initiative de l'APEC sur la sécurité énergétique, dans le cadre de laquelle on examine les mesures qui permettraient de répondre aussi bien à des perturbations temporaires de l'approvisionnement énergétique qu'à des difficultés à long terme;
- Intensification des activités de l'APEC pour la protection des secteurs critiques, notamment les télécommunications, les transports, la santé et l'énergie;
- Amélioration des réseaux de communication des services douaniers et développement rapide, sur toute la planète, d'un réseau électronique intégré pour les douanes, qui permettrait aux autorités de mieux faire respecter la loi tout en limitant le plus possible les répercussions de leurs interventions sur le flux des échanges commerciaux;
- Élaboration commune de systèmes électroniques d'enregistrement des déplacements, qui amélioreront la sécurité à la frontière sans nuire à la circulation des véritables voyageurs;
- Renforcement des capacités, et coopération économique et technique visant à permettre aux économies membres d'adopter et d'appliquer des mesures antiterroristes efficaces;

- Concertation pour éviter les répercussions négatives des attaques sur l'économie, et restauration de la confiance dans l'économie de la région, par l'adoption de mesures et de politiques propres à accentuer la croissance économique et à assurer un climat stable propice au commerce, à l'investissement, aux voyages et au tourisme.
7. Les dirigeants s'engagent aussi à collaborer pleinement pour faire en sorte que le terrorisme international ne perturbe pas les économies et les marchés, par un resserrement des communications et de la coopération entre les autorités financières et celles qui sont chargées des politiques économiques.

Le 21 octobre 2001

Fiches techniques



AUSTRALIE

Capitale : Canberra

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
7 686 850 km²

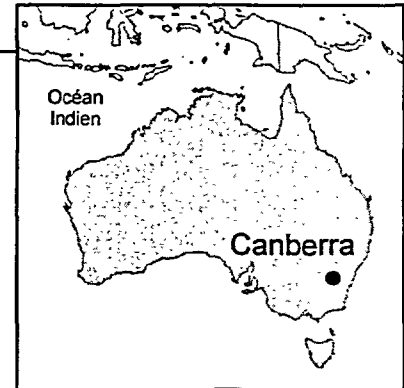
Langue principale
Anglais

Principaux groupes religieux
Anglicans (26 %), catholiques (26 %),
autres chrétiens (24 %)

Pays environnants
Indonésie, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée

Population
19,4 millions d'habitants
(est. 2001)

Taux de croissance de la population
1 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeants
Le gouverneur général Peter Hollingworth
Le premier ministre John Howard

Ministre des Affaires étrangères
M. Alexander Downer

Ministre du Commerce
M. Mark Vaile

Indice du développement humain de l'ONU (2002)
L'Australie se classe 5^e sur 173 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
366,2 milliards de dollars américains (2001)

Taux de croissance du PIB
2,4 % (2001)

PIB par habitant
25 780 \$US (2001, PPA)

Principales exportations
Minéraux, grains, viande, pétrole, laine, machines

Principales importations
Voitures de tourisme, ordinateurs, machines, matériel électrique

Importations canadiennes en provenance de l'Australie
1,6 milliard de dollars (2001), en alumine, viande, produits pétroliers, sucre, vin

Exportations canadiennes vers l'Australie
1,2 milliard de dollars (2001), en avions et pièces, automobiles, moteurs et pièces, matériel de télécommunication, bois, engrais

Représentant du Canada

M. Jean Fournier, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada
Commonwealth Avenue, Canberra, ACT 2600, Australie

Téléphone : (011-61-2) 6273-3844; télécopieur : (011-61-2) 6270-4069; site Web : www.dfait-macci.gc.ca/australia

BRUNÉI

Capitale : Bandar Seri Begawan

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
5 765 km²

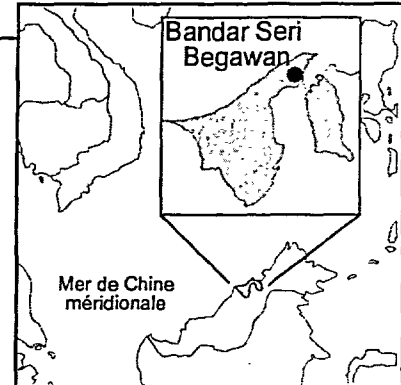
Population
343 653 (est. 2001)

Langues principales
Malais, anglais, chinois

Taux de croissance de la population
2,1 % (est. 2001)

Principaux groupes religieux
Musulmans (67 %), bouddhistes (13 %), chrétiens (10 %)

Pays environnant
Malaisie



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie

Ministre des Affaires étrangères
M. Mohammed Bolkiah

Autorité législative
Unicamérale : Conseil législatif; parti unique

Ministre de l'Industrie et des Ressources primaires

Dirigeant
Le sultan et premier ministre Hassanal Bolkiah

M. Pehin Dato Awang Haji Abdul Rahman

Indice du développement humain de l'ONU (2002)
Brunéi se classe 32^e sur 173 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
4,83 milliards de dollars américains (2000)

Taux d'inflation
1 % (1999)

Taux de croissance du PIB
3,5 % (2000)

Taux de chômage
4,9 % (1997)

PIB par habitant
14 123 \$US (2000, PPA)

Principales exportations
Gaz naturel liquéfié, pétrole brut, produits pétroliers raffinés

Principales importations
Machines, matériel de transport, biens manufacturés, aliments, produits chimiques

Importations canadiennes en provenance de Brunéi
3,5 millions de dollars (2001), en vêtements, articles en fer ou en acier, chaudières, machines et engins mécaniques

Exportations canadiennes vers Brunéi
1,1 million de dollars (2001), en chaudières, machines et engins mécaniques, préparations alimentaires, fruits et noix

Représentant du Canada

M. Paul Lau, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada
5^e Floor, Jalan McArthur Building, No. 1, Jalan McArthur, Bandar Seri Begawan BS8711, Brunéi
Téléphone : (011-673-2) 220-043; télécopieur : (011-673-2) 220-040; site Web : www.infoexport.gc.ca/bn

Septembre 2002

CANADA

Capitale : Ottawa

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

9 970 610 km²

Langues principales

Anglais, français

Principaux groupes religieux

Catholiques (45 %), Église unie (12 %), anglicans (8 %)

Pays environnants

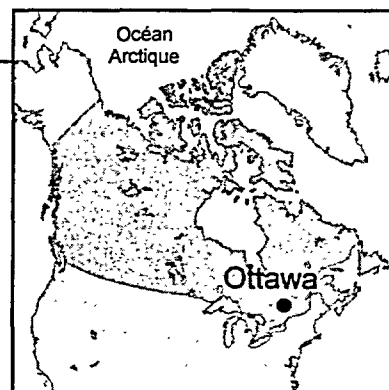
États-Unis, Groenland (Danemark)

Population

31,1 millions d'habitants (2001)

Taux de croissance de la population

1 % (2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des communes; multipartite

Dirigeants

La gouverneure générale Adrienne Clarkson
Le premier ministre Jean Chrétien

Ministre des Affaires étrangères

M. Bill Graham

Ministre du Commerce international

M. Pierre Pettigrew

Ministre des Finances

M. John Manley

Indice du développement humain de l'ONU (2002)

Le Canada se classe 3^e sur 173 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

699,9 milliards de dollars américains (2001)

Taux de croissance du PIB

1,5 % (2001)

PIB par habitant

29 000 \$US (est. 2001, PPA)

Principales exportations

413,1 milliards de dollars (balance des paiements, 2001), en matériel de transport, biens d'équipement, pâtes et papiers, combustibles, bois, minéraux, aluminium

Principales importations

350,5 milliards de dollars (balance des paiements, 2001), en matériel de transport, biens d'équipement, matériel électronique, résines plastiques, matières plastiques, produits manufacturés en plastique

CHILI

Capitale : Santiago

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
756 626 km²

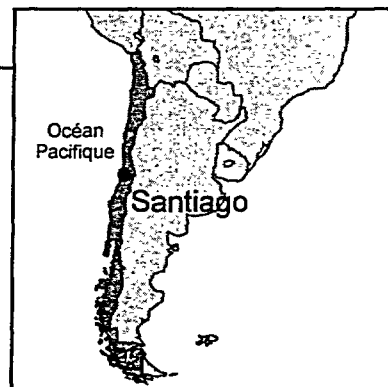
Langue principale
Espagnol

Principaux groupes religieux
Catholiques (89 %), protestants (11 %)

Pays environnants
Argentine, Bolivie, Pérou

Population
15 millions d'habitants (2002)

Taux de croissance de la population
1,1 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des députés; multipartite

Dirigeant

Le président Ricardo Lagos Escobar

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

M^{me} María Soledad Alvear Valenzuela

Ministre de l'Économie, des Mines et de l'Énergie
M. Jorge Rodríguez Grossi

Indice du développement humain de l'ONU (2002)
Le Chili se classe 38^e sur 173 pays.

Aide publique du Canada au développement
3,46 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
63,5 milliards de dollars américains (est. 2001)

Taux d'inflation
3,6 % (est. 2001)

Taux de croissance du PIB
2,9 % (2001)

Taux de chômage
9,1 % (2001)

PIB par habitant
9 420 \$US (2001, PPA)

Principales exportations

Cuivre, produits du bois, poisson et farine de poisson, fruits et noix, matières premières, textiles, produits industriels

Principales importations

Biens d'équipement, pièces de rechange, matières premières, pétrole, denrées alimentaires

Importations canadiennes en provenance du Chili

640,5 millions de dollars (2001), en minerai, scories et cendres, fruits et noix, boissons, cuivre et articles en cuivre, bois, poisson et fruits de mer, céréales, aliments en conserve, produits chimiques inorganiques, métaux rares, résidus alimentaires et aliments pour animaux

Exportations canadiennes vers le Chili

369,1 millions de dollars (2001), en céréales, machines électriques et autres, papier et carton, combustibles minéraux et huile minérale, engrais, plastique, véhicules, produits en fer et en acier, légumes

Représentant du Canada

M. Patrick Parisot, Ambassadeur, Ambassade du Canada

Nueva Tajamar 481, Torre Norte, Piso 12 (Casilla 139, Correo 10), Santiago, Chili

Téléphone : (011-56-2) 362-9660; télécopieur : (011-56-2) 362-9664; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/santiago

CHINE

Capitale : Beijing

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

9 596 961 km²

Langue principale

Mandarin

Principaux groupes religieux

Taoïstes, bouddhistes, musulmans, chrétiens

Pays environnants

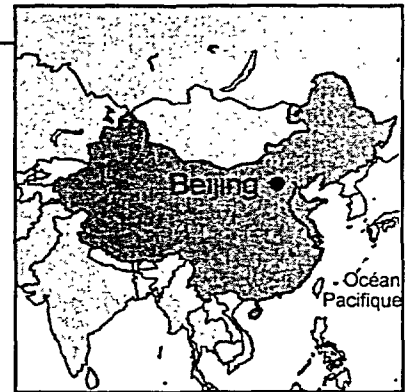
Afghanistan, Bhoutan, Birmanie, Corée du Nord, Inde, Kazakhstan, Kirghizie, Laos, Mongolie, Népal, Pakistan, Russie, Tadjikistan, Vietnam

Population

1,27 milliard d'habitants
(est. 2001)

Taux de croissance de la population

0,9 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Congrès national du peuple;
parti unique

Dirigeants

Le président Jiang Zemin
Le premier ministre Zhu Rongji

Ministre des Affaires étrangères

M. Tang Jiaxuan

Ministre du Commerce extérieur et de la Coopération économique

M. Shi Guangsheng

Indice du développement humain de l'ONU (2002)

La Chine se classe 96^e sur 173 pays.

Aide publique du Canada au développement

67,45 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

1,16 billion de dollars américains (2001)

Taux de croissance du PIB

7,3 % (2001)

PIB par habitant

4 260 \$US (2001, PPA)

Principales exportations

Machines électriques et autres, vêtements tissés, vêtements tricotés, chaussures

Principales importations

Machines électriques et autres, plastique, combustibles minéraux, fer et acier

Importations canadiennes en provenance de la Chine

12,7 milliards de dollars (2001), en machines électriques et autres, jouets, jeux et articles de sport, chaussures, vêtements tissés

Exportations canadiennes vers la Chine

4,2 milliards de dollars (2001), en pâte de bois, véhicules (non ferroviaires), engrais, grains, semences et fruits

Représentant du Canada

M. Joseph Caron, Ambassadeur, Ambassade du Canada

19 Dongzhimenwai Dajie, District de Chaoyang, Beijing 100600, Chine

Téléphone : (011-86-10) 6532-3536; télécopieur : (011-86-10) 6532-5033; site Web : www.canada.org.cn

ÉTATS-UNIS

Capitale : Washington

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

9 629 091 km²

Langues principales

Anglais, espagnol

Principaux groupes religieux

Protestants (56 %),
catholiques (28 %), juifs (2 %)

Pays environnants

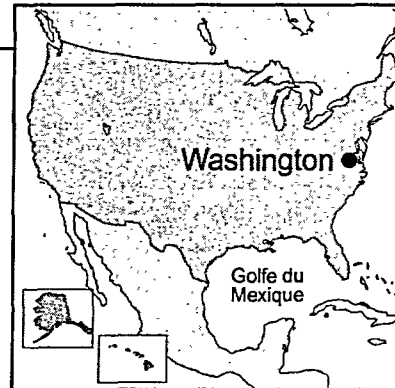
Canada, Mexique

Population

278,1 millions d'habitants
(est. 2001)

Taux de croissance de la population

0,9 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeant

Le président George W. Bush

Secrétaire d'État

M. Colin L. Powell

Secrétaire du Trésor

M. Paul H. O'Neill

Indice du développement humain de l'ONU (2002)

Les États-Unis se classent 6^{es} sur 173 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

10,1 billions de dollars américains (2001)

Taux d'inflation

1,6 % (2001)

Taux de croissance du PIB

0,3 % (2001)

Taux de chômage

4,8 % (2001)

PIB par habitant

34 870 \$US (2001, PPA)

Principales exportations

Machines et matériel, automobiles, aéronefs, blé, produits chimiques, résines plastiques, plastique, produits manufacturés en plastique, produits agricoles, approvisionnements militaires

Principales importations

Pétrole et produits pétroliers, métaux communs non ferreux, engrais, produits agricoles, machines et équipement, automobiles, matières premières

Importations canadiennes en provenance des États-Unis

Biens : 255 milliards de dollars (2001), en automobiles et pièces, ordinateurs, matériel de télécommunication, produits chimiques, instruments et équipement, papier et carton

Services : 40,1 milliards de dollars (2001)

Exportations canadiennes vers les États-Unis

Biens : 350,9 milliards de dollars (2001), en automobiles et pièces, aéronefs, bois d'œuvre, pétrole brut, gaz naturel, papier journal, aluminium, métaux et minerais

Services : 33,5 milliards de dollars (2001)

Représentant du Canada

M. Michael Kergin, Ambassadeur, Ambassade du Canada

501 Pennsylvania Avenue, N.W., Washington (D.C.) 20001, États-Unis

Téléphone : (202) 682-1740; télécopieur : (202) 682-7726; site Web : www.canadianembassy.org

Septembre 2002

HONG KONG (CHINE)

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
1 097 km²

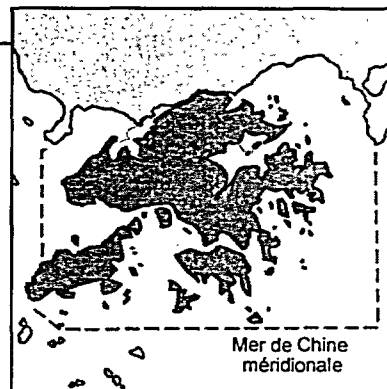
Langues principales
Anglais, cantonais

Principaux groupes religieux
Chrétiens, bouddhistes, confucianistes, taoïstes

Région avoisinante
Province de Guangdong (Chine)

Population
7,2 millions d'habitants
(est. 2001)

Taux de croissance de la population
1,3 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Région administrative spéciale de Hong Kong, de la République populaire de Chine

Autorité législative
Conseil législatif

Dirigeants
Le président de la République populaire de Chine, M. Jiang Zemin
Le chef de l'exécutif pour la région administrative spéciale de Hong Kong, M. Tung Chee-Hwa

Indice du développement humain de l'ONU (2002)
La région administrative spéciale de Hong Kong se classe 23^e sur 173 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
162,6 milliards de dollars américains (est. 2001)

Taux de croissance du PIB
1 % (2001)

PIB par habitant
26 050 \$US (2001, PPA)

Principales exportations
Machines électriques et autres, jouets et articles de sport, vêtements tricotés, plastique

Principales importations
Machines électriques et autres, plastique, vêtements tricotés, pierres précieuses et métaux, jouets et articles de sport

Importations canadiennes en provenance de Hong Kong
1,2 milliard de dollars (2001), en machines électriques et autres, vêtements, instruments optiques et médicaux, livres, horloges et montres, plastique, jouets, jeux et articles de sport

Exportations canadiennes vers Hong Kong
1,2 milliard de dollars (2001), en machines électriques et autres, huiles et corps gras, nickel et articles en nickel, papier et carton, poisson et fruits de mer

Représentant du Canada

M. Anthony Burger, Consul général, Consulat général du Canada
11-14th Floors, Tower 1, Exchange Square, Central, Hong Kong

Téléphone : (011-852) 2847-7562; télécopieur : (011-852) 2848-7561; site Web : www.hongkong.gc.ca

INDONÉSIE

Capitale : Djakarta

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

1 948 742 km²

Langue principale

Bahasa indonesia

Principaux groupes religieux

Musulmans (88 %), chrétiens (8 %), hindous (2 %)

Pays environnants

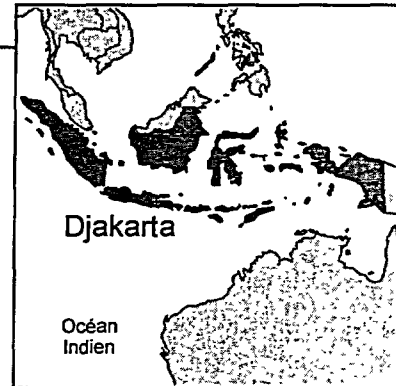
Australie, Brunéi, Malaisie, Papouasie–Nouvelle-Guinée, Philippines, Singapour, Thaïlande, Timor oriental

Population

214,6 millions d'habitants (2001)

Taux de croissance de la population

1,6 % (2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Chambre des représentants; multipartite

Dirigeant

La présidente Megawati Soekarnoputri

Ministre des Affaires étrangères

M. Hassan Wirajuda

Ministre du Commerce et de l'Industrie

M^{me} Rini Suwandi

Indice du développement humain de l'ONU (2002)

L'Indonésie se classe 110^e sur 173 pays.

Aide publique du Canada au développement

38,22 millions de dollars (2000–2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

145,3 milliards de dollars américains (2001)

Taux de croissance du PIB

3,3 % (2001)

PIB par habitant

2 940 \$US (2001, PPA)

Principales exportations

Pétrole brut et produits pétroliers, textiles et vêtements, bois et produits du bois, gaz naturel, caoutchouc et produits en caoutchouc

Principales importations

Machines et matériel de transport, produits chimiques, combustibles et lubrifiants, denrées alimentaires

Importations canadiennes en provenance de l'Indonésie

961,2 millions de dollars (2001), en vêtements, machines électriques, caoutchouc et produits en caoutchouc, chaussures, machines, chaudières, engins mécaniques

Exportations canadiennes vers l'Indonésie

466,9 millions de dollars (2001), en pâte de bois, céréales, véhicules (non ferroviaires), engrais, produits chimiques organiques

Représentant du Canada

M. Ferry de Kerckhove, Ambassadeur, Ambassade du Canada

WISMA Metropolitan 1, 5th Floor, Jalan Jendral Sudirman Kav. 29-31 (P.O. Box 8324/JKS.MP, Jakarta 12084), Jakarta 12920, Indonésie

Téléphone : (011-62-21) 525-0709; télécopieur : (011-62-21) 571-2251; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/jakarta

JAPON

Capitale : Tokyo

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

377 864 km²

Langue principale

Japonais

Principaux groupes religieux

Shintoïstes et bouddhistes (84 %), soka gakkai et chrétiens (16 %)

Pays environnants

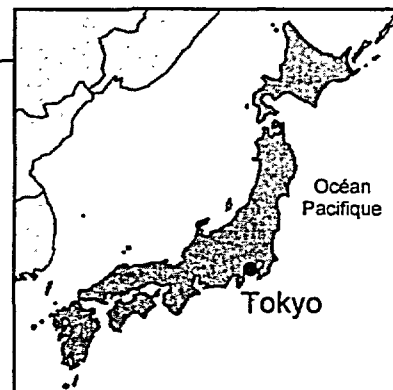
Chine, Corée du Nord, République de Corée, Russie

Population

126,8 millions d'habitants (est. 2001)

Taux de croissance de la population

0,2 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Chambre haute : Chambre des conseillers

Chambre basse : Chambre des représentants; multipartite

Dirigeants

L'empereur Akihito

Le premier ministre Junichiro Koizumi

Ministre des Affaires étrangères

M^{me} Yoriko Kawaguchi

Ministre des Finances

M. Masajuro Shiokawa

Ministre de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie

M. Takeo Hiranuma

Indice du développement humain de l'ONU (2002)

Le Japon se classe 9^e sur 173 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

4,2 billions de dollars américains (2001)

Taux de croissance du PIB

-0,5 % (2001)

PIB par habitant

27 430 \$US (2001, PPA)

Principales exportations

Machines, automobiles, appareils électroniques et ordinateurs

Principales importations

Combustibles minéraux, denrées alimentaires, matières premières, machines, minerai métallique

Importations canadiennes en provenance du Japon

14,6 milliards de dollars (2001), en machines électriques, automobiles et pièces, machines, équipement médical, jouets et articles de sport, aéronefs et astronefs

Exportations canadiennes vers le Japon

8,2 milliards de dollars (2001), en bois d'œuvre et contreplaqué, charbon et combustibles minéraux, oléagineux et céréales, pâtes et papiers, viande, poisson et fruits de mer

Représentant du Canada

M. Robert G. Wright, Ambassadeur, Ambassade du Canada
7-3-38 Akasaka, 7-Chome, Tokyo 107-8503, Japon

Téléphone : (011-81-3) 5412-6200; télécopieur : (011-81-3) 5412-6247; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/ni-ka

MALAISIE

Capitale : Kuala Lumpur

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
329 758 km²

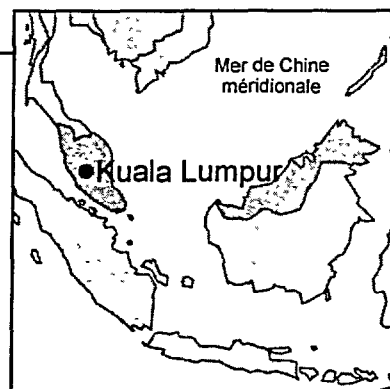
Langues principales
Malais, anglais, hokkien, cantonais, tamoul

Principaux groupes religieux
Musulmans (58 %), bouddhistes et taoïstes (26 %), chrétiens (9 %), hindous (7 %)

Pays environnants
Brunéi, Indonésie, Singapour, Thaïlande, Vietnam

Population
22,2 millions d'habitants (est. 2001)

Taux de croissance de la population
2 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre des représentants; multipartite

Dirigeants
Souverain : le Yang di-Pertuan Agong XII
Le premier ministre Mahathir bin Mohamad

Ministre des Affaires étrangères
M. Syed Hamid

Ministre du Commerce extérieur et de l'Industrie
M^{me} Rafidah Aziz

Indice du développement humain de l'ONU (2002)
La Malaisie se classe 59^e sur 173 pays.

Aide publique du Canada au développement
4,37 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
87,5 milliards de dollars américains (2001)

Taux de croissance du PIB
0,4 % (2001)

PIB par habitant
8 340 \$US (2001, PPA)

Principales exportations
Matériel électronique, machines électriques, pétrole, gros bois d'œuvre et billes, textiles, huile de palme

Principales importations
Machines et matériel de transport, produits chimiques, aliments, combustibles et lubrifiants

Importations canadiennes en provenance de la Malaisie
1,9 milliard de dollars (2001), en machines électriques et pièces, autres machines, chaudières, engins mécaniques, caoutchouc et articles en caoutchouc, meubles, literie, matelas, vêtements tricotés et crochetés

Exportations canadiennes vers la Malaisie
344 millions de dollars (2001), en engrais, céréales, machines électriques, papier et carton, graines et fruits oléagineux, grains et semences

Représentant du Canada

M^{me} Jean McCloskey, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada
17th Floor, Menara Tan & Tan, 207, Jalan Tun Razak, P.O. Box 10990, 50732 Kuala Lumpur, Malaisie
Téléphone : (011-60-3) 2718-3333; télécopieur : (011-60-3) 2718-3391; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/kualalumpur

MEXIQUE

Capitale : Mexico

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

1 972 550 km²

Langue principale

Espagnol

Principaux groupes religieux

Catholiques (89 %), protestants (6 %)

Pays environnants

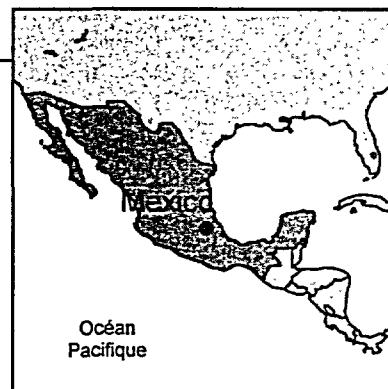
Belize, États-Unis, Guatemala

Population

101,9 millions d'habitants
(est. 2001)

Taux de croissance de la population

1,5 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des députés; multipartite

Dirigeant

Le président Vicente Fox

Ministre des Affaires étrangères

M. Jorge G. Castañeda

Ministre de l'Économie

M. Luís Ernesto Derbez

Indice du développement humain de l'ONU (2002)

Le Mexique se classe 54^e sur 173 pays.

Aide publique du Canada au développement

6,22 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

617,4 milliards de dollars américains (2001)

Taux de croissance du PIB

-0,3 % (2001)

PIB par habitant

8 770 \$US (2001, PPA)

Principales exportations

Machines électriques, automobiles, machines, pétrole, produits pétroliers

Principales importations

Machines électriques et autres, automobiles, plastique, produits en fer ou en acier

Importations canadiennes en provenance du Mexique

12,1 milliards de dollars (2001), en machines électriques, automobiles, meubles et literie, pétrole, matériel optique, légumes, fruits et noix, produits en fer ou en acier, fer et acier, vêtements tissés, verre et verrerie, vêtements tricotés, boissons, revêtements de sol textiles

Exportations canadiennes vers le Mexique

2,7 milliards de dollars (2001), en automobiles et pièces, grains, semences et fruits, céréales, machines électriques et autres, produits chimiques, produits laitiers, œufs, miel, sel, soufre, pâte de bois, tissus, caoutchouc, plastique, fer et acier

Représentant du Canada

M. Keith Christie, Ambassadeur, Ambassade du Canada

Calle Schiller No. 529 (Rincón Del Bosque), Colonia Polanco 11560, México, D.F.

Téléphone : (011-52-55) 5724-7900; télécopieur : (011-52-55) 5724-7980; site Web : www.canada.org.mx

NOUVELLE-ZÉLANDE

Capitale : Wellington

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
270 534 km²

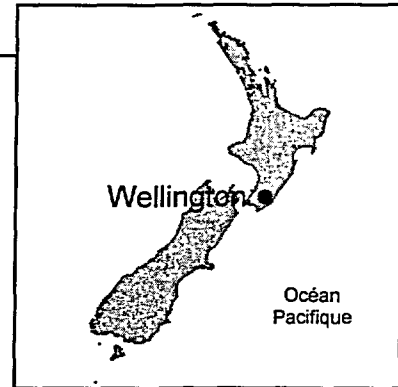
Langues principales
Anglais, maori

Principaux groupes religieux
Anglicans (29 %),
presbytériens (18 %),
catholiques (15 %)

Pays environnant
Australie

Population
3,86 millions d'habitants
(est. 2001)

Taux de croissance de la population
1,1 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Unicamérale : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeants
La gouverneure générale Sylvia Cartwright
La première ministre Helen Clark

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce
M. Phil Goff

Indice du développement humain de l'ONU (2002)
La Nouvelle-Zélande se classe 19^e sur 173 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
48,3 milliards de dollars américains (2001)

Taux de croissance du PIB
1,8 % (2001)

PIB par habitant
19 130 \$US (2001, PPA)

Principales exportations
Bœuf, fruits, poisson, bétail, laine, produits laitiers, produits chimiques, produits forestiers, biens manufacturés

Principales importations
Pétrole, machines, automobiles, biens manufacturés, huiles animales et végétales

Importations canadiennes en provenance de la Nouvelle-Zélande
523,6 millions de dollars (2001), en viande (agneau), produits laitiers, albumine et colle, fruits et noix, fer et acier, machinerie

Exportations canadiennes vers la Nouvelle-Zélande
216,3 millions de dollars (2001), en engrais, machines, viande (boeuf), produits aérospatiaux, bois, céréales

Représentant du Canada

M. John Donaghy, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada
3rd Floor, 61 Molesworth Street, Thorndon, Wellington, Nouvelle-Zélande

Téléphone : (011-64-4) 473-9577; télécopieur : (011-64-4) 471-2082; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/newzealand

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Capitale : Port Moresby

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
462 840 km²

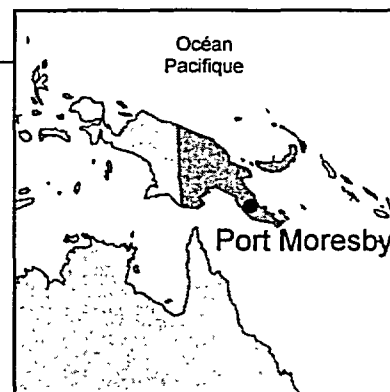
Langues principales
Anglais, anglais pidgin, motu

Principaux groupes religieux
Croyances indigènes (34 %),
catholiques (22 %), luthériens (16 %)

Pays environnant
Indonésie

Population
5,3 millions d'habitants
(est. 2001)

Taux de croissance de la population
2,4 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Unicamérale : Parlement national; multipartite

Dirigeants
Le gouverneur général Silas Atopare
Le premier ministre Michael Somare

Ministre des Affaires étrangères
M. Rabbie Namaliu

Ministre du Commerce et de l'Industrie
M. Allan Marat

Indice du développement humain de l'ONU (2002)
La Papouasie-Nouvelle-Guinée se classe 133^e sur
173 pays.

Aide publique du Canada au développement
1,07 million de dollars (2001-2002)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
3 milliards de dollars américains (2001)

Taux de croissance du PIB
- 3,5 % (2001)

PIB par habitant
2 150 SUS (2001, PPA)

Principales exportations
Pétrole brut, or, cuivre, café, huile de palme, produits forestiers, huile de copra, cacao, copra

Principales importations
Machines et matériel de transport, biens manufacturés, aliments, animaux vivants, combustibles minéraux et lubrifiants, produits chimiques

Importations canadiennes en provenance de la Papouasie-Nouvelle-Guinée
7,9 millions de dollars (2001), en minerai, café, cacao, machines

Exportations canadiennes vers la Papouasie-Nouvelle-Guinée
2,3 millions de dollars (2001), en machines, produits en papier, outils

Représentant du Canada

M. Jean Fournier, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de la Papouasie-Nouvelle-Guinée
a/s du Haut-Commissariat du Canada, Commonwealth Avenue, Canberra, ACT 2600, Australie

Téléphone : (011-61-2) 6273-3844; télécopieur : (011-61-2) 6270-4069; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/australia

Septembre 2002

PÉROU

Capitale : Lima

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

1 285 215 km²

Langues principales

Espagnol, quechua, aymará

Principal groupe religieux

Catholiques (90 %)

Pays environnants

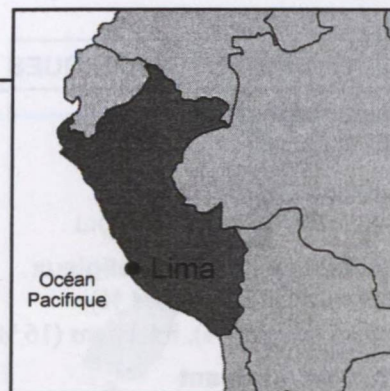
Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur

Population

27,5 millions d'habitants
(est. 2001)

Taux de croissance de la population

1,7 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Congrès constituant démocratique; multipartite

Dirigeant

Le président Alejandro Toledo Manrique

Ministre des Affaires étrangères

M. Allan Wagner Tizon

Ministre du Commerce et du Tourisme

M. Raul Diez Canseco Terry

Indice du développement humain de l'ONU (2002)

Le Pérou se classe 82^e sur 173 pays.

Aide publique du Canada au développement

19,08 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

54 milliards de dollars américains (2001)

Taux de croissance du PIB

0,2 % (est. 2001)

PIB par habitant

4 680 \$US (2001, PPA)

Taux d'inflation

1,3 % (2001)

Taux de chômage

7,2 % (2001)

Principales exportations

Or, cuivre, zinc, farine de poisson, pétrole brut et produits dérivés, plomb, argent affiné, café

Principales importations

Machines, matériel de transport, denrées alimentaires, pétrole, fer et acier, produits chimiques

Importations canadiennes en provenance du Pérou

251,4 millions de dollars (2001), en minerai (plomb et zinc), épices, café et thé, graisses et huiles, vêtements tricotés, fruits et noix, coton et laine

Exportations canadiennes vers le Pérou

178,2 millions de dollars (2001), en blé, minerai de cuivre, machines et équipement électriques, véhicules, légumes et lentilles, papier, malt et amidon

Représentant du Canada

M. Hugues Rousseau, Ambassadeur, Ambassade du Canada

Libertad 130, Miraflores (Casilla 18-1126 Correo Miraflores, Lima 18), Lima, Pérou

Téléphone : (011-51-14) 44 40 15; télécopieur : (011-51-14) 44 43 47; site Web : www.infoexport.gc.ca/pe

PHILIPPINES

Capitale : Manille

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
300 439 km²

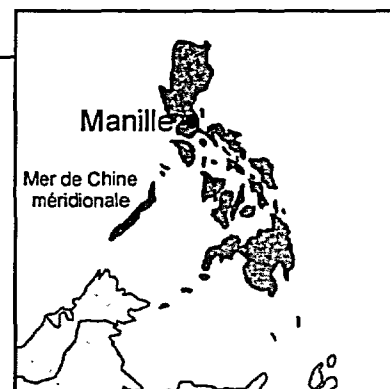
Langues principales
Filipino, anglais

Principaux groupes religieux
Catholiques (83 %), protestants (9 %),
musulmans (5 %)

Pays environnants
Indonésie, Malaisie, Taïpei chinois

Population
80 millions d'habitants (est. 2002)

Taux de croissance de la population
2 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeant
La présidente Gloria Macapagal-Arroyo

Secrétaire aux Affaires étrangères
M. Blas F. Ople

Secrétaire au Commerce et à l'Industrie
M. Manuel A. Roxas II

Secrétaire aux Finances
M. Jose Isidro N. Camacho

Indice du développement humain de l'ONU (2002)
Les Philippines se classent 77^{es} sur 173 pays.

Aide publique du Canada au développement
27,13 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
71,4 milliards de dollars américains (2001)

Taux de croissance du PIB
3,4 % (2001)

PIB par habitant
4 360 \$US (2001, PPA)

Principales exportations
Matériel et pièces d'appareils électriques et électroniques, machines et matériel de transport, textiles

Principales importations
Céréales, minerai, articles en métal, machines électriques

Importations canadiennes en provenance des Philippines
981,3 millions de dollars (2001), en produits électroniques, textiles, machines, produits agroalimentaires, produits forestiers

Exportations canadiennes vers les Philippines
347,2 millions de dollars (2001), en produits agroalimentaires, produits forestiers, produits chimiques, métaux communs

Représentant du Canada

M. Robert Collette, Ambassadeur, Ambassade du Canada, 9th and 11th Floors, Allied Bank Centre
6754 Ayala Avenue (P.O. Box 2168, Makati Central Post Office, 1299 Makati), Makati City, Metro Manille, Philippines
Téléphone : (011-63-2) 867-0001; télécopieur : (011-63-2) 810-8839; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/manila

RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Capitale : Séoul

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
98 480 km²

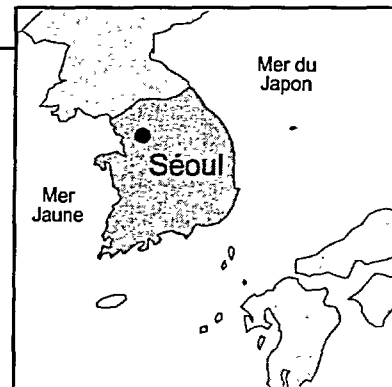
Langue principale
Coréen

Principaux groupes religieux
Chrétiens (49 %), bouddhistes (47 %),
confucianistes (3 %)

Pays environnants
Corée du Nord, Japon

Population
47,7 millions d'habitants
(est. 2001)

Taux de croissance de la population
0,9 % (2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeants
Le président Kim Dae-jung
Le premier ministre Lee Han-dong

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce
M. Choi Sung-hong

Indice du développement humain de l'ONU (2002)
La République de Corée se classe 27^e sur 173 pays.

Aide publique du Canada au développement
10 000 dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
422,2 milliards de dollars américains (2001)

Taux de croissance du PIB
3 % (2001)

PIB par habitant
18 110 \$US (2001, PPA)

Principales exportations
Circuits intégrés, automobiles, pièces et machines automatiques de traitement de l'information, pétrole (non brut), navires

Principales importations
Circuits intégrés, gaz naturel, pétrole (non brut), machines de traitement automatique de données et pièces

Importations canadiennes en provenance de la République de Corée
4,6 milliards de dollars (2001), en circuits intégrés, automobiles, machines de traitement de données, vêtements, produits en fer ou en acier

Exportations canadiennes vers la République de Corée
1,98 milliard de dollars (2001), en pâte de bois, charbon, aluminium brut, transmissions automobiles, éthylèneglycol, machines

Représentant du Canada

M. Denis Comeau, Ambassadeur, Ambassade du Canada
10th Floor, Kolon Building, 45 Mugyo-Dong, Jung-Ku, Séoul 100-170, République de Corée
Téléphone : (011-82-2) 3455-6000; télécopieur : (011-82-2) 755-0686; site Web : www.coree.gc.ca

Septembre 2002

RUSSIE

Capitale : Moscou

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

17 075 200 km²

Langue principale

Russe

Principaux groupes religieux

Orthodoxes russes, musulmans, juifs, bouddhistes

Pays environnants

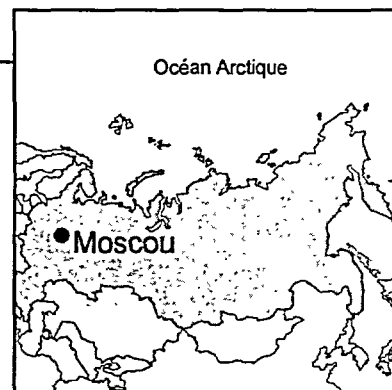
Azerbaïdjan, Bélarus, Chine, Corée du Nord, Estonie, Finlande, Géorgie, Japon, Kazakhstan, Lettonie, Lituanie, Mongolie, Norvège, Pologne, Ukraine

Population

143,9 millions d'habitants
(janvier 2002)

Taux de croissance de la population

- 0,4 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Chambre haute : Conseil de la fédération
Chambre basse : Douma d'État; multipartite

Dirigeants

Le président Vladimir Poutine
Le premier ministre Mikhaïl Kasianov

Ministre des Affaires étrangères

M. Igor Ivanov

Ministre des Finances et vice-premier ministre

M. Alexei Koudrine

Ministre du Développement économique et du Commerce

M. German Gref

Indice du développement humain de l'ONU (2002)

La Russie se classe 60^e sur 173 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

310 milliards de dollars américains (2001)

Taux d'inflation

18,6 % (2001)

Taux de croissance du PIB

5 % (2001)

Taux de chômage

8,9 % (2001)

PIB par habitant

8 660 \$US (2001, PPA)

Principales exportations

Produits énergétiques, machines et équipement, minéraux et métaux, produits alimentaires, produits chimiques

Principales importations

Machines et équipement, produits alimentaires, textiles, produits chimiques, produits minéraux et métalliques

Importations canadiennes en provenance de la Russie

361 millions de dollars (2001), en poisson et fruits de mer, pétrole brut, fer et acier, engrais

Exportations canadiennes vers la Russie

290 millions de dollars (2001), en matériel pétrolier et gazier, produits du porc, matériaux de construction

Représentant du Canada

M. Rodney Irwin, Ambassadeur, Ambassade du Canada
Starokoniouchni Pereouloc 23, Moscou 119002, Russie

Téléphone : (011-7-095) 105-6000; télécopieur : (011-7-095) 105-6025; site Web : www.canadaeuropa.gc.ca/russia

SINGAPOUR

Capitale : Singapour

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

647,5 km²

Langues principales

Anglais, chinois, malais, tamoul

Principaux groupes religieux

Bouddhistes (31 %), taoïstes (22 %), musulmans (15 %), chrétiens (12 %), hindous (4 %)

Pays environnants

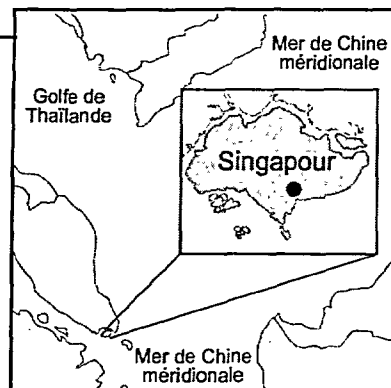
Indonésie, Malaisie

Population

4,1 millions d'habitants
(est. 2001)

Taux de croissance de la population

3,7 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Parlement; multipartite

Dirigeants

Le président Sellapan Rama Nathan

Le premier ministre Goh Chok Tong

Ministre des Affaires étrangères

M. Shanmugam Jayakumar

Ministre de l'Industrie et du Commerce

M. George Yon-Boon Yeo

Indice du développement humain de l'ONU (2002)

Singapour se classe 25^e sur 173 pays.

Aide publique du Canada au développement

130 000 dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

92,3 milliards de dollars américains (2001)

Taux d'inflation

1 % (2001)

Taux de croissance du PIB

- 2 % (2001)

Taux de chômage

3,3 % (2001)

PIB par habitant

27 120 \$US (2001, PPA)

Principales exportations

Machines et équipement, produits chimiques, produits pétroliers, caoutchouc, biens manufacturés, aliments transformés, huile de noix de coco, huile de palme, copra

Principales importations

Machines et équipement, produits chimiques, biens manufacturés, aliments, combustibles minéraux

Importations canadiennes en provenance de Singapour

1,14 milliard de dollars (2001), en chaudières, engins mécaniques, machines électriques, produits chimiques organiques, instruments et matériel optiques, combustibles minéraux et huile minérale

Exportations canadiennes vers Singapour

388,8 millions de dollars (2001), en chaudières, engins mécaniques, machines électriques, nickel, papier et carton, produits chimiques organiques

Représentant du Canada

M^{me} Doreen Steidle, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada

80 Anson Road # 14-00, Singapour 079907, Singapour

Téléphone : (011-65) 325-3200; télécopieur : (011-65) 325-3294; site Web : www.infoexport.gc.ca/sg

Septembre 2002

TAIPEI CHINOIS

Capitale : Taipei

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

36 006 km²

Langues principales

Mandarin, fookien

Principaux groupes religieux

Taoïstes, bouddhistes et confucianistes (93 %), chrétiens (4,5 %)

Pays environnants

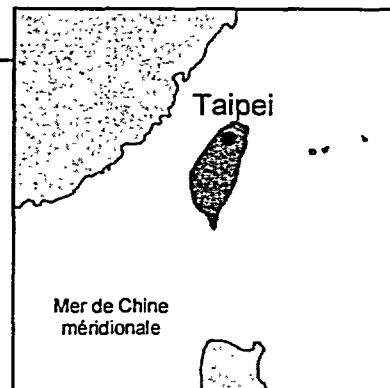
Chine, Philippines

Population

22,5 millions d'habitants (est. 2001)

Taux de croissance de la population

0,8 % (2001)



DONNÉES POLITIQUES

Indice du développement humain de l'ONU (2002)

Ne figure pas sur la liste.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

284,5 milliards de dollars américains (2001)

Taux d'inflation

0,6 % (2001)

Taux de croissance du PIB

-2,1 % (2001)

Taux de chômage

4,6 % (2001)

PIB par habitant

12 673 \$US (2001)

Principales exportations

Machines, textiles, métaux, denrées alimentaires, bois

Principales importations

Machines, métaux, produits chimiques, pétrole, denrées alimentaires

Importations canadiennes en provenance du Taipei chinois

4,41 milliards de dollars (2001), en machines, équipement électrique, métaux, textiles, plastique, produits chimiques

Exportations canadiennes vers le Taipei Chinois

992,1 millions de dollars (2001), en machines, équipement électrique, minerai, instruments de précision

Bureau commercial du Canada

M. Ted Lipman, Directeur exécutif, Bureau commercial du Canada à Taipei

365 Fu Hsing North Road, 13th Floor, Taipei 10483, Taipei chinois

Téléphone : (011-886-2) 2544-3000; télécopieur : (011-886-2) 2544-3597; site Web : www.canada.org.tw

THAÏLANDE

Capitale : Bangkok

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

513 115 km²

Langues principales

Thaï, chinois

Principal groupe religieux

Bouddhistes (95 %)

Pays environnants

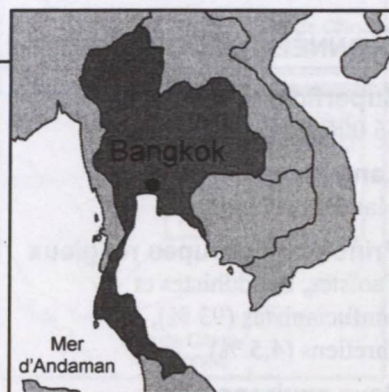
Birmanie, Cambodge, Laos, Malaisie

Population

61,8 millions d'habitants
(est. 2001)

Taux de croissance de la population

0,9 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeants

Le roi Adunyatet Phumiphan

Le premier ministre Thaksin Shinawatra

Ministre des Affaires étrangères

M. Surakiart Sathirathai

Ministre du Commerce

M. Adisai Bodharamik

Indice du développement humain de l'ONU (2002)

La Thaïlande se classe 70^e sur 173 pays.

Aide publique du Canada au développement

5,56 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

114,8 milliards de dollars américains (2001)

Taux de croissance du PIB

4,3 % (2000)

PIB par habitant

6 550 \$US (2001, PPA)

Principales exportations

Textiles et vêtements, ordinateurs et pièces, appareils électriques, riz

Principales importations

Machines électriques et autres, combustibles et lubrifiants, véhicules et pièces

Importations canadiennes en provenance de la Thaïlande

1,7 milliard de dollars (2001), en produits électroniques, produits agroalimentaires, textiles, plastique et caoutchouc, machines, produits forestiers, produits chimiques

Exportations canadiennes vers la Thaïlande

438 millions de dollars (2001), en produits agroalimentaires, engrais, produits forestiers, métaux communs, machines, matériel de transport

Représentant du Canada

M. Andrew McAlister, Ambassadeur, Ambassade du Canada

15th Floor, Abdulrahim Place, 990 Rama IV Road, Bangrak, Bangkok 10500, Thaïlande

Téléphone : (011-66-2) 636-0540; télécopieur : (011-66-2) 636-0565; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/bangkok

VIETNAM

Capitale : Hanoi

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

331 700 km²

Langue principale

Vietnamien

Principaux groupes religieux

Bouddhistes, taoïstes, catholiques, croyances indigènes, musulmans, protestants, cao daïstes, hoa haoïstes

Pays environnants

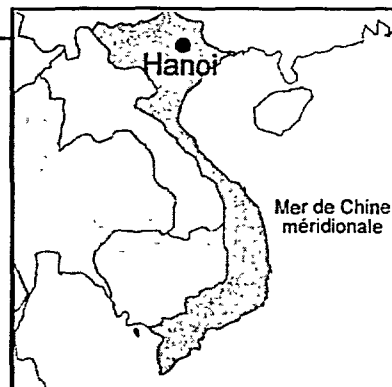
Cambodge, Chine, Laos

Population

79,9 millions d'habitants
(est. 2001)

Taux de croissance de la population

1,5 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Assemblée nationale; unipartite

Dirigeants

Le président Tran Duc Luong

Le premier ministre Phan Van Khai

Ministre des Affaires étrangères

M. Nguyen Duy Nien

Ministre du Commerce

M. Vu Khoan

Indice du développement humain de l'ONU (2002)

Le Vietnam se classe 109^e sur 173 pays.

Aide publique du Canada au développement

55,82 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

32,9 milliards de dollars américains (2001)

Taux de croissance du PIB

6 % (2001)

PIB par habitant

2 130 \$US (2001, PPA)

Principales exportations

Pétrole brut, produits de la mer, riz, café, caoutchouc, thé, vêtements, chaussures

Principales importations

Machines et équipement, produits pétroliers, engrais, articles en acier, coton, grains, ciment, motocyclettes

Importations canadiennes en provenance du Vietnam

237,1 millions de dollars (2001), en café, poisson, chaussures, articles en cuir, fruits et noix, vêtements

Exportations canadiennes vers le Vietnam

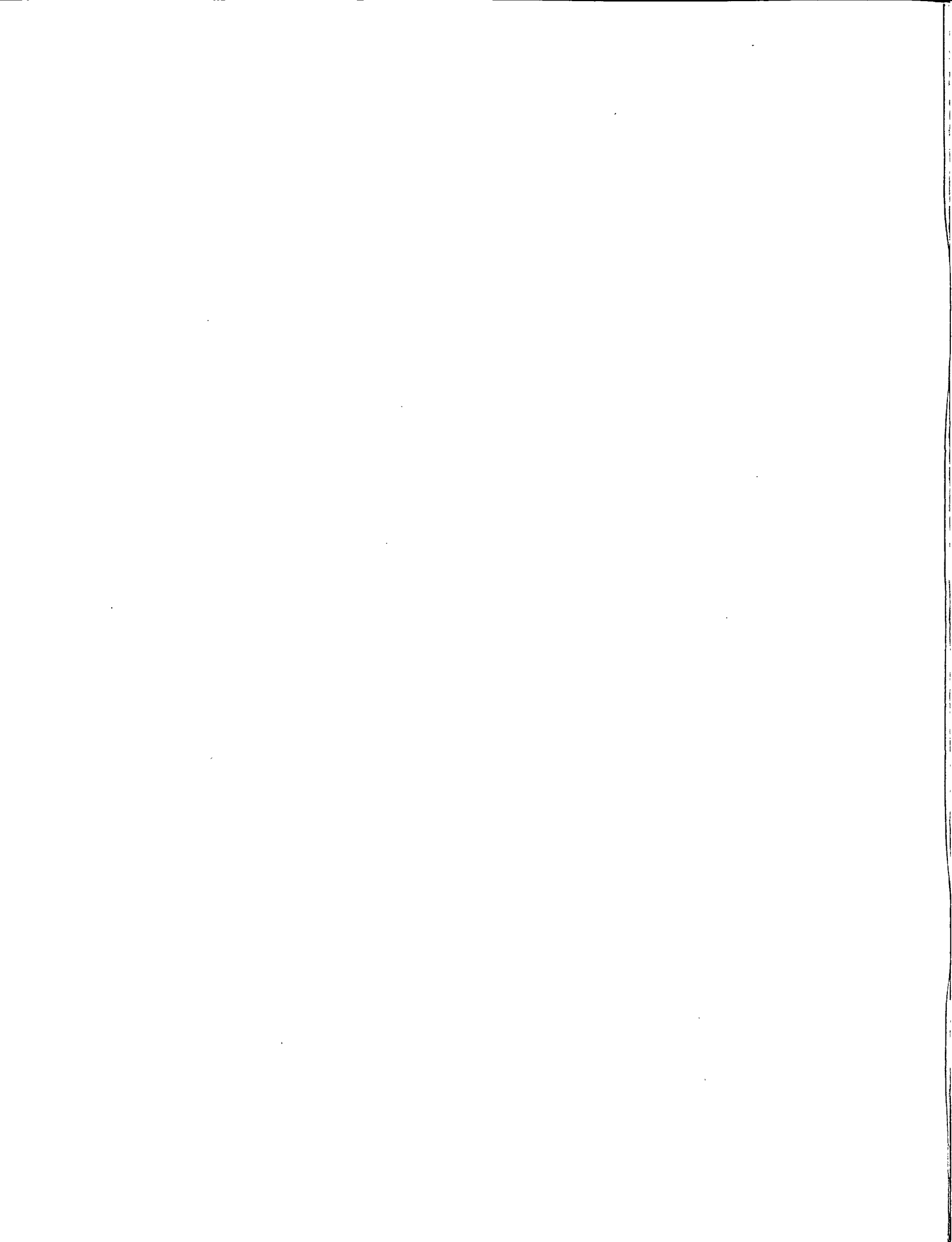
58,6 millions de dollars (2001), en engrais, céréales, filaments artificiels, pâte de bois, machines

Représentant du Canada

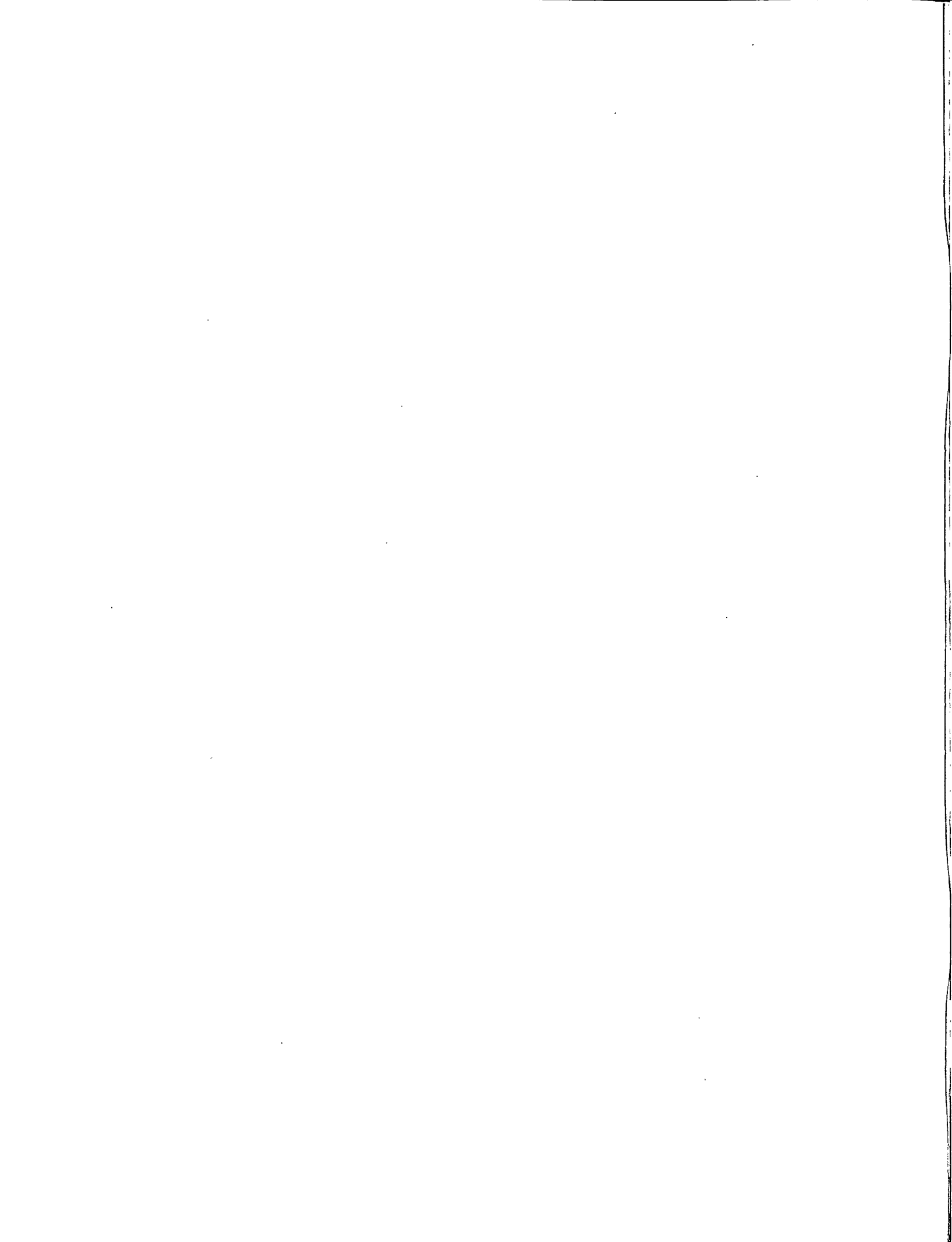
M. Richard Lecoq, Ambassadeur, Ambassade du Canada

31, rue Huong Vuong, Hanoi, Vietnam

Téléphone : (011 84 4) 823-5500; télécopieur : (011 84 4) 823-5351; site Web : www.infoexport.gc.ca/vn



Notices biographiques



Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien

M. Jean Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1959, il s'est joint à un cabinet d'avocats de Shawinigan.

Candidat du Parti libéral du Canada, M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. L'année suivante, il est devenu ministre d'État aux Finances et, en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres : Affaires indiennes et du Nord canadien, Industrie et Commerce, Finances, Justice et Énergie, Mines et Ressources. Il a été président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976, puis il a été nommé vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984.

Après les élections de 1984, les libéraux ont formé l'opposition officielle, dont M. Chrétien est devenu le porte-parole pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986. Jusqu'en 1990, il a pratiqué le droit au sein du cabinet Lang Michener Lawrence and Shaw. Il était aussi conseiller principal de la société Gordon Capital Corp.

En 1990, M. Chrétien est revenu à la politique et a été élu chef du Parti libéral du Canada. Élu cette année-là à la Chambre des communes à la faveur d'une élection partielle, il a prêté serment à titre de chef de l'opposition.

M. Chrétien est devenu premier ministre du Canada le 4 novembre 1993, son parti ayant gagné la majorité des sièges à la Chambre des communes. Aux élections de 1997 et de 2000, il a été réélu député de la circonscription de Saint-Maurice, au Québec, menant chaque fois son parti à la victoire et à la formation d'un gouvernement majoritaire.

M. Chrétien et sa femme, Aline, ont trois enfants.

Notes

doc
CA1
EA
2002T21
EXF

.63703174 (E)
.63703198 (F)



Mexico 2002

Tenth APEC Economic Leaders' Meeting

**Los Cabos, Mexico
October 26–27, 2002**

Background Information

Canada^{ca}

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

JUL 21 2004

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère



Mexico 2002

Tenth APEC Economic Leaders' Meeting

Los Cabos, Mexico
October 26–27, 2002

Background Information

Canada

16389931(6) 16389931(A)

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

General Information

- Themes of the Tenth APEC Economic Leaders' Meeting 3
- Canada's Priorities for APEC in 2002 4
- APEC Overview 6
- APEC Economic Leaders' Declaration 9
- APEC Leaders' Statement on Counter-terrorism 20

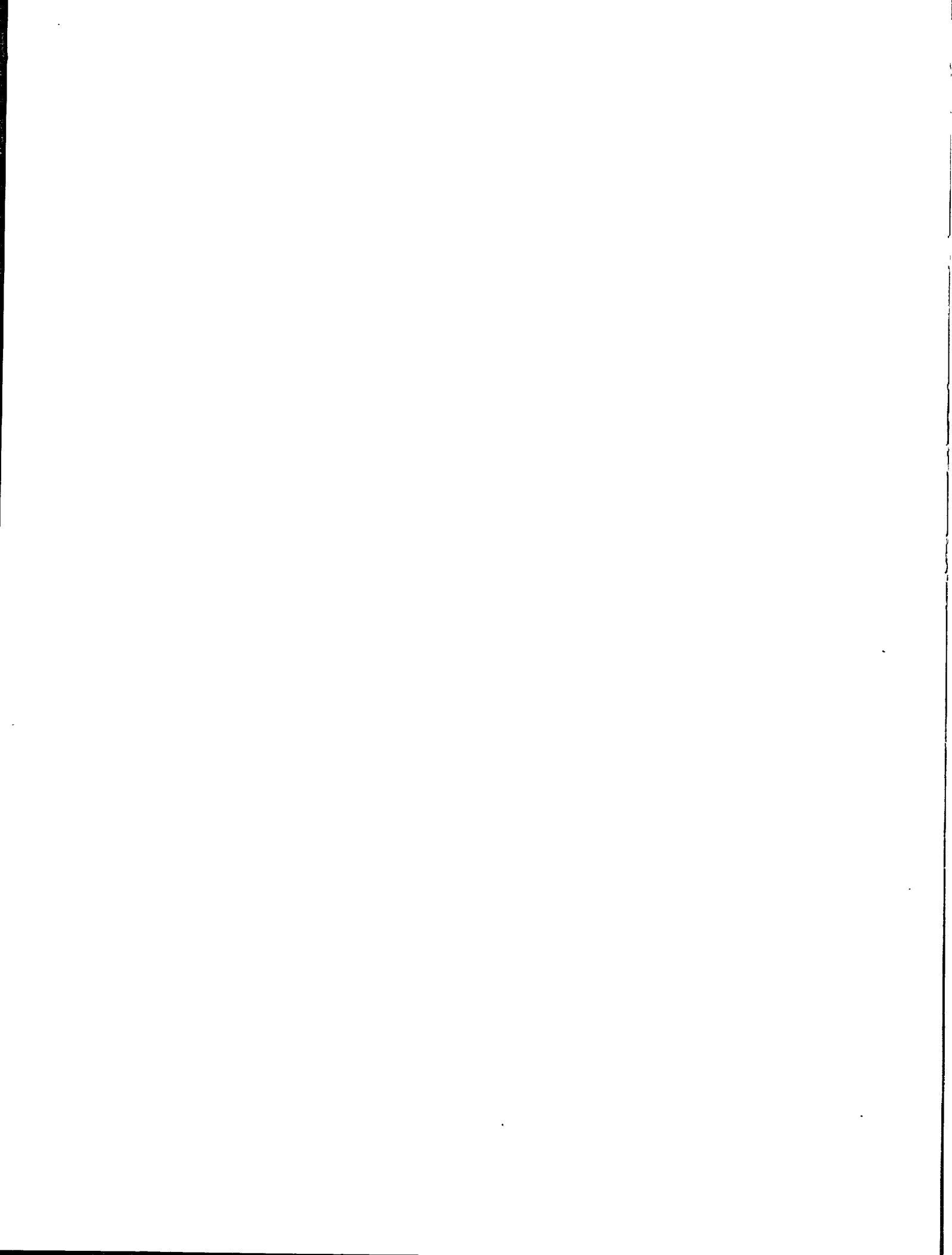
Fact Sheets

- Australia 25
- Brunei 26
- Canada 27
- Chile 28
- China 29
- Chinese Taipei 30
- Hong Kong, China 31
- Indonesia 32
- Japan 33
- Malaysia 34
- Mexico 35
- New Zealand 36
- Papua New Guinea 37
- Peru 38
- Philippines 39
- Republic of Korea 40
- Russia 41
- Singapore 42
- Thailand 43
- United States 44
- Vietnam 45

Biographies

- Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 49

General Information



Themes of the Tenth APEC Economic Leaders' Meeting

Leaders from 21 Pacific Rim economies will meet in Los Cabos, Mexico, Oct. 26–27, 2002, for the tenth Asia–Pacific Economic Cooperation (APEC) Economic Leaders' Meeting. The stability and growth of the Asia–Pacific region is of vital importance to the world economy and to Canada. Leaders will gather to exchange views on the economic challenges facing the region and to provide direction to APEC's wide-ranging activities in support of trade and investment liberalization and sustainable long-term growth and prosperity.

APEC provides its members with a valuable forum for managing the diverse challenges presented by globalization and the new forms of international trade. As host, Mexico has chosen the theme Expanding the Benefits of Co-operation for Economic Growth and Development — Implementing the Vision. Under this broad theme, three sub-themes have been identified:

- Promoting the implementation of appropriate trade, investment and financial policies that foster growth and take advantage of the new economy.
- Continuing to build capacities so as to reap the benefits of development, while placing special emphasis on promoting small, medium and micro enterprises.
- Strengthening APEC as a relevant forum by fostering greater participation by youth and women; by stepping up efforts in communicating the benefits of globalization; and by continuing to improve the functioning of APEC.

In advance of the leaders' meeting, APEC ministers responsible for trade and foreign affairs will meet Oct. 23–24, also in Los Cabos.

Canada's Priorities for APEC in 2002

Canada takes every opportunity to promote its international trade and foreign policy objectives within APEC. These include promoting prosperity and employment, protecting the security of Canadian citizens within a stable global framework, narrowing the gap between rich and poor, and consulting civil society on how to best accomplish these goals. Canada will bring these issues to the 10th APEC Economic Leaders' meeting in Los Cabos, Mexico, along with its support for Mexico's bid to have the meeting deal with the challenges of globalization.

Promoting prosperity and employment

For Canada, a major exporting nation, the economy and employment rate depend heavily on international trade. An open, fair and predictable set of rules governing global trade and investment, access for its goods and services abroad, and enhanced regional and global trade liberalization are fundamental Canadian objectives.

Three related Canadian priorities at the economic leaders' meeting in Los Cabos will be to have leaders endorse a trade facilitation action plan that will help reduce regional business costs by removing impediments in such areas as customs, standards, and business mobility; to have leaders support an early conclusion to the latest round of World Trade Organization (WTO) multilateral trade negotiations; and to have leaders agree to administrative transparency designed to provide better market access for businesses throughout the Asia-Pacific region.

Initiatives that Canada has undertaken in 2002 to further these priorities within the framework of APEC include overseeing a World Bank study on the economic benefits of trade facilitation — which will be released in Los Cabos; and organizing, with Thailand and Hong Kong, a workshop, on implementing APEC's trade facilitation principles, which took place in Bangkok in August.

Protecting the security of Canadian citizens within a stable global framework

The events of Sept. 11, 2001, demonstrated that no country can isolate itself from world events. Canada is committed to working with allies and the United Nations to ensure the safety and security of Canadians and other global citizens and to ensure that the international rule of law is respected and enforced. One of Canada's priorities at the Los Cabos leaders' meeting is to secure the adoption of a strong statement by APEC leaders on counter-terrorism.

Narrowing the gap between the rich and poor

Canada is committed to reducing the growing divide between rich and poor by helping developing countries get better access to the multilateral trading system. Often developing countries cannot benefit from more liberalized trade or advances in information and communications technologies because they do not have the infrastructure or technical expertise to take advantage of such developments. At the leaders' meeting, Canada would like to see further commitment to APEC's economic and technical co-operation agenda, with a particular focus on this need for access to trade, and on helping more people gain access to the Internet, improving health conditions, promoting gender equality, and supporting small business.

In 2002, through the Canadian International Development Agency, Canada developed and is administering a multi-million dollar, multi-year program to support APEC initiatives to help developing countries build the capacity to participate fully in the world trading system. Canada has also developed a Web site listing the programs that APEC economies offer as part of these initiatives. As well, Canada and Japan are co-chairing an APEC group working to better co-ordinate this work.

Consulting civil society

The complexity of today's global challenges requires solutions developed and implemented by a diverse range of international stakeholders working together. This includes states, multilateral organizations, and civil society groups. Canada believes that connecting APEC on a more routine basis with other international economic institutions, academia, business, and voluntary non-governmental groups will help APEC produce high-quality policy research. Thus, Canada will support increased APEC interaction with civil society at the leaders' meeting. To advance this priority within the organization, Canada has helped lead efforts in 2002 to make APEC's guidelines on non-member participation more welcoming of interaction with civil society, academics and business.

APEC Overview

The Asia–Pacific Economic Cooperation (APEC) forum was formed in 1989 in response to growing interdependence among economies in the region. Begun as an informal ministerial dialogue group with 12 members, APEC has become the main forum in the Asia–Pacific region for promoting freer trade and investment and for co-operating on economic growth and development.

APEC now includes all the major economies of the region. Its 21 member economies are home to 2.5 billion people. APEC's combined gross domestic product was over \$18 trillion US in 1999, and it accounts for over 47 per cent of world trade.

APEC's 21 members are: Australia; Brunei; Canada; Chile; China; Chinese Taipei; Hong Kong, China; Indonesia; Japan; Malaysia; Mexico; New Zealand; Papua New Guinea; Peru; Philippines; Republic of Korea; Russia; Singapore; Thailand; the United States; and Vietnam.

Annual meetings of ministers and leaders concentrate on a results-oriented dialogue on trade and investment liberalization and facilitation and economic and technical co-operation.

The first APEC economic leaders' meeting in 1993, at Blake Island near Seattle, adopted an economic vision statement aimed at achieving stability, security, and prosperity for the people of the Asia–Pacific region.

In 1994, the second APEC economic leaders' meeting, in Bogor, Indonesia, resulted in the Bogor Declaration. It called for free and open trade and investment in the Asia–Pacific region by 2010 for industrialized economies and 2020 for developing economies. This would be done through trade and investment liberalization and facilitation, along with economic and technical co-operation.

In 1995, the third APEC economic leaders' meeting, held in Osaka, Japan, resulted in the Osaka Action Agenda. A blueprint for implementing the Bogor Declaration, the Osaka agenda identified areas where APEC members would reduce barriers to trade and investment on both an individual and a collective basis. As a result, each member has developed an individual action plan outlining its commitments.

In 1996, at the fourth APEC economic leaders' meeting, in Manila, Philippines, leaders endorsed the Manila Action Plan for APEC. This plan included the individual action plans of all members, specifying what measures they would take in 15 specific areas such as tariffs, non-tariff measures, services, government procurement, investment standards, and intellectual property rights.

In Manila, leaders also endorsed the Ministerial Framework for Economic Co-operation and Development, which outlined six priorities for APEC's economic and technical co-operation agenda: developing human resources through training, education and skills development; fostering safe and efficient capital markets; strengthening economic infrastructure; harnessing technologies of the future; promoting environmentally sound growth; and encouraging the growth of small and medium enterprises. Leaders also directed that APEC's activities have a greater focus on people-to-people links, including women, academics, small business, and youth.

The fifth APEC economic leaders' meeting was held in Vancouver in 1997. Leaders called for a vision for the 21st century that would connect the APEC community through infrastructure, electronic commerce, science and technology, sustainable development, climate change, and emergency preparedness. As well, people of Asia-Pacific would be connected through APEC's dialogue with all sectors of society. Leaders endorsed the Vancouver Framework for Enhanced Public-Private Partnership for Infrastructure Development.

APEC leaders also agreed in Vancouver to accelerate trade liberalization in 15 sectors: energy, environmental goods and services, fish and fish products, forest products, medical equipment and instruments, toys, gems and jewelry, chemicals, telecommunications, rubber, fertilizers, automotive, food, oil seeds, and civil aircraft.

The sixth APEC economic leaders' meeting, held in Kuala Lumpur, Malaysia, in 1998, focused on reaffirming confidence in the strong economic fundamentals and prospects for recovery in the region following the Asian financial crisis. Leaders agreed to a co-operative growth strategy to address the financial crisis. They pledged efforts to strengthen social safety nets, financial systems, trade and investment flows, the scientific and technological base, the development of human resources, the economic infrastructure, and business and commercial links.

The seventh APEC economic leaders' meeting was held in Auckland, New Zealand, in 1999. The leaders recommended strengthening the international financial architecture and its supervision domestically and agreed to support a new round of World Trade Organization discussions. The leaders also endorsed the Principles to Enhance Competition Policy and Regulatory Reform and adopted the Framework for the Integration of Women in APEC. They called for a strengthening of the work being done on trade facilitation.

The eighth APEC economic leaders' meeting was held in Bandar Seri Begawan, Brunei, in 2000. Its four themes were managing globalization, creating new opportunities, strengthening the multilateral trading system, and making APEC matter more. Leaders adopted ambitious "connectedness" objectives, to enable

people in all APEC economies to have individual or community-based Internet access by 2010. They also adopted the APEC Action Agenda for the New Economy.

The ninth APEC economic leaders's meeting, which took place in Shanghai, China, in 2001, resulted in the adoption of the Shanghai Accord. This accord calls for APEC to take concrete actions and set meaningful goals to advance APEC's work in a number of trade policy areas, including trade facilitation, transparency, and trade policies for the new economy. In Shanghai, APEC leaders also issued a formal statement on counter-terrorism that called for joint action within APEC to combat terrorism. APEC served as a useful venue in the immediate wake of September 11, 2001, for Asia-Pacific leaders to discuss responses to the crisis. Subsequently, some of APEC's forums have begun to work in such areas as suppressing financing to terrorist organizations.

Structure

The chair of APEC rotates yearly among its members. The APEC chair hosts the annual meetings of ministers and, since 1993, of leaders. Senior officials meet throughout the year to develop recommendations and to ensure followup. They also oversee APEC's committees and working groups.

APEC has three main committees: the Committee on Trade and Investment, the Economic Committee, and the Budget and Management Committee. A senior officials' subcommittee is responsible for overseeing the economic and technical co-operation work program. APEC also has nine sectoral working groups that promote practical co-operation among members in areas such as transportation, fisheries, energy, trade promotion, telecommunications, and human resources development. In addition, various short-term groups and task forces address more specific issues, such as agricultural technical co-operation, small and medium-size enterprises, e-commerce, and gender issues.

To support APEC's activities, a permanent secretariat was established in Singapore in 1993. Its staff of 40 professionals provides direct administrative and co-ordination support for all APEC forums. The secretariat also administers the APEC central fund, which supports projects approved by ministers and leaders.

In 1995, APEC leaders created the APEC Business Advisory Council in order to have a direct channel for advice. Canada has three representatives on this council, which meets once a year with leaders to discuss its recommendations.

APEC Economic Leaders' Declaration

Meeting New Challenges in the New Century

Shanghai, China

21 October 2001

1. We, the Economic Leaders of APEC, gathered today in Shanghai for the first time in the twenty-first century. We are here to explore ways to meet the new challenges confronting us. Convinced of the great potential of the Asia-Pacific region, we have resolved to achieve common prosperity through broader participation and closer cooperation.
2. Our meeting has taken place at a crucial juncture. The major world economies are experiencing a slowdown more severe than anticipated. Most economies in the Asia-Pacific region have experienced an economic downturn, with some emerging economies particularly affected by unfavorable external market conditions. In addition, the terrorist attack on the United States risks undermining some industries as well as consumer and investor confidence. In the long run, a major challenge for the Asia-Pacific community is to manage the profound changes brought forth by globalization and the New Economy and to benefit from the opportunities that abound.
3. As the premier forum for regional economic cooperation in the Asia Pacific, APEC is well suited to play a leading role in helping its member economies embrace these opportunities and challenges. We wish to send a clear and strong message on the collective resolve of the Asia-Pacific community to counter terrorism. We are determined to reverse the current economic downturn and maintain public confidence at a time of uncertainty by fighting protectionism and committing to the launch of the new WTO round at the upcoming WTO Ministerial Conference. These efforts are consonant with and contribute to the pursuit of the APEC vision of peace, harmony and common prosperity.
4. Inspired by such a vision, we are determined to work together for a more dynamic and prosperous Asia Pacific in the new century by promoting sustainable economic growth, sharing the benefits of globalization and the New Economy, and advancing Trade and Investment Liberalization and Facilitation (TILF). To this end, we reaffirm our commitment to achieving the Bogor Goals of free and open trade and investment in the Asia Pacific by 2010 for developed economies and 2020 for developing economies. We have also charted the course for the development of APEC in its second decade and beyond by adopting the Shanghai Accord.

Promoting Sustainable Growth

5. We affirm our unwavering confidence in the medium and long-term growth prospects for the Asia-Pacific region since the fundamentals of the region remain sound. As reforms and restructuring following the 1997-1998 financial crisis take effect, many emerging economies are now in a much stronger position to cushion themselves against the impact of the economic slowdown and unexpected shocks.
6. We undertake to adopt appropriate policies and measures to increase economic growth and resolve to enhance macroeconomic policy dialogue and cooperation not only to resume growth but also to build a stronger foundation for sustainable growth and broad-based development. It is important for all economies to take timely policy actions to strengthen markets and facilitate an early pick-up in global economic activity.
7. In this context, we pledge to accelerate our domestic efforts to build capacity and deepen structural reform so as to strengthen the market fundamentals across the region. To this end, we emphasize the importance of sound economic policies and corporate governance as well as the important role and responsibility of governments in shaping the legal and regulatory framework that encourages competition and innovation, with an increased emphasis on capacity building. Developing the social safety net is a high priority, as it can make an important contribution to reducing the harmful effects of economic shocks on vulnerable groups. As noted in the 2001 Economic Outlook, enhancing financial efficiency is also essential to promoting growth. We thus welcome efforts made in these areas in APEC, including strengthening economic legal infrastructure, supervision of capital markets, corporate governance, and implementation of international financial standards, as exemplified by the work done through the Finance Ministers' process. We also welcome contributions by Pacific Economic Cooperation Council (PECC) in these areas. We direct responsible Ministers and Officials to build on their work.
8. Recognizing the importance of promoting financial stability and crisis prevention, we stress the need to strengthen the international financial system. We urge continued efforts to enhance the effectiveness of mechanisms to prevent the recurrence of financial crisis. We welcome the important steps that have been taken to strengthen the international financial architecture including, for example, the review by the Financial Stability Forum of the effectiveness and the progress in implementing the recommendations from the Working Group on Offshore Financial Centers and Highly Leveraged Institutions. We emphasize the importance of ensuring that representation on the International Monetary Fund (IMF) Board and IMF quota/share allocation appropriately reflects the current world economy. While the IMF and other international financial

institutions play a pivotal role, regional cooperation can also be very useful in complementing efforts by these institutions to promote financial stability. In this connection, we welcome the substantial progress in implementing the Chiang Mai Initiative to strengthen cooperative financing arrangements among the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) countries and China, Japan and the Republic of Korea. We also note the ongoing work in the Manila Framework Group. We support all these efforts and urge them to be strengthened.

9. The current economic slowdown underlines, above all, the importance of APEC's work towards more open and stronger economies. We reaffirm our unyielding commitment to free and open trade and investment and resolve to work together to fight against protectionism in all forms. We render the strongest support for an open, equitable and rules-based Multilateral Trading System, which is essential to sustain global economic growth. APEC must also stay on track with its own agenda on trade and investment and on capacity building.

Sharing the Benefits of Globalization and the New Economy

10. We are convinced that globalization is a powerful vehicle that stimulates economic growth, and holds great promises for delivering higher living standards to people and improving social well-being for our communities. We acknowledge that the New Economy has broad potential to raise productivity, stimulate innovation in economic organization and entrepreneurship, and create and disseminate knowledge and wealth. However, the opportunities arising from these processes are not sufficiently shared among and even within economies. Hence the need to enable all individuals in our communities to benefit from them. We emphasize the importance of capacity building, both human and institutional, as a key answer to the challenges and opportunities of globalization and the New Economy. Capacity building constitutes a key element of the balanced approach essential to the success of APEC along with market opening and full participation.
11. In this context, we reiterate that human capacity building (HCB) remains a central theme this year and the years ahead. We commend the success of the High-Level Meeting on Human Capacity Building, and welcome the Beijing Initiative as a comprehensive set of principles for human capacity building, which also provides opportunities for further work in the New Economy. We call on APEC fora and member economies to undertake follow-up activities in specific areas of their interest in the spirit of developed and developing economies complementing each other. We support the engagement of all key stakeholders in the region and, in particular, the establishment of the partnership of government, business, academic and training institutions for this purpose. We welcome the

launch of the Consortium for APEC Cyber Education Cooperation initiated and sponsored by the APEC Education Foundation, the Human Capacity Building Promotion Program and the APEC Finance and Development Program. We also welcome the outcomes of the 4th Human Resources Development Ministerial meeting and support the Kumamoto Statement that makes a contribution to APEC Human Resources Development activities in the 21st Century as a basis for advancing social and economic development and the sharing of prosperity by our people.

12. Reaffirming the importance of Economic and Technical Cooperation (Ecotech) in achieving equitable growth and sustainable development, we welcome the progress that APEC has made in advancing Ecotech goals and underscore that Trade and Investment Liberalization and Facilitation and Ecotech should be mutually reinforcing. We call for efforts to this end to be further strengthened. We commend the formulation and submission of Ecotech Action Plans by individual member economies as a major step forward for promoting sound and balanced development of APEC and ask Ministers and Officials to develop the exercise as lessons are learned.
13. We also welcome the progress made in other areas of Ecotech. We endorse the APEC Strategy for Combating Infectious Disease and call on members and relevant fora to implement its recommendations.
14. Given the importance of Small and Medium-sized Enterprises (SMEs) and micro-enterprises, we instruct Ministers and Officials to build on APEC's Integrated Plan of Action for SMEs and place special emphasis on micro-enterprises. In this context, we welcome the High Level Meeting on Micro-enterprises to be hosted by Mexico next year.
15. Building on work done in Brunei last year, we have made further progress by formulating and delivering a long-term, forward-looking and more action-oriented e-APEC Strategy for the development of the New Economy through the promotion of information and communications technology (ICT) and its application in our region. The goal is to build APEC towards a digital society, with higher growth, increased learning and employment opportunities, improved public services and better qualities of life by taking advantage of advanced, reliable and secure ICT and networks and by promoting universal access. Such a society should bring equal opportunities and widely shared benefits for all member economies and individuals, including women, the disabled and others. We commend the crosscutting character of the e-APEC Strategy and urge APEC fora and member economies to implement the programs for collective and individual actions set out in the Strategy, as appropriate. Under the current circumstances, the early implementation of the Strategy will also support the revival of the ICT sector. We also welcome the progress in advancing e-commerce.

16. In September 2002 many of us will be meeting in Johannesburg for the World Summit on Sustainable Development, to reinvigorate our commitment to sustainable development in pursuit of enhancing economic growth, promoting human and social development and protecting the environment as interdependent objectives. We will consider how APEC, which has undertaken a broad range of activities in this area, can contribute to the success of the World Summit and take forward the outcomes in its work program.
17. We realize that there is an ongoing public debate on the benefits and costs of globalization. Such debates are healthy when they are informed by rigorous and comprehensive analysis of the impact of globalization. The time has come for APEC to come forward and lead the public debate in a constructive manner. We instruct Officials to convene an APEC Dialogue on Globalization and Shared Prosperity, focusing on, among other issues, structural adjustment and its impact. At the same time, APEC should reach out to business and other stakeholders to communicate APEC's objectives, activities and benefits to ensure that they participate in and benefit from the APEC process and globalization at large. In particular, we thank APEC Business Advisory Council (ABAC) for its report and value the interaction with the Council and other business representatives. We also direct our Ministers and Officials to develop and implement programs to give effect to the APEC Communications and Outreach Strategy as well as the conclusions of the Ad Hoc Group on APEC Interaction.
18. Noting that sustainable growth in the APEC region also requires the ability to feed a growing and increasingly prosperous population, Leaders call for accelerated implementation of the APEC Food System initiative. Recognizing the benefits of biotechnology in improving productivity, increasing nutrition, and reducing the environmental impact of agricultural production, we reaffirm the importance of safe introduction and use of biotechnology products based on sound science. We also welcome the initiative to hold a policy-level dialogue on agricultural biotechnology and call for more related capacity building activities.
19. We take satisfaction at the significant progress made, through the leadership of the Ad Hoc Group on Gender Integration, in the capacity of APEC to address gender equity in its work. Our commitment to a wide distribution of the economic opportunities of our era requires the application of gender perspectives in APEC's work, we welcome the decision to hold a Second Ministerial Meeting on Women in Mexico in 2002, as an opportunity to make further progress.

Supporting the Multilateral Trading System

20. Trade and investment liberalization and facilitation hold another key to realizing our vision for reduced disparities and common prosperity. They have taken on increased importance at a time when rapid changes are reshaping the global marketplace. Hence, we commit to further efforts in advancing trade and investment liberalization and facilitation both within our region and globally.
21. In November, a major decision will be taken at the Fourth WTO Ministerial Conference. Its outcome will have long-term implications for our future. Our choice is unmistakably for a stronger Multilateral Trading System with greater opportunities for all. We strongly support the launch of the WTO new round at the conference, recognizing that the current slowdown in the world economy has added to its urgency. We agree that, once launched, the new round should be concluded expeditiously.
22. We emphasize the need for a balanced, sufficiently broad-based agenda, which is achievable. This is essential to the successful launch and conclusion of the New Round. We agree that the agenda for the New Round should include further trade liberalization, the strengthening of WTO rules, implementation issues, and reflect the interests and concerns of all members, especially those of the developing and least developed ones. We also agree that such an agenda should address the challenges in the 21st century and support the goal of sustainable development. This will help ensure that the prosperity flows from growing trade and investment is accessible and equitably distributed to all. In this context, we also emphasize the importance that the New Round be supported by all WTO members, and hence the need for effective implementation of special and differential treatment and for enhancing WTO's internal transparency.
23. We reconfirm the commitment to the APEC-wide moratorium on the imposition of custom duties on electronic transmissions, and agree on its extension until the Fifth WTO Ministerial Conference, recognizing the importance of relevant WTO agreements for electronic commerce.
24. We reaffirm the importance of APEC WTO-related capacity building activities which realize the objectives of the Strategic APEC Plan as a unique, substantial contribution to strengthening the Multilateral Trading System, and call for the accelerated implementation of the Plan to assist developing economies in implementing the WTO agreements.
25. We applaud the conclusion of all negotiations on the terms for China's membership in the WTO as a historic development that not only helps make WTO a truly world organization but also reinforces the underpinnings for global economic cooperation. We urge that the decision

on final approval of China's accession be taken at the upcoming Ministerial Conference. We also reiterate strong support for the final approval of the accession by Chinese Taipei at the Conference and the advancement of WTO accession by the Russian Federation and Viet Nam.

26. We reaffirm that regional and bilateral trade agreements should serve as building blocks for multilateral liberalization in the WTO. We affirm that the existing and emerging regional trading agreements should therefore be consistent with WTO rules and disciplines. We also believe that these arrangements should be in line with APEC architecture and supportive of APEC's goals and principles. We note the initiatives on exchange of information in this regard.

Sharpening the Vision for the Future

27. APEC has come a long way since its inception in 1989. So has the world around it. These changes have not in any way lessened the need for a vehicle of cooperation like APEC in our region. On the contrary, they have made it more compelling for us to remain fully committed to the APEC process, to the vision of a peaceful and prosperous Asia-Pacific community of diverse yet interdependent economies that has evolved from Seattle to Brunei, and above all, to the Bogor Goals. We also reaffirm our belief in the unique APEC Approach based on the fundamental principles of voluntarism, consensus-building, combination of individual and collective actions, flexibility, comprehensiveness and open regionalism, which has inspired and underpinned our successes.
28. At the same time, we recognize that APEC must demonstrate its dynamism in advancing with the times by responding and adapting to changes in the global and regional economy. As it enters the second decade, it is important for APEC to enrich, update and sharpen its vision for the future. In this respect, we envision that APEC's objectives in the second decade are to make continuous progress in achieving the Bogor Goals; deepen the spirit of community by sharing the benefits of growth more widely and equitably; and build APEC into a closer, stronger partnership for regional economic cooperation.
29. To this end, we announce today the Shanghai Accord as a strategic, forward agenda for the development of APEC in the coming years. The Accord not only gives voice to our common resolve to fulfill our commitments, it also stands as a template laying out some key steps to be taken to achieve our Goals and Objectives. Reflecting the diversity of APEC's membership, it incorporates trade and investment as well as economic and technical cooperation as two mutually supportive and reinforcing elements.

30. In the Shanghai Accord, we commit to:
- Broadening APEC's vision for the future by identifying a conceptual and policy framework to guide APEC in the new century. Such a framework recognizes the changes entailed by globalization and the New Economy and reflects the need to extend the APEC agenda to cover reforms and capacity building at both domestic and international levels;
 - Clarifying APEC's roadmap for achieving the Bogor Goals on schedule with a mid-term stocktake of the overall progress in 2005, including by broadening and updating the Osaka Action Agenda, adopting a pathfinder approach in advancing selected APEC initiatives towards achieving the Bogor Goals, promoting the adoption of appropriate trade policies for the New Economy, following up on the APEC Trade Facilitation Principles, pursuing greater transparency in economic governance; and
 - Strengthening APEC's implementation mechanism by strengthening the Individual Action Plan Peer Review process, reinforcing Ecotech and capacity building efforts.
31. We direct our Ministers and Officials to follow up actively on the Accord. We have no doubt that with our concerted efforts the vision we set here will over time come to full fruition, culminating in a stable, secure and prosperous Asia-Pacific community.

Appendix 1

Shanghai Accord

I. Broadening The APEC Vision

Globalization and the New Economy have transformed the global and regional economy significantly since the Bogor Goals, bringing forward extraordinary opportunities as well as challenges. APEC's vision needs to reflect these changes. While trade liberalization is at the core of APEC agenda, Leaders also agree that the Bogor Goals need to be placed within the context of an updated and expanded vision that addresses trade and investment liberalization and facilitation and economic and technical cooperation in an integrated manner to maximize the benefits for all economies in the region. One of the greatest challenges to materialize such a vision is to intensify the collective and individual actions that economies take at domestic and international levels on reforms and capacity building across a range of areas.

The strategic goals of the Finance Ministers' Process should also be reflected in a broader vision for APEC, given the important role of sound macroeconomic policies, good economic governance, stable financial systems and greater economic interaction have in improving prosperity for the region.

II. Clarifying the Roadmap to Bogor

- ***Broadening and updating the OAA***

Leaders applaud the work done this year on the Osaka Action Agenda (OAA), and recognize its importance in reflecting APEC's accomplishments and ability to respond to changes in our regional and global situation. Leaders agree that the OAA should be broadened to reflect fundamental changes in the global economy since Osaka, such as the development of new economy including through the implementation of relevant aspects of e-APEC Strategy, and Strengthening the Functioning of Markets. Leaders direct Ministers to follow this up. Officials should present an interim report at the 2002 Meeting of Ministers Responsible for Trade (MRT) and a full report at the 2002 APEC Ministerial Meeting (AMM) on their recommendations with regard to broadening the OAA.

- ***Adopting a pathfinder approach in advancing some APEC initiatives***

Leaders reaffirm that those economies ready to initiate and implement a cooperative arrangement may proceed to do so, consistent with the Bogor Declaration. Leaders encourage the development of such 'pathfinder initiatives' and agree that in adopting such an approach, APEC principles of voluntarism, comprehensiveness, consensus-based decision-making, flexibility, transparency, open regionalism and differentiated timetables for developed and developing economies should be observed. Use of 'pathfinder initiatives' based on a group of members piloting the implementation of the initiatives, will invigorate progress towards the Bogor Goals and provide a framework to encourage broader participation through enhanced capacity building programmes. Leaders also agree that these initiatives should be transparent and open, with clearly defined objectives and framework for implementation to encourage the broadest participation by other APEC members when they are ready to join.

- ***Promoting the adoption of appropriate trade policies for the New Economy***

Leaders recognize the importance of adopting appropriate trade policies to reflect the new context and encourage the development of the New Economy. As part of this effort, Leaders instruct officials to undertake by mid-2002 an exchange of appropriate trade policy information, such as

information on the status of liberalization of services, and adherence to tariff and intellectual property regimes. On this basis, economies may develop targets by the Ministerial Meeting in 2002. In this exercise, account should be taken of the implementation of relevant recommendations endorsed in the e-APEC Strategy. Given the diversity among member economies, Leaders agree that the development of the New Economy would also involve developing and implementing concrete capacity building programs to improve performance.

- ***Follow up on the Trade Facilitation Principle***

Leaders instruct Ministers to identify, by Ministerial Meeting in 2002, concrete actions and measures to implement the APEC Trade Facilitation Principles by 2006 in close partnership with the private sector. The objective is to realize a significant reduction in the transaction costs by endeavoring to reduce them by 5% across the APEC region over the next 5 years. Leaders also instruct Ministers to explore the possibility of setting objective criteria on trade facilitation, taking fully into account the diversity among the members as well as progress achieved in respective economies so far. Leaders also agree that assistance programmes to help build the capacity of developing economies in trade facilitation is particularly important.

- ***Adoption of transparency principles***

Leaders recognize the importance of transparency in economic governance. In this regard, APEC has developed, menus of options and principles in different areas that contain transparency provisions. Leaders direct Ministers to pursue the implementation of APEC's agreed transparency principles, taking into account economies' specific circumstances and report on the progress in their IAPs in 2002 and thereafter. Leaders also underline the importance of well-targeted assistance to help the developing economies make progress towards greater openness and transparency. Leaders note the importance of cooperation on e-government for achieving this objective.

III. Strengthening the Implementation Mechanism

- ***Strengthening the IAP Peer Review Process***

Leaders welcome the decision by Ministers to strengthen the Individual Action Plan (IAP) peer review process, and encourage member economies to volunteer their IAPs for peer review on the basis of the new approach. Leaders also agree that upon completion of such a review cycle, involving all volunteer economies, a mid-term stocktake of the overall progress towards the Bogor Goals should be undertaken in 2005.

- *Strengthening Ecotech and capacity building efforts*

Leaders recognize that in addition to promoting sustainable development and narrowing disparity, Ecotech helps to enable all member economies to achieve prosperity through activities that both directly support trade and investment liberalization and facilitation and strengthen the competitiveness of our economies. Leaders applaud the efforts undertaken this year to update the OAA Part II and call for greater integration of Ecotech efforts with all APEC priority goals. Leaders underscore the need to give a strong impetus to ensuring the effective implementation of various Ecotech initiatives, especially crosscutting issues such as human capacity building.

Leaders recognize the importance of substantially enhancing the profile of Ecotech and improving the coordination and management of Ecotech activities of all fora. In this context, Leaders welcome the review to be undertaken on the mandate and role of the SOM Subcommittee for Ecotech (ESC), and look forward to early progress. Leaders also recognize the need to encourage the incorporation of the priorities of micro, small and medium enterprises throughout the APEC agenda.

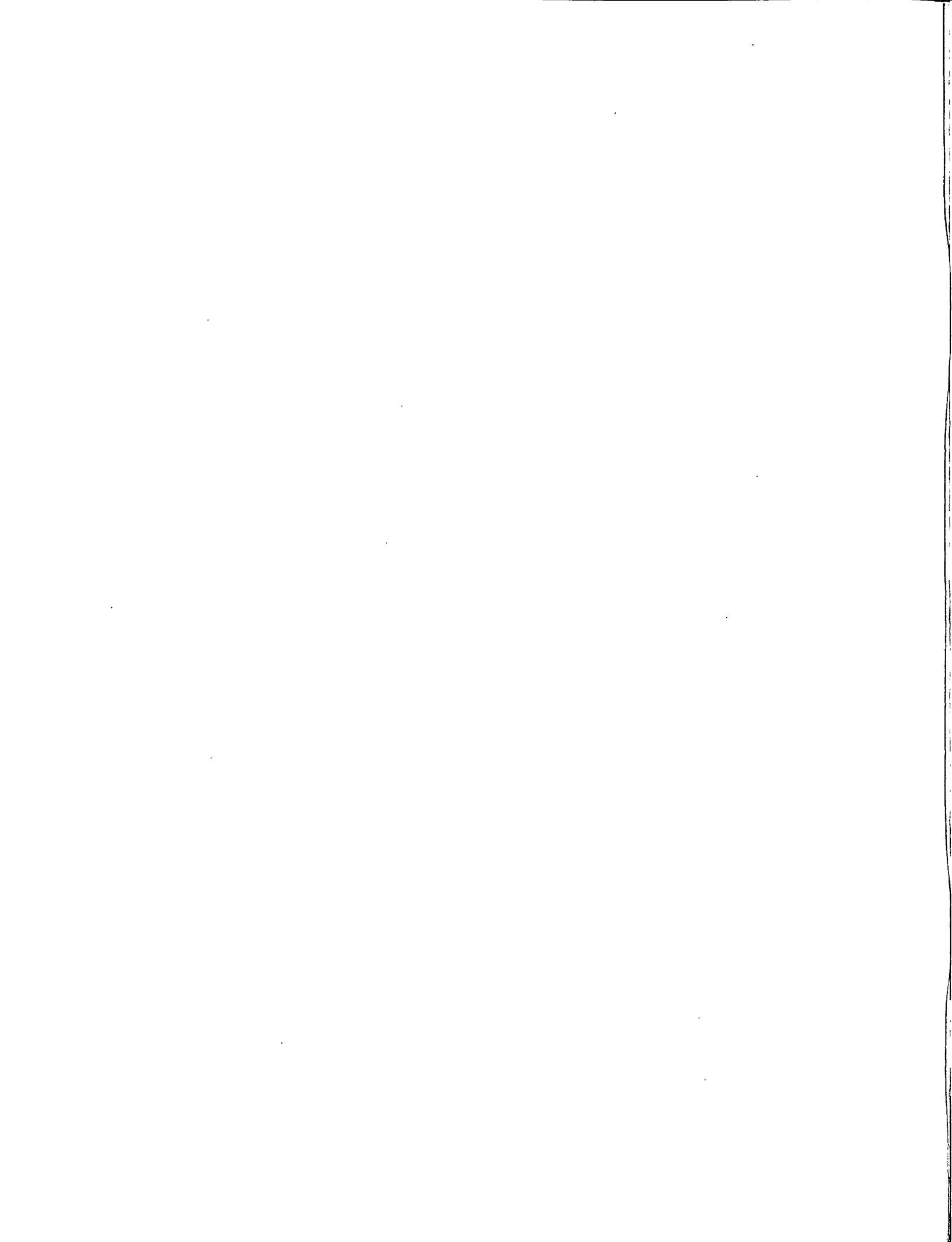
Leaders agree to further develop Ecotech Action Plans (EAPs), as an instrument to gauge and encourage Ecotech activities, drawing from the experience and lessons learned in the pilot phase. Leaders also call on all members to take part in this exercise on a voluntary basis. Leaders agree that APEC should strengthen ties with bilateral, multilateral, and private funding entities with a view to minimizing duplication and maximizing the delivery of capacity building programs. Leaders instruct Ministers and officials to intensify Ecotech activities and report the progress to the Ministerial Meetings next year.

APEC Leaders' Statement on Counter-terrorism

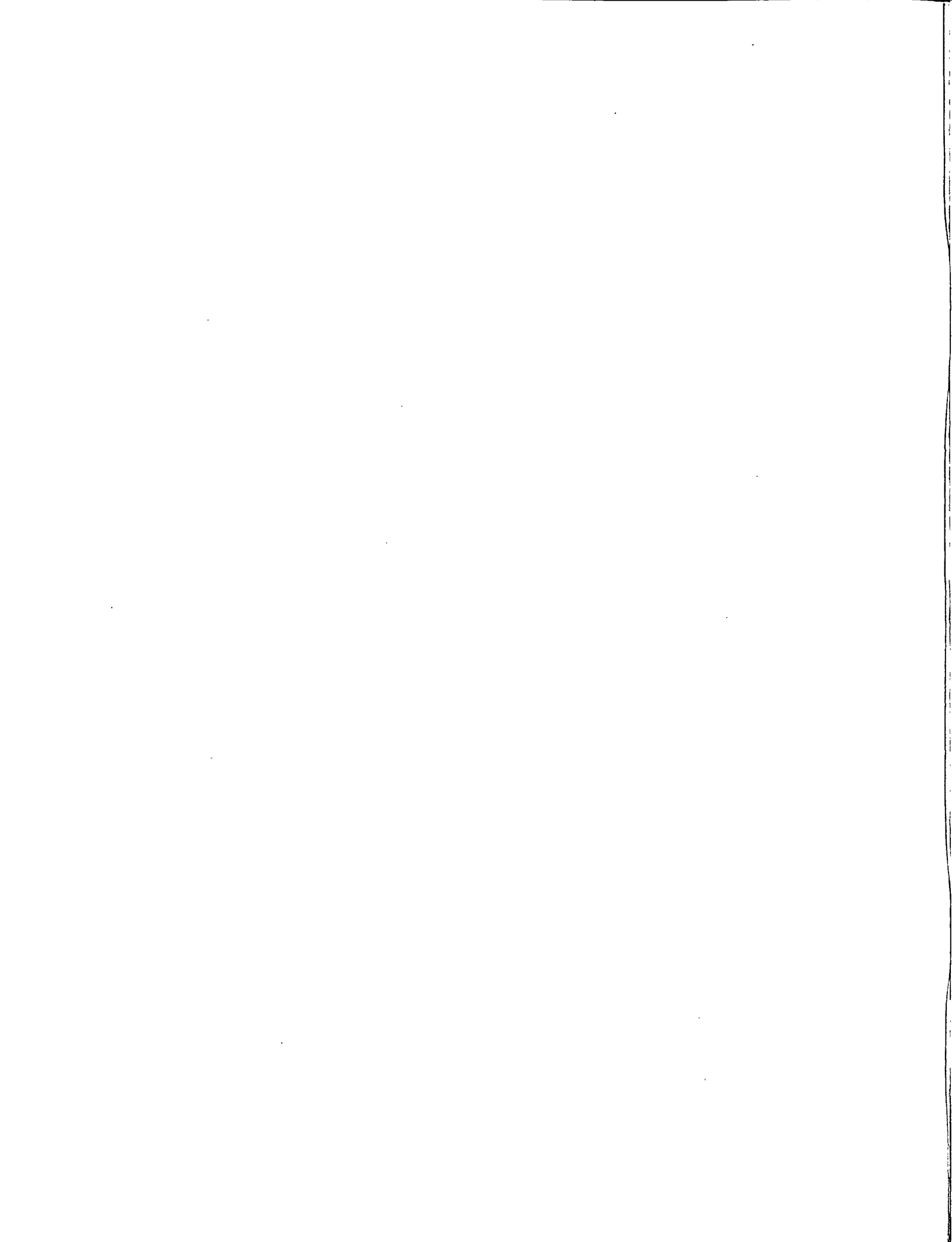
1. Leaders unequivocally condemn in the strongest terms the terrorist attacks in the United States on September 11, 2001, and express their deepest sympathy and condolences to the victims of a large number of nationalities and their families and to the people and Government of the United States of America.
2. Leaders consider the murderous deeds as well as other terrorist acts in all forms and manifestations, committed wherever, whenever and by whomsoever as a profound threat to the peace, prosperity and security of all people, of all faiths, of all nations. Terrorism is also a direct challenge to APEC's vision of free, open and prosperous economies, and to the fundamental values that APEC members hold.
3. Leaders reaffirm that it is more important than ever for every economy to forge ahead in its commitment in achieving Bogor's goal of free, open trade and investment.
4. Leaders deem it imperative to strengthen international cooperation at all levels in combating terrorism in a comprehensive manner and affirm that UN should play a major role in this regard, especially taking into account the importance of all relevant UN resolutions.
5. Leaders commit to prevent and suppress all forms of terrorist acts in the future in accordance with the Charter of the United Nations and other international law, pledge to implement the UN Security Council Resolution 1368 and 1373 faithfully and immediately, strongly support all efforts to strengthen the international anti-terrorism regime, call for increased cooperation to bring perpetrators to justice, and also call for early signing and ratification of all basic universal anti-terrorist conventions including the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism.
6. Leaders are determined to enhance counter-terrorism cooperation in line with specific circumstances in their respective economies, through:
 - Appropriate financial measures to prevent the flow of funds to terrorists, including accelerating work on combating financial crimes through APEC Finance Ministers' working Group on Fighting Financial Crime and increasing involvement in related international standard-setting bodies;

- Adherence by all economies to relevant international requirements for the security of air and maritime transportation. Leaders call on Transport Ministers to actively take part in the discussions on enhancing airport, aircraft, and port security, achieve effective outcomes as early as possible, and assure full implementation and cooperation in this regard;
 - Strengthening of energy security in the region through the mechanism of the APEC Energy Security Initiative, which examines measures to respond to temporary supply disruptions and longer-term challenges facing the region's energy supply;
 - Strengthening of APEC activities in the area of critical sector protection, including telecommunications, transportation, health and energy.
 - Enhancement of customs communication networks and expeditious development of a global integrated electronic customs network, which would allow customs authorities to better enforce laws while minimizing the impact on the flow of trade.
 - Cooperation to develop electronic movement records systems that will enhance border security while ensuring movement of legitimate travelers is not disrupted.
 - Strengthening capacity building and economic and technical cooperation to enable member economies to put into place and enforce effective counter-terrorism measures.
 - Cooperation to limit the economic fallout from the attacks and move to restore economic confidence in the region through policies and measures to increase economic growth as well as ensure stable environment for trade, investment, travel and tourism.
7. Leaders also pledge to cooperate fully to ensure that international terrorism does not disrupt economies and markets, through close communication and cooperation among economic policy and financial authorities.

October 21, 2001



Fact Sheets



AUSTRALIA

Capital: Canberra

GEODATA

Area

7,686,850 km²

Major language

English

Major religious groups

Anglican (26%), Roman Catholic (26%), other Christian (24%)

Surrounding countries

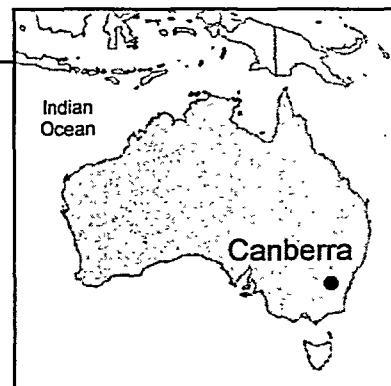
Indonesia, New Zealand, Papua New Guinea

Population

19.4 million (2001 est.)

Population growth rate

1% (2001 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Representatives; multiparty

Leaders

Governor General Peter Hollingworth

Prime Minister John Howard

Minister for Foreign Affairs

Alexander Downer

Minister for Trade

Mark Vaile

UN Human Development Index (2002)

Australia ranks 5th among 173 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$366.2 billion US (2001)

GDP growth rate

2.4% (2001)

GDP per capita

\$25,780 US (2001, PPP)

Main exports

Minerals, grains, meat, petroleum, wool, machinery

Main imports

Passenger vehicles, computers, machinery, electrical equipment

Canadian imports from Australia

\$1.6 billion (2001), including alumina, meat, petroleum products, sugar, wine

Canadian exports to Australia

\$1.1 billion (2001), including aircraft and parts, automobiles, engines and parts, telecom equipment, wood, fertilizer

Inflation rate

4.4% (2001)

Unemployment rate

6.7% (2001)

Canadian Representative

Jean Fournier, High Commissioner, The Canadian High Commission
Commonwealth Avenue, Canberra, ACT 2600, Australia

Phone: (011-61-2) 6273-3844, Fax: (011-61-2) 6270-4069, Web site: www.dfait-maeci-gc.ca/australia

BRUNEI

Capital: Bandar Seri Begawan

GEODATA

Area

5,765 km²

Major languages

Malay, English, Chinese

Major religious groups

Muslim (67%), Buddhist (13%),
Christian (10%)

Surrounding country

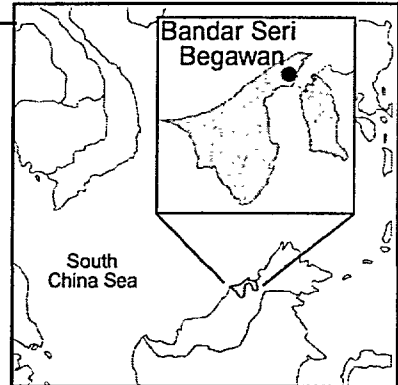
Malaysia

Population

343,653 (2001 est.)

Population growth rate

2% (2001 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Monarchy

National legislature

Single chamber: Legislative Council; one party

Leader

Sultan and Prime Minister Hassanal Bolkiah

Minister of Foreign Affairs

Prince Mohammed Bolkiah

Minister of Industry and Primary Resources

Pehin Dato Awang Haji Abdul Rahman

UN Human Development Index (2002)

Brunei ranks 32nd among 173 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$4.83 billion US (2000)

GDP growth rate

3.5% (2000)

GDP per capita

\$14,123 US (2000)

Main exports

Liquified natural gas, crude petroleum, refined petroleum products

Main imports

Machinery, transport equipment, manufactured goods, food, chemicals

Canadian imports from Brunei

\$3.5 million (2001), including clothing, articles of iron and steel, boilers, machinery and mechanical appliances

Canadian exports to Brunei

\$1.1 million (2001), including boilers, machinery and mechanical appliances, edible preparations, fruit and nuts

Canadian Representative

Paul Lau, High Commissioner, The Canadian High Commission

5th Floor, Jalan McArthur Building, No. 1, Jalan McArthur, Bandar Seri Begawan BS8711, Brunei

Phone: (011-673-2) 220-043, Fax: (011-673-2) 220-040, Web site: www.infoexport.gc.ca/bn

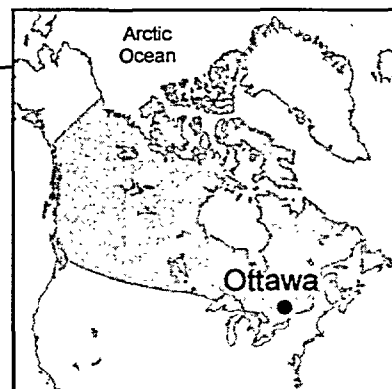
September 2002

CANADA

Capital: Ottawa

GEODATA

Area 9,970,610 km ²	Population 31.1 million (2001)
Major languages English, French	Population growth rate 1% (2001)
Major religious groups Roman Catholic (45%), United Church (12%), Anglican (8%)	
Surrounding countries Greenland (Denmark), United States	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	Minister of Foreign Affairs Bill Graham
National legislature Upper chamber: Senate Lower chamber: House of Commons; multiparty	Minister for International Trade Pierre Pettigrew
Leaders Governor General Adrienne Clarkson Prime Minister Jean Chrétien	Minister of Finance John Manley
	UN Human Development Index (2002) Canada ranks 3rd among 173 countries

ECONOMIC DATA

GDP \$699.9 billion US (2001)	Inflation rate 2.6% (2001)
GDP growth rate 1.5% (2001)	Unemployment rate 7.2% (2001)
GDP per capita \$29,000 US (2001 est., PPP)	
Main exports \$413.1 billion (balance of payment basis, 2001), including transportation equipment, capital equipment, pulp and paper, fuel, wood, minerals, aluminum	
Main imports \$350.5 billion (balance of payment basis, 2001), including transportation equipment, capital equipment, electronics, plastic resins, plastic materials, plastic manufactured products	

CHILE

Capital: Santiago

GEODATA

Area

756,626 km²

Major language

Spanish

Major religious groups

Roman Catholic (89%),
Protestant (11%)

Surrounding countries

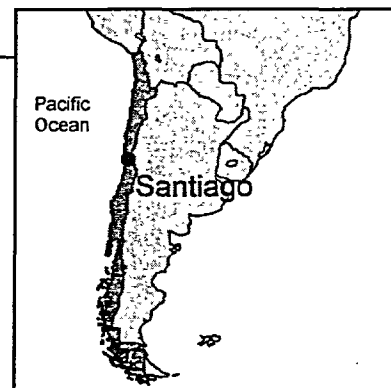
Argentina, Bolivia, Peru

Population

15 million (2002)

Population growth rate

1% (2001 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Upper house: Senate

Lower house: Chamber of Deputies; multiparty

Leader

President Ricardo Lagos Escobar

Minister of Foreign Affairs and International Trade

Mariá Soledad Alvear Valenzuela

Minister of the Economy, Mining and Energy

Jorge Rodriguez Grossi

UN Human Development Index (2002)

Chile ranks 38th among 173 countries

Canadian official development assistance

\$3.46 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$63.5 billion US (2001)

GDP growth rate

2.9% (2001)

GDP per capita

\$9,420 US (2001, PPP)

Main exports

Copper, wood products, fish and fish meal, fruit and nuts, raw materials, textiles, industrial products

Main imports

Capital goods, spare parts, raw materials, petroleum, foodstuffs

Canadian imports from Chile

\$640.5 million (2001), including ore, slag and ash, fruit and nuts, beverages, copper and copper articles, wood, fish and seafood, cereals, preserved food, inorganic chemicals, rare metals, food waste and animal feed

Canadian exports to Chile

\$369.1 million (2001), including cereals, electrical machinery, machinery, paper and paperboard, mineral fuel and oil, fertilizer, plastic, vehicles, iron and steel products, vegetables

Canadian Representative

Patrick Parisot, Ambassador, The Canadian Embassy

Nueva Tajamar 481, Torre Norte, Piso 12 (Casilla 139, Correo 10) Santiago, Chile

Phone: (011-56-2) 362-9660, Fax: (011-56-2) 362-9664, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/santiago

CHINA

Capital: Beijing

GEODATA

Area

9,596,961 km²

Population

1.27 billion (2001 est.)

Major language

Mandarin

Population growth rate

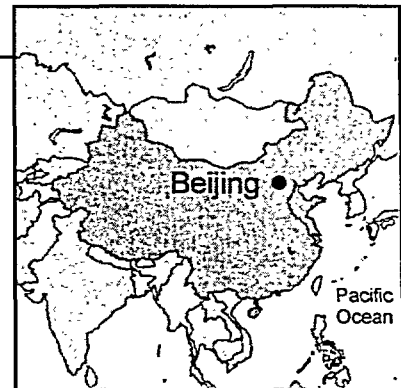
0.9% (2001 est.)

Major religious groups

Taoist, Buddhist, Muslim, Christian

Surrounding countries

Afghanistan, Bhutan, Burma, India, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Laos, Mongolia, Nepal, North Korea, Pakistan, Russia, Tajikistan, Vietnam



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Minister of Foreign Trade and Economic

Co-operation

Shi Guangsheng

National legislature

Single chamber: National People's Congress;
one party

UN Human Development Index (2002)

China ranks 96th among 173 countries

Leaders

President Jiang Zemin

Premier Zhu Rongji

Canadian official development assistance

\$67.45 million (2000-01)

Minister of Foreign Affairs

Tang Jiaxuan

ECONOMIC DATA

GDP

\$1.16 trillion US (2001)

Inflation rate

0.4% (2000)

GDP growth rate

7.3% (2001)

Unemployment rate

3.1% (1999)

GDP per capita

\$4,260 US (2001, PPP)

Main exports

Electrical machinery, other machinery, woven apparel, knit apparel, footwear

Main imports

Electrical machinery, other machinery, plastic, mineral fuel, iron and steel

Canadian imports from China

\$12.7 billion (2001), including electrical machinery, toys, games and sports equipment, machinery, footwear, woven apparel

Canadian exports to China

\$4.2 billion (2001), including wood pulp, vehicles (not railway), fertilizer, grain, seed and fruit

Canadian Representative

Joseph Caron, Ambassador, The Canadian Embassy

19 Dongzhimenwai Dajie, Chaoyang District, Beijing 100600, China

Phone: (011-86-10) 6532-3536, Fax: (011-86-10) 6532-5033, Web site: www.canada.org.cn

CHINESE TAIPEI

Capital: Taipei

GEODATA

Area

36,006 km²

Major languages

Mandarin, Fukienses

Major religious groups

Taoist, Buddhist, and Confucian (93%); Christian (4.5%)

Surrounding countries

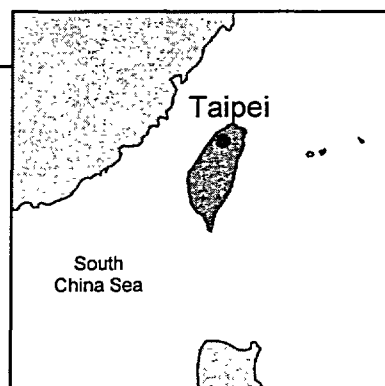
China, Philippines

Population

22.5 million (2001 est.)

Population growth rate

0.8% (2001)



POLITICAL DATA

UN Human Development Index (2002)

Not listed

ECONOMIC DATA

GDP

\$284.5 billion US (2001)

GDP growth rate

-2.1% (2001)

GDP per capita

\$12,673 US (2001)

Main exports

Machinery, textiles, metals, foodstuffs, wood

Main imports

Machinery, metals, chemicals, petroleum, foodstuffs

Canadian imports from Chinese Taipei

\$4.4 billion (2001), including machinery, electrical equipment, metals, textiles, plastics, chemicals

Canadian exports to Chinese Taipei

\$992.1 million (2001), including machinery, electrical equipment, minerals, precision instruments

Inflation rate

0.6% (2001)

Unemployment rate

4.6% (2001)

Canadian Trade Office

Ted Lipman, Executive Director, Canadian Trade Office, Chinese Taipei
365 Fu Hsing North Road, 13th Floor, Taipei 10483, Chinese Taipei

Phone: (011-886-2) 2544-3000, Fax: (011-886-2) 2544-3597, Web site: www.canada.org.tw

HONG KONG, CHINA

GEODATA

Area

1,097 km²

Major languages

English, Cantonese

Major religious groups

Christian, Buddhist, Confucian, Taoist

Surrounding region

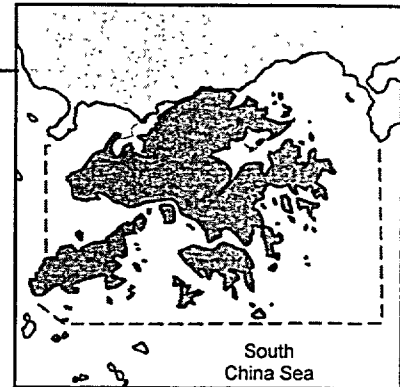
Guangdong province (China)

Population

7.2 million (2001 est.)

Population growth rate

1.3% (2001 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

The Hong Kong Special Administrative Region of the People's Republic of China

UN Human Development Index (2002)

The Hong Kong Special Administrative Region ranks 23rd among 173 countries

Legislature

Legislative Council

Leaders

President of the People's Republic of China:

Jiang Zemin

Chief Executive of the Hong Kong Special

Administrative Region: Tung Chee-Hwa

ECONOMIC DATA

GDP

\$162.6 billion US (2001)

Inflation rate

-1.6% (2001)

GDP growth rate

1% (2001)

Unemployment rate

6.1% (2001)

GDP per capita

\$26,050 US (2001, PPP)

Main exports

Electrical machinery, machinery, toys and sports equipment, knit apparel, plastic

Main imports

Electrical machinery, machinery, plastic, knit apparel, precious stones and metals, toys and sports equipment

Canadian imports from Hong Kong

\$1.2 billion (2001), including electrical machinery, apparel, machinery, optical and medical equipment, books, clocks and watches, plastic, toys, games and sports equipment

Canadian exports to Hong Kong

\$1.2 billion (2001), including electrical machinery, fats and oils, machinery, nickel and nickel articles, paper and paperboard, fish and seafood

Canadian Representative

Anthony Burger, Consul General, Consulate General of Canada

11-14th Floors, Tower I, Exchange Square, Central, Hong Kong

Phone: (011-852) 2847-7562, Fax: (011-852) 2848-7561, Web site: www.hongkong.gc.ca

INDONESIA

Capital: Jakarta

GEODATA

Area

1,948,742 km²

Major language

Bahasa Indonesia

Major religious groups

Muslim (88%), Christian (8%),
Hindu (2%)

Surrounding countries

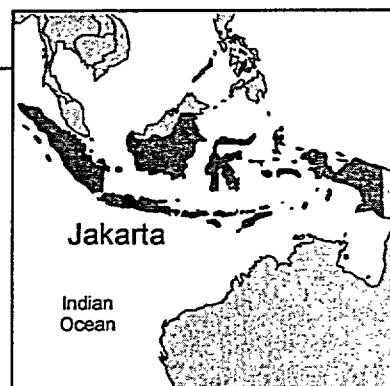
Australia, Brunei, East Timor, Malaysia, Papua New Guinea, Philippines,
Singapore, Thailand

Population

214.6 million (2001)

Population growth rate

1.6% (2001)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: House of Representatives;
multiparty

Leader

President Megawati Soekarnoputri

Minister of Foreign Affairs

Hassan Wirajuda

Minister of Trade and Industry

Rini Soewandi

UN Human Development Index (2002)

Indonesia ranks 110th among 173 countries

Canadian official development assistance

\$38.22 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$145.3 billion US (2001)

GDP growth rate

3.3% (2001)

GDP per capita

\$2,940 US (2001, PPP)

Inflation rate

11.5% (2001)

Unemployment rate

13% (2001)

Main exports

Crude oil and products, textiles and garments, wood and wood products, natural gas, rubber and rubber products

Main imports

Machinery and transport equipment, chemicals, fuel and lubricants, foodstuffs

Canadian imports from Indonesia

\$961.2 million (2001), including clothing, electrical machinery, rubber and rubber articles, footwear, machinery, boilers, mechanical appliances

Canadian exports to Indonesia

\$466.9 million (2001), including wood pulp, cereals, vehicles other than railway, fertilizer, organic chemicals

Canadian Representative

Ferry de Kerckhove, Ambassador, The Canadian Embassy

WISMA Metropolitan 1, 5th Floor, Jalan Jendral Sudirman Kav. 29 (P.O. Box 8324/JKS.MP, Jakarta 12084) Jakarta 12920, Indonesia

Phone: (011-62-21) 525-0709, Fax: (011-62-21) 571-2251, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/jakarta

JAPAN

Capital: Tokyo

GEOGRAPHICAL DATA

Area

377,864 km²

Population

126.8 (2001 est.)

Major language

Japanese

Population growth rate

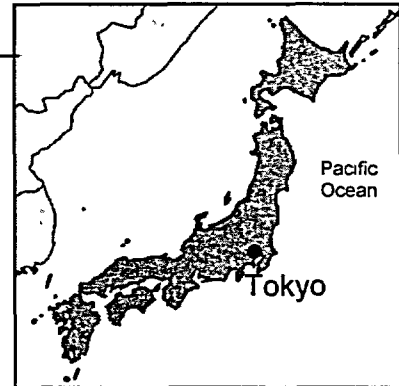
0.2% (2001 est.)

Major religious groups

Shinto and Buddhist (84%); Soka Gaki and Christian (16%)

Surrounding countries

China, North Korea, Republic of Korea, Russia



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

Minister of Foreign Affairs

Yoriko Kawaguchi

National legislature

Upper chamber: House of Councillors

Lower chamber: House of Representatives; multiparty

Minister of Finance

Masajuro Shiokawa

Minister of Economy, Trade and Industry

Takeo Hiranuma

Leaders

Emperor Akihito

Prime Minister Junichiro Koizumi

UN Human Development Index (2002)

Japan ranks 9th among 173 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$4.2 trillion US (2001)

Inflation rate

-0.7% (2001)

GDP growth rate

-0.5% (2001)

Unemployment rate

5% (2001)

GDP per capita

\$27,430 US (2001, PPP)

Main exports

Machinery, motor vehicles, consumer electronics and computers

Main imports

Mineral fuel, foodstuffs, raw materials, machinery, metallic ore

Canadian imports from Japan

\$14.6 billion (2001), including electrical machinery, motor vehicles and parts, machinery, medical equipment, toys and sports equipment, aircraft/spacecraft

Canadian exports to Japan

\$8.2 billion (2001), including lumber and plywood, coal and mineral fuel, oilseeds and cereal, pulp and paper, meat, fish and seafood

Canadian Representative

Robert G. Wright, Ambassador, The Canadian Embassy
7-3-38 Akasaka, 7-Chome, Tokyo 107-8503, Japan

Phone: (011-81-3) 5412-6200, Fax: (011-81-3) 5412-6247, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/ni-ka

MALAYSIA

Capital: Kuala Lumpur

GEODATA

Area

329,758 km²

Major languages

Malay, English, Hokkien, Cantonese, Tamil

Major religious groups

Muslim (58%); Buddhist and Taoist (26%); Christian (9%); Hindu (7%)

Surrounding countries

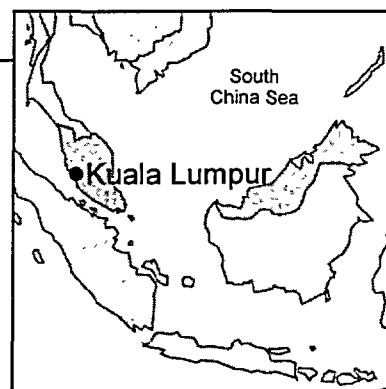
Brunei, Indonesia, Singapore, Thailand, Vietnam

Population

22.2 million (2001 est.)

Population growth rate

2% (2001 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Representatives; multiparty

Leaders

Sovereign: The Yang di-Pertuan Agong XII
Prime Minister Mahathir bin Mohamad

Minister of Foreign Affairs

Syed Hamid

Minister of International Trade and Industry

Rafidah Aziz

UN Human Development Index (2002)

Malaysia ranks 59th among 173 countries

Canadian official development assistance

\$4.37 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$87.5 billion US (2001)

GDP growth rate

0.4% (2001)

GDP per capita

\$8,340 US (2001, PPP)

Main exports

Electronics, electrical machinery, petroleum, timber and logs, textiles, palm oil

Main imports

Machinery and transport equipment, chemicals, food, fuel and lubricants

Canadian imports from Malaysia

\$1.9 billion (2001), including electrical machinery and parts, other machinery, boilers, mechanical appliances, rubber and rubber articles, furniture, bedding, mattresses, knitted and crocheted clothing

Canadian exports to Malaysia

\$344 million (2001), including fertilizer, cereals, electrical machinery, paper and paperboard, oil seed, oleaginous fruit, grain and seed

Inflation rate

1.5% (2000)

Unemployment rate

3.1% (2000-01)

Canadian Representative

Jean McCloskey, High Commissioner, The Canadian High Commission
17th Floor, Menara Tan & Tan, 207, Jalan Tun Razak (P.O. Box 10990) 50732 Kuala Lumpur, Malaysia
Phone: (011-60-3) 2718-3333, Fax: (011-60-3) 2718-3391, Web site: www.dfait-maccci.gc.ca/kualalumpur

September 2002

MEXICO

Capital: Mexico City

GEODATA

Area

1,972,550 km²

Major language

Spanish

Major religious groups

Roman Catholic (89%),

Protestant (6%)

Surrounding countries

Belize, Guatemala, United States

Population

101.9 million (2001 est.)

Population growth rate

1.5% (2001 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: Chamber of Deputies; multiparty

Leader

President Vicente Fox

Minister of Foreign Affairs

Jorge G. Castañeda

Minister of the Economy

Luis Ernesto Derbez

UN Human Development Index (2002)

Mexico ranks 54th among 173 countries

Canadian official development assistance

\$6.22 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$617.4 billion US (2001)

GDP growth rate

-0.3% (2001)

GDP per capita

\$8,770 US (2001, PPP)

Main exports

Electrical machinery, motor vehicles, machinery, petroleum, petroleum products

Main imports

Electrical machinery, machinery, motor vehicles, plastic, iron and steel products

Canadian imports from Mexico

\$12.1 billion (2001), including electrical machinery, motor vehicles, furniture and bedding, oil, optical equipment, vegetables, fruit and nuts, iron and steel products, iron and steel, woven apparel, glass and glassware, knit apparel, beverages, textile floor coverings

Canadian exports to Mexico

\$2.7 billion (2001), including motor vehicles and parts, grain, seeds and fruit, cereals, machinery, electrical machinery, chemical products, dairy, eggs and honey, salt and sulphur, wood pulp, fabrics, rubber, plastic, iron and steel

Canadian Representative

Keith Christie, Ambassador, The Canadian Embassy

Calle Schiller No. 529 (Rincón Del Bosque), Colonia Polanco 11560, México, D.F.

Phone: (011-52-55) 5724-7900, Fax: (011-52-55) 5724-7980, Web site: www.canada.org.mx

NEW ZEALAND

Capital: Wellington

GEODATA

Area

270,534 km²

Major languages

English Maori

Major religious groups

Anglican (29%), Presbyterian (18%),
Roman Catholic (15%)

Surrounding country

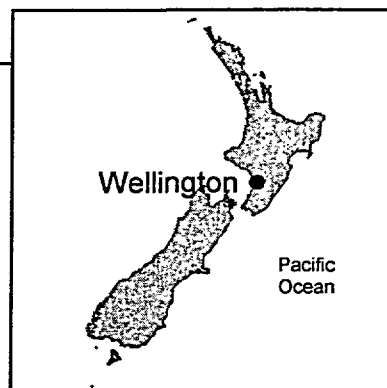
Australia

Population

3.86 million (2001 est.)

Population growth rate

1.1% (2001 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

National legislature

Single chamber: House of Representatives;
multiparty

Leaders

Governor General Sylvia Cartwright
Prime Minister Helen Clark

Minister of Foreign Affairs and Trade

Phil Goff

UN Human Development Index (2002)

New Zealand ranks 19th among 173 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$48.3 billion US (2001)

GDP growth rate

1.8% (2001)

GDP per capita

\$19,130 US (2001, PPP)

Main exports

Beef, fruit, fish, livestock, wool, dairy products, chemicals, forestry products, manufactured goods

Main imports

Petroleum, machinery, motor vehicles, manufactured goods, animal and vegetable oils

Canadian imports from New Zealand

\$523.6 million (2001), including meat (lamb), dairy products, albumins and glue, fruit and nuts, iron and steel, machinery

Canadian exports to New Zealand

\$216.3 million (2001), including fertilizer, machinery, meat (beef), aerospace products, wood, cereals

Canadian Representative

John Donaghy, High Commissioner, The Canadian High Commission
3rd Floor, 61 Molesworth Street, Thorndon, Wellington, New Zealand

Phone: (011-64-4) 473-9577, Fax: (011-64-4) 471-2082, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/newzealand

PAPUA NEW GUINEA

Capital: Port Moresby

GEODATA

Area

462,840 km²

Major languages

English, pidgin English, Motu

Major religious groups

Indigenous beliefs (34%), Roman Catholic (22%), Lutheran (16%)

Surrounding country

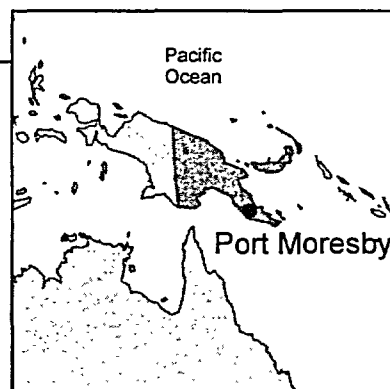
Indonesia

Population

5.3 million (2001 est.)

Population growth rate

2.4% (2001 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

National legislature

Single chamber: National Parliament; multiparty

Leaders

Governor General Silas Atopare

Prime Minister Michael Somare

Minister for Foreign Affairs

Rabbie Namaliu

Minister for Trade and Industry

Alla Marat

UN Human Development Index (2002)

Papua New Guinea ranks 133rd among 173 countries

Canadian official development assistance

\$1.07 million (2001-02)

ECONOMIC DATA

GDP

\$3 billion US (2001)

GDP growth rate

-3.5% (2001)

GDP per capita

\$2,150 US (2001, PPP)

Main exports

Crude oil, gold, copper, coffee, palm oil, forest products, copra oil, cocoa, copra

Main imports

Machinery and transport equipment, manufactured goods, food, live animals, mineral fuel and lubricants, chemicals

Canadian imports from Papua New Guinea

\$7.9 million (2001), including ores, coffee, cocoa, machinery

Canadian exports to Papua New Guinea

\$2.3 million (2001), including machinery, paper products, tools

Canadian Representative

Jean Fournier, High Commissioner, The Canadian High Commission to Papua New Guinea
c/o The Canadian High Commission, Commonwealth Avenue, Canberra, ACT 2600, Australia
Phone: (011-61-2) 6273-3844, Fax: (011-61-2) 6270-4069, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/australia

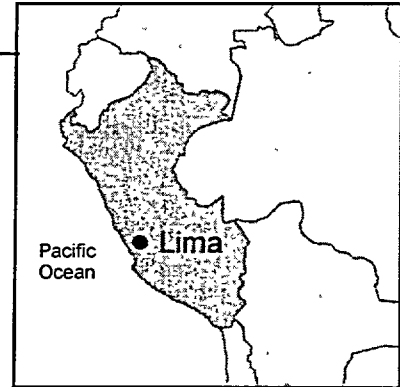
September 2002

PERU

Capital: Lima

GEODATA

Area 1,285,215 km ²	Population 27.5 million (2001 est.)
Major languages Spanish, Quechua, Aymará	Population growth rate 1.7% (2001 est.)
Major religious group Roman Catholic (90%)	
Surrounding countries Bolivia, Brazil, Chile, Colombia, Ecuador	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	Minister of Trade and Tourism Raul Diez Canseco Terry
National legislature Unicameral: Democratic Constituent Congress; multiparty	UN Human Development Index (2002) Peru ranks 82nd among 173 countries
Leader President Alejandro Toledo Manrique	Canadian official development assistance \$19.08 million (2000-01)
Minister of Foreign Relations Allan Wagner Tizon	

ECONOMIC DATA

GDP \$54 billion US (2001)	Inflation rate 1.3% (2001)
GDP growth rate 0.2% (2001 est.)	Unemployment rate 7.2% (2001)
GDP per capita \$4,680 US (2001, PPP)	
Main exports Gold, copper, zinc, fishmeal, crude petroleum and byproducts, lead, refined silver, coffee	
Main imports Machinery, transportation equipment, foodstuffs, petroleum, iron and steel, chemicals	
Canadian imports from Peru \$251.4 million (2001), including ores (lead and zinc), spices, coffee and tea, fats and oils, knit apparel, fruit and nuts, cotton and wool	
Canadian exports to Peru \$178.2 million (2001), wheat, copper ore, electrical machinery and equipment, vehicles, legumes and lentils, paper, malt and starch	

Canadian Representative
Hugues Rousseau, Ambassador, The Canadian Embassy
Libertad 130, Miraflores (Casilla 18-1126 Correo Miraflores, Lima 18) Lima, Peru
Phone: (011-51-14) 44 40 15, Fax: (011-51-14) 44 43 47, Web site: www.infoexport.gc.ca/pe

PHILIPPINES

Capital: Manila

GEODATA

Area
300,439 km²

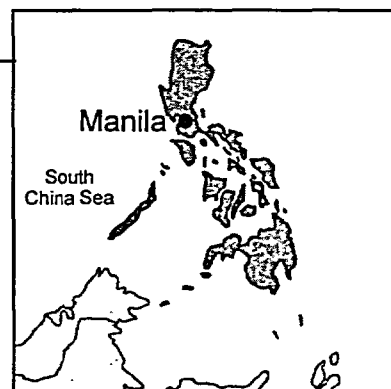
Major languages
Filipino, English

Major religious groups
Roman Catholic (83%),
Protestant (9%), Muslim (5%)

Surrounding countries
Chinese Taipei, Indonesia, Malaysia

Population
80 million (2002 est.)

Population growth rate
2% (2001 est.)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

National legislature
Upper chamber: Senate
Lower chamber: House of Representatives;
multiparty

Leader
President Gloria Macapagal-Arroyo

Secretary of Foreign Affairs
Blas F. Ople

Secretary of Trade and Industry
Manuel A. Roxas II

Secretary of Finance
Jose Isidro N. Camacho

UN Human Development Index (2002)
The Philippines ranks 77th among 173 countries

Canadian official development assistance
\$27.13 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP
\$71.4 billion US (2001)

Inflation rate
6.1% (2001)

GDP growth rate
3.4% (2001)

Unemployment rate
11.2% (June 2002)

GDP per capita
\$4,360 US (2001, PPP)

Main exports
Electrical and electronic equipment and parts, machinery and transportation equipment, textiles

Main imports
Cereals, ores, metal articles, electrical machinery

Canadian imports from the Philippines
\$981.3 million (2001), including electronics, textiles, machinery, agri-food products, forest products

Canadian exports to the Philippines
\$347.2 million (2001), including agri-food products, forest products, chemicals, base metals

Canadian Representative

Robert Collette, Ambassador, The Canadian Embassy, 9th and 11th Floors, Allied Bank Centre, 6754 Ayala Avenue
(P.O. Box 2168, Makati Central Post Office, 1299 Makati) Makati City, Metro Manila, Philippines
Phone: (011-63-2) 867-0001, Fax: (011-63-2) 810-8839, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/manila

REPUBLIC OF KOREA

Capital: Seoul

GEODATA

Area 98,480 km ²	Population 47.7 million (2001 est.)
Major language Korean	Population growth rate 0.9% (2001)
Major religious groups Christian (49%), Buddhist (47%), Confucian (3%)	
Surrounding countries North Korea, Japan	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	Minister of Foreign Affairs and Trade Choi Sung-hong
National legislature Single chamber: National Assembly; multiparty	UN Human Development Index (2002) The Republic of Korea ranks 27th among 173 countries
Leaders President Kim Dae-jung Prime Minister Lee Han-dong	Canadian official development assistance \$10,000 (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP \$422.2 billion US (2001)	Inflation rate 4.1% (August 2001)
GDP growth rate 3% (2001)	Unemployment rate 3.9% (2001)
GDP per capita \$18,110 US (2001, PPP)	
Main exports Integrated circuits, automobiles, automatic data processing parts and machinery, oil (not crude), ships	
Main imports Integrated circuits, natural gas, oil (not crude), automatic data processing machinery and parts	
Canadian imports from Korea \$4.6 billion (2001), including integrated circuits, cars, data processing machines, apparel, iron and steel products	
Canadian exports to Korea \$1.9 billion (2001), including wood pulp, coal, unwrought aluminum, car transmissions, ethylene glycol, machinery	

Canadian Representative
Denis Comeau, Ambassador, The Canadian Embassy
10th Floor, Kolon Building, 45 Mugyo-Dong, Jung-Ku, Seoul 100-170, Republic of Korea
Phone: (011-82-2) 3455-6000, Fax: (011-82-2) 755-0686, Web site: www.korea.gc.ca

September 2002

RUSSIA

Capital: Moscow

GEODATA

Area

17,075,200 km²

Major language

Russian

Major religious groups

Russian Orthodox, Muslim, Jewish, Buddhist

Surrounding countries

Azerbaijan, Belarus, China, Estonia, Finland, Georgia, Japan, Kazakhstan, Latvia, Lithuania, Mongolia, North Korea, Norway, Poland, Ukraine

Population

143.9 million (January 2002)

Population growth rate

-0.4% (2001 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Upper chamber: Federation Council

Lower chamber: State Duma; multiparty

Leaders

President Vladimir Putin

Prime Minister Mikhail Kasyanov

Minister of Foreign Affairs

Igor Ivanov

Minister of Finance and Deputy Prime Minister

Alexei Kudrin

Minister of Economic Development and Trade

German Gref

UN Human Development Index (2002)

Russia ranks 60th among 173 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$310.0 billion US (2001)

GDP growth rate

5% (2001)

GDP per capita

\$8,660 US (2001, PPP)

Main exports

Energy products, machinery and equipment, minerals and metals, food products, chemicals

Main imports

Machinery and equipment, food products, textiles, chemicals, mineral and metal products

Canadian imports from Russia

\$361 million (2001), including fish and seafood, crude oil, iron and steel, fertilizer

Canadian exports to Russia

\$290 million (2001), including oil and gas equipment, pork products, building materials

Inflation rate

18.6% (2001)

Unemployment rate

8.9% (2001)

Canadian Representative

Rodney Irwin, Ambassador, The Canadian Embassy
Starokonyushenny Pereulok 23, Moscow 119002, Russia

Phone: (011-7-095) 105-6000, Fax: (011-7-095) 105-6025, Web site: www.canadacorp.gc.ca/russia

SINGAPORE

Capital: Singapore

GEODATA

Area

647.5 km²

Major languages

English, Chinese, Malay, Tamil

Major religious groups

Buddhist (31%), Taoist (22%),
Muslim (15%), Christian (12%),
Hindu (4%)

Surrounding countries

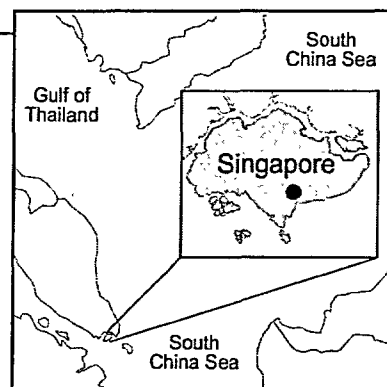
Indonesia, Malaysia

Population

4.1 million (2001 est.)

Population growth rate

3.7% (2001 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: Parliament; multiparty

Leaders

President Sellapan Rama Nathan

Prime Minister Goh Chok Tong

Minister for Foreign Affairs

Shanmugam Jayakumar

Minister for Trade and Industry

George Yon-Boon Yeo

UN Human Development Index (2002)

Singapore ranks 25th among 173 countries

Canadian official development assistance

\$130,000 (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$92.3 billion US (2001)

GDP growth rate

-2% (2001)

GDP per capita

\$27,120 US (2001, PPP)

Main exports

Machinery and equipment, chemicals, petroleum products, rubber, manufactured goods, processed foods, coconut oil, palm oil, copra

Main imports

Machinery and equipment, chemicals, manufactured goods, food, mineral fuel

Canadian imports from Singapore

\$1.1 billion (2001), including boilers, mechanical machinery, electrical machinery, organic chemicals, optical instruments and equipment, mineral fuel and oils

Canadian exports to Singapore

\$388.8 million (2001), including boilers, mechanical machinery, electrical machinery, nickel, paper and paperboard, organic chemicals

Canadian Representative

Doreen Steidle, High Commissioner, The Canadian High Commission

80 Anson Road, #14-00, Singapore 079907, Singapore

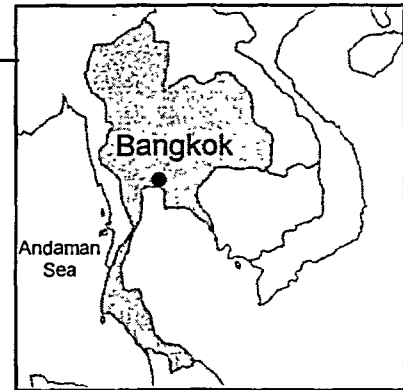
Phone: (011-65) 325-3200, Fax: (011-65) 325-3294, Web site: www.infoexport.gc.ca/sg

THAILAND

Capital: Bangkok

GEODATA

Area 513,115 km ²	Population 61.8 million (2001 est.)
Major languages Thai, Chinese	Population growth rate 0.9% (2001 est.)
Major religious group Buddhist (95%)	
Surrounding countries Burma, Cambodia, Laos, Malaysia	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	Minister of Foreign Affairs Surikiart Sathirathai
National legislature Upper chamber: Senate Lower chamber: House of Representatives; multiparty	Minister of Commerce Adisai Bodharamik
Leaders King Adunyatet Phumiphan Prime Minister Thaksin Shinawatra	UN Human Development Index (2002) Thailand ranks 70th among 173 countries
	Canadian official development assistance \$5.56 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP \$114.8 billion US (2001)	Inflation rate 1.6% (2000)
GDP growth rate 4.3% (2000)	Unemployment rate 3.6% (2000)
GDP per capita \$6,550 US (2001, PPP)	
Main exports Textiles and garments, computers and parts, electrical appliances, rice	
Main imports Electrical and other machinery, fuel and lubricants, vehicles and parts	
Canadian imports from Thailand \$1.7 billion (2001), including electronics, agri-food products, textiles, plastics and rubber, machinery, forest products, chemicals	
Canadian exports to Thailand \$438 million (2001), including agri-food products, fertilizer, forest products, base metals, machines, transportation equipment	

Canadian Representative
Andrew McAlister, Ambassador, The Canadian Embassy
15th Floor, Abdulrahim Place, 990 Rama IV Road, Bangrak, Bangkok 10500, Thailand
Phone: (011-66-2) 636-0540, Fax: (011-66-2) 636-0565, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/bangkok

September 2002

UNITED STATES

Capital: Washington

GEODATA

Area

9,629,091 km²

Major languages

English, Spanish

Major religious groups

Protestant (56%),
Roman Catholic (28%), Jewish (2%)

Surrounding countries

Canada, Mexico

Population

278.1 million (2001 est.)

Population growth rate

0.9% (2001 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Representatives;
multiparty

Leader

President George W. Bush

Secretary of State

Colin L. Powell

Secretary of the Treasury

Paul H. O'Neill

UN Human Development Index (2002)

The United States ranks 6th among 173 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$10.1 trillion US (2001)

GDP growth rate

0.3% (2001)

GDP per capita

\$34,870 US (2001, PPP)

Inflation rate

1.6% (2001)

Unemployment rate

4.8% (2001)

Main exports

Machinery and equipment, motor vehicles, aircraft, wheat, chemicals, plastic resins, plastic materials, plastic manufactured products, agricultural products, military supplies

Main imports

Petroleum and petroleum products, non-ferrous base metals, fertilizer, agricultural products, machinery and equipment, motor vehicles, raw materials

Canadian imports from the United States

Goods: \$255 billion (2001), including motor vehicles and parts, computers, telecommunications equipment, chemicals, instrumentation and equipment, paper and paperboard

Services: \$40.1 billion (2001)

Canadian exports to the United States

Goods: \$350.9 billion (2001), including motor vehicles and parts, aircraft, softwood lumber, crude petroleum, natural gas, newsprint, aluminum, metals and ores

Services: \$33.5 billion (2001)

Canadian Representative

Michael Kergin, Ambassador, The Canadian Embassy

501 Pennsylvania Avenue, N.W., Washington, D.C. 20001, U.S.A.

Phone: (202) 682-1740, Fax: (202) 682-7726, Web site: canadianembassy.org

VIETNAM

Capital: Hanoi

GEODATA

Area

331,700 km²

Major language

Vietnamese

Major religious groups

Buddhist, Taoist, Roman Catholic, indigenous beliefs, Muslim, Protestant, Cao Dai, Hoa Hao

Surrounding countries

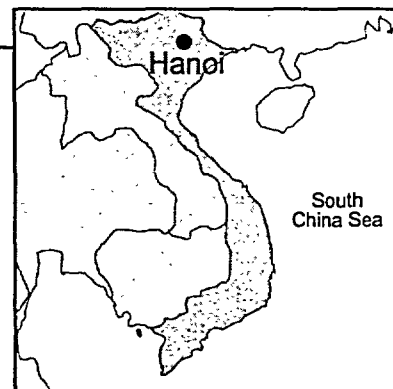
Cambodia, China, Laos

Population

79.9 million (2001 est.)

Population growth rate

1.5% (2001 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Unicameral: National Assembly; one party

Leaders

President Tran Duc Luong

Prime Minister Phan Van Khai

Minister of Foreign Affairs

Nguyen Dy Nien

Minister of Commerce

Vu Khoan

UN Human Development Index (2002)

Vietnam ranks 109th among 173 countries

Canadian official development assistance

\$55.82 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$32.9 billion US (2001)

GDP growth rate

6% (2001)

GDP per capita

\$2,130 US (2001, PPP)

Main exports

Crude oil, marine products, rice, coffee, rubber, tea, garments, shoes

Main imports

Machinery and equipment, petroleum products, fertilizer, steel products, raw cotton, grain, cement, motorcycles

Canadian imports from Vietnam

\$237.1 million (2001), including clothing, coffee, fish, footwear, articles of leather, fruit and nuts, clothing

Canadian exports to Vietnam

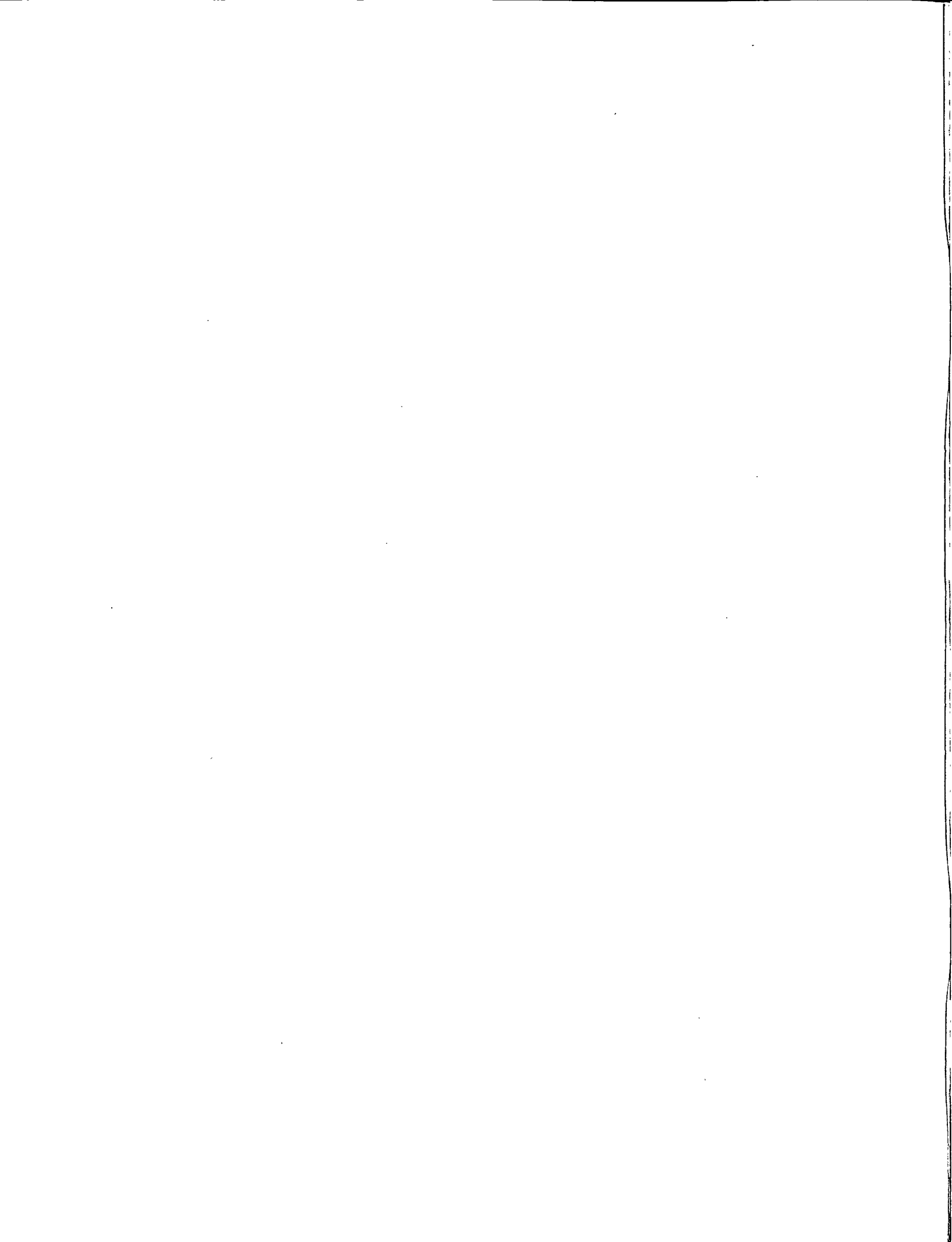
\$58.6 million (2001), including fertilizer, cereal, artificial filament, wood pulp, machinery

Canadian Representative

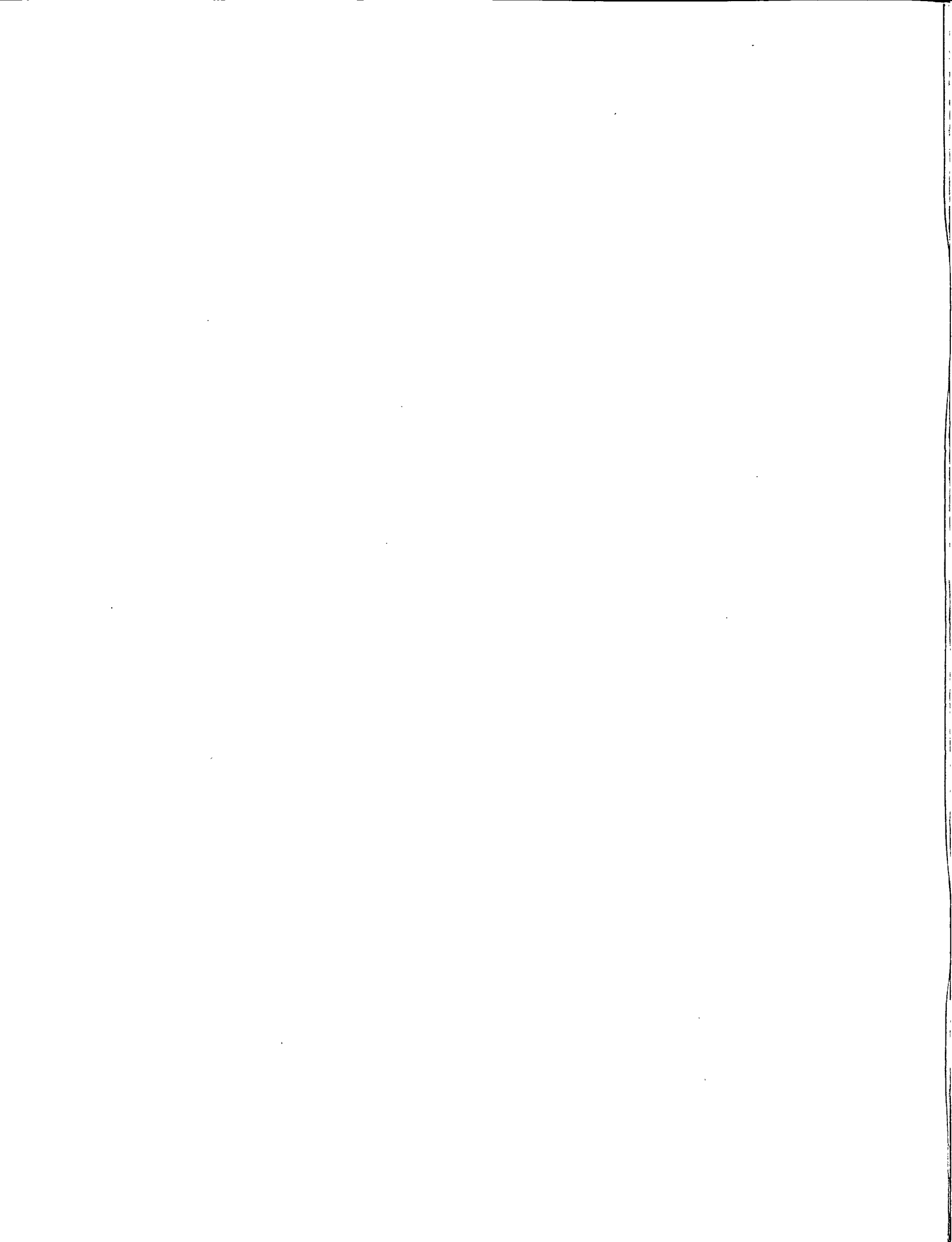
Richard Lecoq, Ambassador, The Canadian Embassy

31 Hung Vuong Street, Hanoi, Vietnam

Phone: (011 84 4) 823-5500, Fax: (011 84 4) 823-5351, Web site: www.infoexport.gc.ca/vn



Biographies



Jean Chrétien

Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University. Called to the bar in 1959, he joined a Shawinigan law firm.

A candidate for the Liberal Party of Canada, Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. The following year, Mr. Chrétien became Minister of State (Finance) and, in 1968, he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976, and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in 1984.

Following the election of 1984, the Liberals formed the Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986, he left politics. From 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior adviser with Gordon Capital Corp.

In 1990, Mr. Chrétien returned to politics and was elected Leader of the Liberal party. In the same year, he was elected to the House of Commons in a byelection and was sworn in as Leader of the Opposition.

Mr. Chrétien became Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993, after his party won a majority of the seats in the House of Commons. He was re-elected to represent the Quebec riding of Saint-Maurice and to lead majority governments in 1997 and 2000.

Mr. Chrétien and his wife, Aline, have three children.

Notes